

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2005 — 1268

[2005/201380]

11 AVRIL 2005. — Arrêté ministériel relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment l'article 37;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, notamment l'article 7, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, notamment l'article 7, alinéa 2;

Vu l'arrêté ministériel du 10 décembre 2003 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 24 février 2005 approuvant le programme d'actions relatif au Fonds Energie;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 février 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 février 2005;

Vu que l'arrêté ministériel entre en vigueur avec effet rétroactif à la date du 1^{er} mars 2005 et abroge l'arrêté ministériel précédent du 10 décembre 2003 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie;

Vu que l'entrée rétroactive des dispositions fonde l'urgence impérieuse; cette rétroactivité est nécessitée par le souci de faire correspondre au plus près la date d'adoption par le Gouvernement du plan d'actions 2005-2007 et la mise en œuvre de ces mesures; ce rapprochement de ces deux dates est justifié pour éviter aux bénéficiaires de ces primes tout décalage entre l'information transmise par la presse des régimes octroyées et le régime effectif en place;

Vu qu'un tel décalage serait nuisible au point de vue du souci de transparence et de simplification administrative;

Vu que l'urgence est également motivée afin d'éviter toute interruption dans l'octroi des primes aux particuliers entre les années 2004 et 2005;

Vu l'avis 38.214/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 mars 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Titre I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o "administration" : la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne;

2^o "demandeur" : toute personne physique ayant un droit réel sur l'habitation considérée (propriétaire, copropriétaire, usufruitier, nu-propriétaire,...) ou locataire de celle-ci, toute personne morale ayant un siège d'exploitation, siège social, principal établissement ou siège de direction ou d'administration en Région wallonne ainsi que tout indépendant ou syndic d'immeuble établi en Région wallonne qui introduit une demande de prime(s);

3^o "habitation" : immeuble ou partie d'immeuble situé en région wallonne tel que, notamment, la maison unifamiliale, l'appartement, le studio, la maison de repos ou la résidence-service qui, de par sa nature, est normalement destiné à être habité par une ou plusieurs personnes;

4^o "maison unifamiliale" : bâtiment destiné à l'habitation et formant une unité de résidence pour un seul ménage, à l'exclusion des logements collectifs et des appartements.

5^o "ancienne habitation" : habitation dont le permis d'urbanisme a été octroyé avant le 1^{er} décembre 1996;

6^o "rénovation" : travaux réalisés dans une ancienne habitation;

7^o "habitation neuve" : habitation dont la nouvelle emprise est érigée sur un sol vierge ainsi que sur ou dans un bâtiment n'étant pas antérieurement destiné en tout ou en partie à être habité;

8^o "unité technique d'exploitation" : ensemble de composants techniques formant un groupe indivisible qui permet d'assurer un service ou de réaliser un produit;

9^o "programme AMURE" : programme instauré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé;

10^o "programme UREBA" : programme instauré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

Titre II. — Primes octroyées aux personnes physiques

CHAPITRE 1^{er}. — Actions éligiblesSection 1^{re}. — Travaux d'isolation

Art. 2. Dans la limite des crédits budgétaires, le demandeur, en cas de rénovation, peut obtenir une prime dont le montant et les conditions d'octroi sont définies comme suit :

§ 1^{er}. Une prime de 5 € par m² de surface isolée est octroyée à l'isolation thermique du toit ou des combles réalisée par un entrepreneur enregistré au moyen d'un isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, supérieur ou égal à 3 m²K/W. Ce coefficient de résistance thermique, R, s'obtient en divisant l'épaisseur de l'isolant, d (m), par la conductivité thermique du matériau, (W/mK). L'isolant peut être placé en plusieurs couches. Dans ce cas, la somme des résistances des différentes couches doit être supérieure à 3 m²K/W.

Si le demandeur exécute lui-même les travaux, la prime est limitée à 2 € par m² de surface isolée.

Le montant maximal de la prime ne peut excéder 600 € par habitation et par année.

§ 2. Une prime de 10 € par m² de surface isolée est octroyée à l'isolation thermique des murs en contact avec l'ambiance extérieure ou un espace non chauffé ou non à l'abri du gel, réalisée par un entrepreneur enregistré, au moyen d'un isolant permettant d'atteindre un coefficient global de transmission de la paroi U inférieur à 0,6 W/m²K.

Le montant maximal de la prime ne peut excéder 1.000 € par habitation et par année.

§ 3. Une prime de 10 € par m² de surface isolée est octroyée à l'isolation thermique des planchers, réalisée par un entrepreneur enregistré, au moyen d'un isolant permettant d'atteindre un coefficient global de transmission du plancher, U inférieur à 0,6 W/m²K.

Le montant maximal de la prime ne peut excéder 850 € par habitation et par année.

§ 4. Une prime de 25 € par m² de vitrage placé est octroyée pour le remplacement du simple vitrage par du double vitrage à haut rendement permettant d'atteindre un coefficient global de transmission de la fenêtre, U, inférieur ou égal à 2,0 W/m²K. Lorsque le châssis est également remplacé, la prime est calculée sur base des dimensions extérieures du châssis.

Les travaux doivent être exécutés par un entrepreneur enregistré. Le montant maximal de la prime ne peut excéder 1.000 € par habitation et par année.

§ 5. Les primes visées aux §§ 2 et 3 ne sont octroyées qu'après réalisation d'un audit énergétique, conformément à la procédure mentionnée à l'article 6. L'audit énergétique doit confirmer la pertinence de l'isolation des parois visées aux §§ 2 et 3 et, le cas échéant, indiquer la valeur du coefficient de résistance thermique R du matériau à placer pour que la paroi respecte le coefficient global de transmission de la paroi, U_{max} prévu aux §§ 2 et 3. Ce coefficient R doit être supérieur ou égal à 1 m²K/W.

Art. 3. Dans la limite des crédits budgétaires, le demandeur peut obtenir une prime de 1.500 € pour la construction d'une maison unifamiliale neuve répondant aux critères suivants :

- le niveau d'isolation thermique globale K de l'habitation est inférieur ou égal à 45 ou les besoins en énergie de chauffage, niveau Be, sont inférieurs à 375 MJ par m² de plancher chauffé par an;

- l'habitation n'est pas équipée d'un système de chauffage électrique. Une pompe à chaleur répondant aux conditions techniques définies pour l'octroi de la prime visée à l'article 5, § 1^{er} ou intégrée dans une habitation neuve ayant reçu l'attestation "construite avec l'énergie" n'est pas considérée comme un chauffage de type électrique;

- l'habitation n'est pas équipée d'un système d'air conditionné électrique;

- la ventilation de l'habitation est conforme à la réglementation en vigueur.

Les niveaux K et Be sont calculés selon les méthodes reprises dans les articles 406 à 413 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Section 2. — Systèmes de chauffage

Art. 4. Dans la limite des crédits budgétaires, le demandeur peut obtenir une prime dont le montant et les conditions d'octroi sont définies comme suit :

§ 1^{er}. Une prime de 300 € est octroyée à l'installation d'une chaudière au gaz naturel, simple ou double service, à basse température labellisée CE, conforme à l'arrêté royal du 18 mars 1997 concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux ou d'un générateur d'air étanche possédant le marquage CE Belgique et fonctionnant au gaz naturel, catégories 12E+, 12E(S)B ou 12ERB.

§ 2. Une prime de 600 € est octroyée à l'installation d'une chaudière au gaz naturel, simple ou double service, à condensation labellisée CE, conforme à l'arrêté royal du 18 mars 1997 concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux ou d'un générateur d'air à condensation possédant le marquage CE Belgique et fonctionnant au gaz naturel, catégories 12E+, 12E(S)B ou 12ERB.

§ 3. Une prime est octroyée à l'installation d'un chauffe-bain instantané au gaz naturel, sans veilleuse, à flamme modulante et à double flux. Le chauffe-bain doit être de catégorie 12E+ et labellisé CE Belgique.

La prime est de 75 € pour les installations dont le débit nominal est de 10 litres maximum par minute et de 125 € pour les installations dont le débit nominal est supérieure à 10 litres par minute

§ 4. Les installations visées aux §§ 1^{er} à 3 doivent être réalisées par un entrepreneur enregistré.

Les installations sont soit réalisées par un entrepreneur gaz naturel habilité, soit réceptionnées par un organisme accrédité pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel.

Art. 5. § 1^{er}. Une prime de 75 % de l'investissement, avec un maximum de 1.500 €, est octroyée à l'installation d'une pompe à chaleur, répondant aux critères visés à l'annexe I, pour le chauffage d'une habitation neuve répondant aux critères de ventilation conformément à la législation en vigueur et dont le niveau d'isolation thermique globale K est inférieur ou égal à 45 ou lorsque les besoins en énergie de chauffage, niveau Be, sont inférieurs à 375 MJ par m² de plancher chauffé par an.

Une prime de 75 % de l'investissement, avec un maximum de 750 €, est octroyée à l'installation d'une pompe à chaleur, répondant aux critères visés à l'annexe I, pour le chauffage de l'eau chaude sanitaire d'une habitation.

Les pompes à chaleur réversibles permettant la climatisation des bâtiments ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime.

Les niveaux K et Be sont calculés selon les méthodes reprises dans les articles 406 à 413 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

§ 2. Une prime de 75 % de l'investissement, avec un maximum de 1.500 € est octroyée à l'installation d'une chaudière biomasse satisfaisant à la norme européenne EN 12809, à chargement automatique, dont le rendement est égal ou supérieur à 80 % conformément aux exigences de rendement reprises sous la norme EN 303-5. Si la chaudière est bi-combustible, seul le gaz naturel est autorisé.

Au sens du présent article, on entend par biomasse, les matières premières renouvelables d'origine végétale.

§ 3. Une prime de 75 % de l'investissement, avec un maximum de 2.500 € est octroyée à l'installation d'une micro-cogénération de qualité qui génère un taux minimum de 10 % d'économie de dioxyde de carbone par rapport aux émissions de dioxyde de carbone des productions séparées des mêmes quantités de chaleur et d'électricité dans des installations modernes de référence dont les rendements annuels d'exploitation sont définis et publiés annuellement par la CWAPE. La chaleur prise en compte est la chaleur utile, à savoir celle qui est effectivement utilisée pour des besoins de chaleur hors processus de cogénération.

§ 4. Une prime est octroyée pour tous travaux de régulation thermique dans une ancienne habitation, à savoir l'installation d'un système donnant priorité à l'eau chaude sanitaire, de vannes thermostatiques, d'un thermostat d'ambiance à horloge et/ou d'une sonde extérieure, réalisés par un entrepreneur enregistré dans une ancienne habitation.

Le montant de cette prime s'élève à 30 % de la facture T.V.A. comprise et est plafonné à 300 € par habitation et par année.

§ 5. Les installations et travaux visés aux §§ 1^{er} à 4 doivent être réalisés par un entrepreneur enregistré.

Section 3. — Audits énergétiques et thermographie

Art. 6. Dans la limite des crédits budgétaires, le demandeur peut obtenir une prime dont le montant et les conditions d'octroi sont définis comme suit :

§ 1^{er}. La réalisation d'un audit énergétique global de l'habitation existante pour autant que le rapport d'audit mentionne au minimum :

- la performance de l'enveloppe du bâtiment, à savoir le niveau K ou le niveau Be;
- le détail des performances thermiques des différentes parois;
- la performance du système de chauffage;
- des améliorations chiffrées portant sur l'enveloppe du bâtiment et les systèmes.

L'audit doit être réalisé par un architecte ou un ingénieur architecte.

Le montant de la prime s'élève à 50 % du montant de la facture T.V.A. comprise (ou de la note d'honoraires) et est plafonné à 300 € par audit.

§ 2. La réalisation d'une thermographie de l'habitation pour autant que celle-ci soit accompagnée d'un rapport mentionnant les améliorations possibles portant sur l'enveloppe du bâtiment et que cette thermographie soit jointe à l'audit visé au § 1^{er}.

Le montant de la prime s'élève à 50 % du montant de la facture relative à la thermographie, T.V.A. comprise (ou de la note d'honoraires) et est plafonné à 200 €.

Section 4. — Système de ventilation avec récupérateur de chaleur

Art. 7. Dans la limite des crédits budgétaires, le demandeur peut obtenir une prime de 75 % de l'investissement, avec un maximum de 1.500 € à l'installation, dans une habitation, d'un système de ventilation avec récupérateur de chaleur répondant aux critères suivants :

- le niveau d'isolation thermique globale K de l'habitation est inférieur ou égal à 45 ou les besoins en énergie de chauffage, niveau Be, sont inférieurs à 375 MJ par m² de plancher chauffé par an;
- l'habitation n'est pas équipée d'un système de chauffage électrique, une pompe à chaleur répondant aux conditions techniques définies pour l'octroi de la prime visée à l'article 5, § 1^{er} ou intégrée dans une habitation neuve ayant reçu l'attestation "construire avec l'énergie" n'est pas considérée comme un chauffage de type électrique;
- l'habitation n'est pas équipée d'un système d'air conditionné électrique;
- la ventilation sera du type "système de ventilation mécanique contrôlée D" avec récupération de chaleur au moyen d'un échangeur de chaleur à contre-courant;
- l'ensemble du système de ventilation installé doit répondre aux exigences de la norme NBN D 50 001;
- l'échangeur thermique doit avoir un rendement minimum de 85 % suivant la norme NBN EN 308;
- l'installateur doit mesurer, in situ, les débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation afin d'assurer le réglage adéquat de l'installation.

Les niveaux K et Be sont calculés selon les méthodes reprises dans les articles 406 à 413 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

L'installation doit être réalisée par un entrepreneur enregistré.

CHAPITRE II. — Procédures et modalités de liquidation

Art. 8. § 1^{er}. En ce qui concerne les primes visées à l'article 2, § 1^{er}, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- de l'original ou d'une copie de la facture pour les matériaux et/ou les prestations sur laquelle est mentionnée l'adresse de l'habitation où ont été effectués les travaux; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature de l'entrepreneur ou du vendeur;
- d'une photo des installations avant travaux et d'une photo après isolation.

§ 2. En ce qui concerne les primes visées à l'article 2, §§ 2 et 3 : le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- d'une copie de l'audit énergétique préalablement réalisé;
- d'une note de calcul démontrant que l'isolant utilisé permet d'atteindre le coefficient global de transmission imposé aux parois;
- de l'original ou d'une copie de la facture pour les matériaux et les prestations sur laquelle est mentionnée l'adresse de l'habitation où ont été effectués les travaux; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature du vendeur ou de l'entrepreneur.

§ 3. En ce qui concerne les primes visées à l'article 2, § 4, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- de l'original ou d'une copie de la facture pour les matériaux et les prestations sur laquelle est mentionnée l'adresse de l'habitation où ont été effectués les travaux; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature de l'entrepreneur;
- d'une photo des installations avant et après travaux.

§ 4. En ce qui concerne les primes visées à l'article 3, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- d'une attestation établie par l'architecte indiquant la date de réception provisoire de l'habitation ainsi que la valeur du niveau d'isolation thermique globale K ou du niveau des besoins en énergie Be;
- du formulaire de calcul du coefficient renseigné;
- d'un document décrivant les parois de l'habitation;
- d'une note de l'architecte décrivant le système de ventilation installé.

Art. 9. § 1^{er}. En ce qui concerne les primes visées à l'article 4, §§ 1^{er} à 3, le dossier introduit par le demandeur auprès du fournisseur de gaz est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration ou du fournisseur susmentionné, dûment complété;
- de l'original ou d'une copie de la facture pour les investissements et les prestations sur laquelle est mentionnée l'adresse de l'habitation où ont été effectués les travaux; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature du vendeur ou de l'entrepreneur;
- d'un des documents suivants : soit d'une copie de l'attestation de conformité de l'installation rédigée par l'installateur habilité, accompagnée d'une copie de son certificat d'habilitation, soit d'une copie du procès verbal de réception de l'installation par l'organisme de contrôle accrédité pour le contrôle des installations gaz naturel.

§ 2. En ce qui concerne les primes visées à l'article 5, §§ 1^{er} à 4, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- de l'original ou d'une copie de la facture pour les investissements et les prestations réalisées sur laquelle est mentionnée l'adresse de l'habitation où ont été effectués les travaux; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature du vendeur ou de l'entrepreneur;
- pour la prime visée à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, d'une note de l'architecte décrivant le système de ventilation installé et d'une attestation établie par l'architecte indiquant la valeur du niveau d'isolation thermique globale K ou du niveau des besoins en énergie Be; cette attestation est accompagnée du formulaire de calcul du coefficient renseigné et d'un document décrivant les parois de l'habitation;
- pour la prime visée à l'article 5, § 3, d'une note de calcul technique permettant d'évaluer en unité kWh, l'économie d'énergie attendue et permettant d'évaluer le taux d'économie de dioxyde de carbone ainsi que la notification de la décision d'acceptation de la CWAPE relative à la demande préalable d'octroi de certificats verts.

Art. 10. En ce qui concerne les primes visées à l'article 6, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- de l'original ou d'une copie de la facture (ou de la note d'honoraires) pour les prestations réalisées sur laquelle est mentionnée l'adresse de l'habitation où a été effectué l'audit; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature de l'auteur de l'audit;
- du rapport d'audit comprenant les éléments décrits à l'article 6;
- le cas échéant, le dossier de thermographie et le rapport mentionné au § 2 de l'article 6.

Art. 11. En ce qui concerne les primes visées à l'article 7, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- d'une attestation établie par l'architecte indiquant la valeur du niveau d'isolation thermique globale K ou du niveau des besoins en énergie Be; cette attestation est accompagnée du formulaire de calcul du coefficient renseigné et d'un document décrivant les parois de l'habitation;
- de l'original ou d'une copie de la facture relative aux investissements et prestations réalisées sur laquelle est mentionnée l'adresse de l'habitation où ont été effectués les travaux; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature du vendeur ou de l'entrepreneur;
- d'un rapport des mesures réalisées, in situ, par l'installateur, des débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation et précisant le système avec lequel les débits ont été mesurés.

Titre III. — Primes octroyées aux personnes morales, aux indépendants et aux syndic d'immeubles

Art. 12. § 1^{er}. Dans le cadre du présent titre, les primes, à l'exception de celle visée à l'article 19, sont octroyées aux indépendants, aux syndicats d'immeubles quelle que soit leur forme juridique et aux personnes morales à l'exception de celles éligibles, pour les travaux considérés, au programme UREBA. Les primes visées à l'article 16 sont octroyées exclusivement aux indépendants.

§ 2. En ce qui concerne les primes octroyées par les articles 13 à 21, le montant des factures s'entend hors taxe sur la valeur ajoutée si le bénéficiaire de la prime est assujéti à cette même taxe sur la valeur ajoutée.

CHAPITRE III. — Actions éligibles

Section 1^{re}. — Mesures destinées aux installations industrielles de combustion, aux installations de chauffage, de production combinée et de régulation

Art. 13. Dans la limite des crédits budgétaires, le demandeur peut obtenir une prime dont le montant et les conditions d'octroi sont définis comme suit :

§ 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'installation de tout système de récupération de chaleur des fumées dans les fours industriels et artisanaux, les appareils de séchage au gaz naturel ou les chaudières et générateurs de vapeur. La récupération doit être obtenue par l'installation d'une des techniques suivantes :

- récupérateurs spécifiques indépendants placés à la sortie des fours sur le circuit des fumées;
- brûleurs auto-récupératifs équipés de leur propre récupérateur pour le préchauffage de l'air de combustion;
- paire de brûleurs régénératifs, le premier en phase de chauffage du four, le second en phase de récupération, d'accumulation de chaleur.

Le montant de la prime s'élève à 50 € par kW récupéré, plafonné à 50 % du montant de la facture avec un maximum de 12.500 € par installation.

Pour les primes de plus de 2.000 €, le nombre de kW récupérés doit être vérifié, et l'installation doit être contrôlée, in situ, par un laboratoire indépendant agréé selon la norme NBN EN ISO 17025 pour les contrôles selon les normes européennes d'application pour les appareils gaz concernés.

§ 2. Une prime est octroyée pour l'installation d'un système de modulation large du brûleur au gaz naturel permettant une régulation plus efficace.

Sont visés :

- le placement de brûleurs modernes au gaz naturel, modulant dans une plage de 25 à 100 % au moins sur les fours industriels ou les chaudières;
- le placement d'une sonde à oxygène ainsi que toute autre sonde électronique capable de mesurer la qualité de la combustion du brûleur gaz naturel;
- la commande séquentielle des brûleurs gaz naturel haute vitesse des fours à haute température.

Le montant de la prime s'élève à 3,75 € par kW. La prime est plafonnée à 50 % du montant de la facture avec un maximum de 12.500 € par installation.

Le taux de modulation doit être établi par un laboratoire indépendant agréé selon la norme NBN EN ISO 17025 pour les contrôles selon les normes européennes d'application pour les appareils gaz concernés.

§ 3. Une prime est octroyée pour l'installation d'un système de feu direct au gaz naturel sur les produits à chauffer. Le concept de feu direct implique une harmonie parfaite des brûleurs, des fours et des produits à chauffer qui s'obtient lorsque la température de ces produits est considérée comme satisfaisante partout.

Les installations visées à l'alinéa 1^{er} sont notamment :

- les brûleurs au gaz naturel à flamme directe et tubes radiants;
- les brûleurs au gaz naturel destinés aux séchoirs, au chauffage des bains pour le traitement thermique des métaux, à la post combustion et aux techniques de "make up air".

Le montant de la prime s'élève à 12,5 € par kW. La prime est plafonnée à 50 % du montant de la facture avec un maximum de 12.500 € par installation.

Pour les primes de plus de 2.000 €, l'existence d'une flamme directe doit être contrôlée, in situ, par un laboratoire indépendant agréé selon la norme NBN EN ISO 17025 pour les contrôles selon les normes européennes d'application pour les appareils gaz concernés.

§ 4. Pour le chauffage au gaz naturel de tout type de bâtiments y compris les grands espaces, une prime est octroyée pour l'installation d'aérothermes et générateurs d'air chaud à condensation et pour l'installation d'appareils rayonnants.

Le montant de la prime est établi comme suit :

- Aérothermes étanches : 12,5 € par kW
- Aérothermes à condensation : 25 € par kW
- Générateurs d'air chaud à condensation : 25 € par kW
- Appareil rayonnant à rendement std : 10 € par kW
- Appareil rayonnant à rendement + 20 % std : 15 € par kW
- Appareil rayonnant à rendement + 40 % std : 20 € par kW

Le montant de la prime est limité à 2.500 € par appareil, avec un maximum de 12.500 € par unité technique d'exploitation.

Le taux de rendement des appareils doit être attesté par un laboratoire indépendant agréé selon la norme NBN EN ISO 17025 pour les contrôles selon les normes européennes d'application pour les appareils gaz concernés.

§ 5. Les appareils visés aux §§ 1^{er} à 4 doivent fonctionner au gaz naturel (catégories I2E+, I2E(S)B ou I2E(R)B si applicable) et posséder le marquage CE Belgique si ce dernier est applicable.

§ 6. Une prime est octroyée à l'installation d'une chaudière gaz naturel à basse température d'une puissance inférieure ou égale à 150kW ou à condensation, labellisée CE Belgique. La chaudière doit être conforme à l'arrêté royal du 18 mars 1997 concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux, ou à l'arrêté royal du 11 mars 1988 relatif aux exigences en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie auxquelles doivent satisfaire les générateurs de chaleur.

Pour les chaudières à basse température, le montant de la prime s'élève à 300 € majoré de 10 € par kW compris entre 50 et 150 kW.

Pour les chaudières à condensation, le montant de la prime est calculé comme suit :

- lorsque la puissance est inférieure ou égale à 150 kW, 600 € majoré de 25 € par kW dépassant 50 kW;
- lorsque la puissance est supérieure à 150 kW et inférieure ou égale à 500 kW, 3.200 € majoré de 12,5 € par kW dépassant 150 kW;
- lorsque la puissance est supérieure à 500 kW, 7.700 € majoré de 6 € par kW dépassant 500 kW.

Le montant maximal de la prime est de 12.500 €.

§ 7. Une prime de 75 % de l'investissement, avec un maximum de 1.500 €, est octroyée à l'installation d'une pompe à chaleur pour le chauffage d'une habitation neuve. La pompe à chaleur répondra aux critères visés à l'annexe I et l'habitation neuve satisfera aux critères de ventilation conformément à la législation en vigueur, son niveau d'isolation thermique globale K sera inférieur ou égal à 45 ou les besoins en énergie de chauffage, niveau Be, seront inférieurs à 375 MJ par m² de plancher chauffé par an.

Les pompes à chaleur réversible permettant la climatisation des bâtiments ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime.

Les niveaux K et Be sont calculés selon les méthodes reprises dans les articles 406 à 413 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Une prime de 75 % de l'investissement, avec un maximum de 750 €, est octroyée à l'installation d'une pompe à chaleur pour le chauffage de l'eau chaude sanitaire dans une habitation. La pompe à chaleur répondra aux critères visés à l'annexe I^{re}.

§ 8. Une prime est octroyée à l'installation d'une micro-cogénération de qualité ou d'une cogénération de qualité qui génère un taux minimum de 10 % d'économie de dioxyde de carbone par rapport aux émissions de dioxyde de carbone des productions séparées des mêmes quantités de chaleur et d'électricité dans des installations modernes de référence dont les rendements annuels d'exploitation sont définis et publiés annuellement par la CWAPE. La chaleur prise en compte est la chaleur utile, à savoir celle qui est effectivement utilisée pour des besoins de chaleur hors processus de cogénération.

Le montant de la prime s'élève à 20 % du montant de la facture avec un maximum de 15.000 € par installation.

§ 9. Une prime est octroyée pour tous travaux de régulation thermique, à savoir l'installation d'un système donnant priorité à l'eau chaude sanitaire, de vannes thermostatiques, d'un thermostat d'ambiance à horloge et/ou d'une sonde extérieure, réalisés par un entrepreneur enregistré dans tout type de bâtiments dont le permis d'urbanisme a été octroyé avant le 1^{er} décembre 1996.

Le montant de cette prime s'élève à 30 % de la facture et est plafonné à 5.000 € par bâtiment.

§ 10. Une prime est octroyée pour la substitution du chauffage électrique des logements sociaux par le chauffage au gaz naturel ou fonctionnant à partir de sources d'énergie renouvelables ou par cogénération.

La prime est octroyée sur base du respect des conditions suivantes :

- la réalisation d'un audit énergétique par un auditeur agréé dans le cadre des programmes AMURE ou UREBA; le rapport d'audit doit préciser des propositions d'amélioration des performances énergétiques;
- l'ensemble des primes octroyées en vertu du présent arrêté et d'autres dispositions légales ou réglementaires ne peut dépasser le coût total des travaux;
- l'extension du réseau requise pour procéder au raccordement des logements sociaux visés n'est pas une extension économiquement justifiée telle que définie par ou en vertu de l'article 32, 3^e, bit, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz.

Le montant de la prime s'élève à :

- 30 % du montant de la facture d'audit;
- 75 % de l'installation, majoré de 50 % du coût d'extension limité à 150 mètres et du coût de raccordement, à l'exception des coûts du raccordement individuel standard ou des coûts dont la prise en charge incombe au gestionnaire de réseau en vertu d'obligations de service public. La majoration de prime relative à la prise en charge de 50 % du coût d'extension limité à 150 mètres peut éventuellement être versée au gestionnaire de réseau qui réalise les travaux.

La prime est limitée à 20.000 € par installation pour un immeuble à appartements et à 8.000 € par installation pour une maison unifamiliale.

Cette prime ne peut être cumulée avec les primes visées aux paragraphes 6 à 9 du présent article. Toutefois, les conditions techniques imposées dans les articles 5, § 2 et 13, § 6, 8 et 9 doivent être respectées.

Au sens du présent paragraphe, par installation, on entend tout équipement et conduite nécessaires au chauffage ou à la régulation thermique du bâtiment, en ce compris le placement.

L'obtention de la prime visée à l'alinéa 3, 2^e tiret est subordonnée à l'accord préalable de l'administration.

§ 11. Un contrat de marché sera passé entre la Région, représentée par le Ministre en charge de l'Énergie et les laboratoires indépendants agréés pour les mesures et/ou contrôles, in situ, réalisés dans le cadre de l'article 13, § 1^{er}, dernier alinéa et § 3, dernier alinéa.

Section 2. - Mesures destinées aux installations électriques

Art. 14. Dans la limite des crédits budgétaires, le demandeur peut obtenir une prime dont le montant et les conditions d'octroi sont définis comme suit.

§ 1^{er}. Une prime est octroyée pour le remplacement en tout ou en partie d'un système d'éclairage permettant une amélioration combinée des performances énergétiques et photométriques du système d'éclairage dont la puissance installée après travaux ne dépasse pas :

- 3 W/m² par 100 lux dans les halls de sport et piscines;
- 2,5 W/m² par 100 lux dans les bureaux et les locaux scolaires;
- 3 W/m² par 100 lux dans les locaux à usage hospitalier;
- entre 3 W/m² par 100 lux dans un couloir bas et large (min 30 m x 2 m x 2,8 m) et 8,5 W/m² par 100 lux dans un couloir haut et étroit (min 30 m x 1 m x 3,5 m);
- 2,5 W/m² par 100 lux dans les autres locaux.

Le matériel installé doit être agréé ENEC.

En cas de luminaires équipés de lampes fluorescentes ou de lampes à décharge, ceux-ci sont équipés exclusivement de ballasts électroniques.

Le montant de la prime s'élève à :

- 10 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée entre 10 et 30 %;
- 20 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée entre 30 et 50 %;
- 30 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée supérieure à 50 %.

Le montant de la prime est plafonné à 10.000 € par unité technique d'exploitation.

§ 2. Une prime est octroyée pour l'installation :

1° d'un variateur de vitesse par variation de fréquence sur un compresseur, un système de ventilation et une pompe;

2° d'un compresseur, pompe et système de ventilation munis d'un variateur de vitesse par variation de fréquence.

L'économie d'énergie réalisée doit être au moins de 10 % .

Le variateur de vitesse ou le compresseur, la pompe et le système de ventilation muni d'un variateur de fréquence intégré doivent être marqués CE conformément à l'arrêté royal du 18 mai 1994 relatif à la compatibilité électromagnétique et à l'arrêté royal du 23 mars 1977 déterminant les garanties de sécurité que doivent présenter certaines machines, appareils et canalisations électriques, tel que modifié, notamment, par l'arrêté royal du 6 juillet 1987.

Pour les installations visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, le montant de la prime s'élève à 100 € par kW de puissance nominale du moteur plafonné à 50 % de la facture et à 5.000 € par unité technique d'exploitation.

Pour les installations visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, le montant de la prime s'élève à 100 € par kW de puissance nominale du moteur plafonné à 50 % du supplément de prix dû au variateur de fréquence et à 5.000 € par unité technique d'exploitation.

§ 3. Une prime est octroyée pour l'installation d'un dispositif de régulation du froid et d'optimisation des cycles de dégivrage, à condition de réaliser une économie d'énergie d'au moins 20 % . Il s'agit d'un dispositif de contrôle du cyclage des compresseurs et qui optimise les cycles de dégivrage.

Le montant de la prime s'élève à 1.250 € par groupe de froid de 15 kW électriques minimum équipé de ce dispositif.

§ 4. Une prime est octroyée pour l'analyse des consommations électriques d'une unité technique d'exploitation consommant au moins 20.000 kWh électriques par an. L'analyse des consommations électriques comporte l'enregistrement des fournitures d'électricité pendant deux semaines, l'édition du rapport d'audit par un auditeur agréé dans le cadre des programmes AMURE ou UREBA et l'indication des principales possibilités d'économies d'énergie (mesures techniques et investissements), leur coût et les économies engendrées sur le plan énergétique et financier.

Le montant de la prime s'élève à 50 % du montant de la facture relative à l'analyse et est plafonné à 1.000 €.

§ 5. Une prime est octroyée à l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'un système de gestion des installations électriques d'éclairage et d'appareillage inférieur à 20 kW par appareillage permettant d'éteindre ou de réguler de manière automatique les équipements électriques de tout type de bâtiments.

Le montant de la prime s'élève à 30 % du montant de la facture avec un maximum de 15.000 € par unité technique d'exploitation.

Section 3. — Mesures destinées à l'isolation

Art. 15. Dans la limite des crédits budgétaires, le demandeur, en cas de rénovation, peut obtenir une prime dont le montant et les conditions d'octroi sont définies comme suit.

§ 1^{er}. Une prime est octroyée à l'isolation thermique du toit ou des combles réalisée par un entrepreneur enregistré au moyen d'un isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, supérieur ou égal à 3 m²K/W. Ce coefficient de résistance thermique, R, s'obtient en divisant l'épaisseur de l'isolant, d (m), par la conductivité thermique du matériau, (W/mK). L'isolant peut être placé en plusieurs couches. Dans ce cas, la somme des résistances des différentes couches doit être supérieure à 3 m²K/W.

Le montant de la prime s'élève à 30 % de la facture et est plafonné à 5.000 € par bâtiment.

§ 2. Une prime est octroyée à l'isolation thermique des murs en contact avec l'ambiance extérieure ou un espace non chauffé ou non à l'abri du gel, réalisée par un entrepreneur enregistré, au moyen d'un isolant permettant d'atteindre un coefficient global de transmission de la paroi U inférieur à 0,6 W/m²K.

Le montant de la prime s'élève à 30 % de la facture et est plafonné à 5.000 € par bâtiment.

§ 3. Une prime est octroyée à l'isolation thermique des planchers, réalisée par un entrepreneur enregistré, au moyen d'un isolant permettant d'atteindre un coefficient global de transmission du plancher, U inférieur à 0,6 W/m²K.

Le montant de la prime s'élève à 30 % de la facture et est plafonné à 5.000 € par bâtiment.

§ 4. Une prime est octroyée pour le remplacement du simple vitrage par du double vitrage à haut rendement permettant d'atteindre un coefficient global de transmission, à savoir châssis et vitrage U inférieur ou égal à $2,0 \text{ W/m}^2\text{K}$. Lorsque le châssis est également remplacé, la prime est calculée sur base des dimensions extérieures du châssis.

Les travaux doivent être exécutés par un entrepreneur enregistré. Le montant de la prime s'élève à 30 % de la facture et est plafonné à 5.000 € par bâtiment.

§ 5. Les primes visées aux §§ 2 et 3 ne sont octroyées qu'après réalisation d'un audit énergétique, conformément à la procédure mentionnée à l'article 17. L'audit énergétique doit confirmer la pertinence de l'isolation des parois visées aux §§ 2 et 3 et, le cas échéant, indiquer la valeur du coefficient de résistance thermique R du matériau à placer pour que la paroi respecte le coefficient global de transmission de la paroi, U_{max} , prévu aux §§ 2 et 3. R doit être supérieur ou égal à $1 \text{ m}^2\text{K/W}$.

Art. 16. Dans la limite des crédits budgétaires, le demandeur ayant le statut d'indépendant, en cas de travaux d'isolation dans le bâtiment où il exerce sa profession et dont, en cas d'usage mixte, la partie faisant l'objet des travaux d'isolation et réservée à l'activité professionnelle excède 70 % de la surface globale faisant l'objet des travaux peut obtenir une prime dont le montant et les conditions d'octroi sont définies comme suit, dans la mesure où le permis d'urbanisme a été octroyé avant le 1^{er} décembre 1996 :

§ 1^{er}. Une prime est octroyée à l'isolation thermique du toit ou des combles réalisée par un entrepreneur enregistré. L'isolation thermique de ces parois doit permettre d'atteindre un coefficient global de transmission de la paroi inférieur ou égal à $0,3 \text{ W/m}^2\text{K}$.

Le montant de la prime s'élève à 20 % de la facture et est plafonné à 5.000 € par bâtiment.

§ 2. Une prime est octroyée à l'isolation thermique des murs et parois opaques, réalisée par un entrepreneur enregistré. L'isolation thermique doit permettre d'atteindre des coefficients globaux de transmission de la paroi inférieur ou égal à :

- $0,5 \text{ W/m}^2\text{K}$ pour les murs et parois opaques entre le volume protégé et l'air extérieur ou entre le volume protégé et un local non chauffé non à l'abri du gel;
- $0,7 \text{ W/m}^2\text{K}$ pour les murs et parois opaques entre le volume protégé et un local non chauffé à l'abri du gel;
- $0,7 \text{ W/m}^2\text{K}$ pour les murs et parois opaques entre le volume protégé et le sol.

Le montant de la prime s'élève à 20 % de la facture et est plafonné à 5.000 € par bâtiment.

§ 3. Une prime est octroyée à l'isolation thermique des planchers, réalisée par un entrepreneur enregistré. L'isolation thermique doit permettre d'atteindre des coefficients globaux de transmission de la paroi inférieur ou égal à :

- $0,5 \text{ W/m}^2\text{K}$ pour les planchers entre le volume protégé et l'air extérieur ou entre le volume protégé et un local non chauffé non à l'abri du gel;
- $0,6 \text{ W/m}^2\text{K}$ pour les planchers entre le volume protégé et un local non chauffé à l'abri du gel
- $1,0 \text{ W/m}^2\text{K}$ pour les planchers entre le volume protégé et le sol.

Le montant de la prime s'élève à 20 % de la facture et est plafonné à 5.000 € par bâtiment.

§ 4. Une prime est octroyée pour le remplacement du simple vitrage par du double vitrage à haut rendement permettant d'atteindre un coefficient global de transmission, à savoir : châssis et vitrage U inférieur ou égal à $2,0 \text{ W/m}^2\text{K}$. Lorsque le châssis est également remplacé, la prime est calculée sur base des dimensions extérieures du châssis.

Les travaux doivent être exécutés par un entrepreneur enregistré. Le montant de la prime s'élève à 20 % de la facture et est plafonné à 5.000 € par bâtiment.

§ 5. Les primes visées aux §§ 2 et 3 ne sont octroyées qu'après réalisation d'un audit énergétique, conformément à la procédure mentionnée à l'article 18. L'audit énergétique doit confirmer la pertinence de l'isolation des parois visées aux §§ 2 et 3 et, le cas échéant, indiquer la valeur du coefficient de résistance thermique R du matériau à placer pour que la paroi respecte le coefficient global de transmission de la paroi, U_{max} , prévu aux §§ 2 et 3. R doit être supérieur ou égal à $1 \text{ m}^2\text{K/W}$.

Section 4. — Audits énergétiques et thermographie

Art. 17. La présente section n'est pas applicable aux personnes morales éligibles au programme AMURE.

Art. 18. Dans la limite des crédits budgétaires, le demandeur peut obtenir une prime dont le montant et les conditions d'octroi sont définis comme suit :

§ 1^{er}. La réalisation d'un audit énergétique global de tout type de bâtiments existants pour autant que le rapport d'audit mentionne au minimum :

- la performance de l'enveloppe du bâtiment, à savoir le niveau K ou le niveau Be ;
- le détail des performances thermiques des différentes parois;
- la performance du système de chauffage;
- des améliorations chiffrées portant sur l'enveloppe du bâtiment et les systèmes.

L'audit doit être réalisé par un auditeur agréé dans le cadre des programmes AMURE ou UREBA.

Le montant de la prime s'élève à 50 % du montant de la facture (ou de la note d'honoraires) et est plafonné à 1.000 € par bâtiment.

§ 2. La réalisation d'une thermographie de tout type de bâtiments existants pour autant que celle-ci soit accompagnée d'un rapport mentionnant les améliorations possibles portant sur l'enveloppe du bâtiment et que cette thermographie soit jointe à l'audit visé au § 1^{er}.

Le montant de la prime s'élève à 50 % du montant de la facture (ou de la note d'honoraires) relative à la thermographie et est plafonné à 700 € par bâtiment.

Art. 19. Dans la limite des crédits budgétaires, les établissements scolaires de l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial ayant bénéficié d'une subvention pour la réalisation d'un audit dans le cadre du programme UREBA peuvent obtenir une prime dont le montant est fixé à 30 % du coût éligible de l'audit, tel que défini à l'article 3, § 2, *b* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003, plafonné à 1.000 € par bâtiment.

Section 5. — Système de ventilation avec récupérateur de chaleur

Art. 20. Dans la limite des crédits budgétaires, le demandeur peut obtenir une prime de 75 % de l'investissement, avec un maximum de 1.500 € à l'installation, dans une habitation, d'un système de ventilation avec récupérateur de chaleur répondant aux critères suivants :

- le niveau d'isolation thermique globale K de l'habitation est inférieur ou égal à 45 ou les besoins en énergie de chauffage, niveau Be, sont inférieurs à 375 MJ par m² de plancher chauffé par an;
- l'habitation n'est pas équipée d'un système de chauffage électrique, une pompe à chaleur répondant aux conditions techniques définies pour l'octroi de la prime visée à l'article 13, § 7, ou intégrée dans une habitation neuve ayant reçu l'attestation "construire avec l'énergie", n'est pas considérée comme un chauffage de type électrique;
- l'habitation n'est pas équipée d'un système d'air conditionné électrique;
- la ventilation sera du type "système de ventilation mécanique contrôlée D" avec récupération de chaleur au moyen d'un échangeur de chaleur à contre-courant;
- l'ensemble du système de ventilation installé doit répondre aux exigences de la norme NBN D 50 001;
- l'échangeur thermique doit avoir un rendement minimum de 85 % suivant la norme NBN EN 308;
- l'installateur doit mesurer, in situ, les débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation afin d'assurer le réglage adéquat de l'installation.

Les niveaux K et Be sont calculés selon les méthodes reprises dans les articles 406 à 413 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

L'installation doit être réalisée par un entrepreneur enregistré.

Section 6. — Générateurs d'eau chaude sanitaire

Art. 21. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires, le demandeur peut obtenir une prime à l'installation d'un générateur d'eau chaude à condensation fonctionnant au gaz naturel (catégorie I2E+, I2E(S)B ou I2E(R)B si applicable) labellisé CE Belgique.

Le montant de la prime est de 25 € par kW avec un maximum de 12.500 € par installation.

§ 2. Une prime est octroyée à l'installation d'un chauffe-bain instantané au gaz naturel, sans veilleuse, à flamme modulante et à double flux. Le chauffe-bain doit être de catégorie I2E+ et labellisé CE Belgique.

La prime est de 75 € pour les installations dont le débit nominal est de 10 litres maximum par minute et de 125 € pour les installations dont le débit nominal est supérieur à 10 litres par minute.

CHAPITRE II. — Procédures et modalités de liquidation

Art. 22. En ce qui concerne les primes visées à l'article 13, §§ 1^{er} à 4 et § 6 et à l'article 14, §§ 1^{er} à 3, le dossier introduit par le demandeur à son fournisseur d'électricité ou de gaz est constitué :

- du formulaire disponible auprès du fournisseur ou de l'administration, dûment complété;
- de l'original ou d'une copie de la facture relatives aux investissements ou prestations réalisés et mentionnant l'adresse où les travaux ont été effectués; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit", accompagnée de la signature du vendeur et de l'entrepreneur ainsi que, le cas échéant, de son cachet; les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;
- pour les primes visées à l'article 13, § 1^{er} à 4 et à l'article 14, § 2 et 3, d'une note de calcul technique permettant d'évaluer en kWh l'économie d'énergie attendue et, pour la prime visée à l'article 14, § 1^{er}, l'amélioration photométrique de l'éclairage et la diminution de puissance installée, de même la puissance installée par m² par 100 lux est spécifiée;
- pour les primes visées à l'article 13, § 1^{er} et § 3, en cas de prime supérieure à 2.000 €, du rapport du laboratoire indépendant agréé;
- pour les installations industrielles utilisant le gaz naturel, d'une déclaration sur l'honneur attestant que l'installation a été réalisée dans les règles de l'art;
- pour toutes les autres installations au gaz naturel, d'une copie du P.V. de réception de l'installation par l'organisme de contrôle accrédité pour le contrôle des installations gaz naturel ou d'une copie de l'attestation de conformité de l'installation rédigée par l'installateur habilité accompagnée d'une copie de son certificat d'habilitation, selon le cas.

Art. 23. § 1^{er}. En ce qui concerne les primes visées à l'article 13, §§ 7 à 9, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- de l'original ou d'une copie de la facture relatives aux investissements ou prestations réalisés et mentionnant l'adresse où les travaux ont été effectués; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit", accompagnée de la signature du vendeur et de l'entrepreneur ainsi que, le cas échéant, de son cachet; les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;
- pour l'installation visée au § 7, alinéa 1^{er}, d'une note de l'architecte décrivant le système de ventilation installé et d'une attestation établie par l'architecte indiquant la valeur du niveau d'isolation thermique globale K ou du niveau des besoins en énergie Be; cette attestation est accompagnée du formulaire de calcul du coefficient renseigné et d'un document décrivant les parois de l'habitation;
- pour l'installation visée au § 8, d'une note de calcul technique permettant d'évaluer en unité kWh, l'économie d'énergie attendue et permettant d'évaluer le taux d'économie de dioxyde de carbone ainsi que la notification de la décision d'acceptation de la CWAPE relative à la demande préalable d'octroi de certificats verts;

- pour l'installation visée au § 8, si elle utilise le gaz naturel, d'une copie du P.V. de réception de l'installation par l'organisme de contrôle accrédité pour le contrôle des installations gaz naturel ou d'une copie de l'attestation de conformité de l'installation rédigée par l'installateur habilité accompagnée d'une copie de son certificat d'habilitation, selon le cas; s'il s'agit d'une installation industrielle utilisant le gaz naturel, d'une déclaration sur l'honneur attestant que l'installation a été réalisée dans les règles de l'art;

- pour l'installation visée au § 9, d'une note de calcul technique permettant d'évaluer en unité kWh, l'économie d'énergie attendue.

Art. 24. En ce qui concerne les primes visées à l'article 13, § 10, le dossier introduit par le demandeur à l'administration pour la liquidation est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- d'une copie du rapport d'audit;
- d'une copie de la facture d'audit (ou note de frais); cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature de l'auditeur;
- d'une copie de la notification de l'octroi de la subvention obtenue dans le cadre du programme AMURE;
- d'une copie de l'accord préalable de l'administration tel que prévue à l'article 13, § 10;
- de l'original ou d'une copie de la facture relatives aux investissements ou prestations réalisés et mentionnant l'adresse où les travaux ont été effectués; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit", accompagnée de la signature du vendeur et de l'entrepreneur ainsi que, le cas échéant, de son cachet; les caractéristiques techniques des installations doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;
- s'il s'agit d'une installation utilisant le gaz naturel, d'une copie du P.V. de réception de l'installation par l'organisme de contrôle accrédité pour le contrôle des installations gaz naturel ou d'une copie de l'attestation de conformité de l'installation rédigée par l'installateur habilité accompagnée d'une copie de son certificat d'habilitation, selon le cas;

- si nécessaire, d'une copie de la facture d'extension et de raccordement au réseau de gaz ne relevant pas des obligations de service public, accompagnée d'une note de calcul exprimant :

- * les détails des coûts incombant à la mission de service public;
- * les détails des surcoûts.

Art. 25. § 1^{er}. En ce qui concerne les primes visées à l'article 14, § 4, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- de l'original ou d'une copie de la facture relative aux prestations réalisées; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature du prestataire ainsi que, le cas échéant, de son cachet;
- d'une copie du rapport d'audit.

§ 2. En ce qui concerne les primes visées à l'article 14, § 5, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- de l'original ou d'une copie de la facture relatives aux investissements ou prestations réalisés et mentionnant l'adresse où les travaux ont été réalisés; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit", accompagnée de la signature du vendeur et de l'entrepreneur ainsi que, le cas échéant, de son cachet; les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;
- d'une note de calcul technique permettant d'évaluer, en kWh, l'économie d'énergie attendue.

Art. 26. § 1^{er}. En ce qui concerne les primes visées à l'article 15, § 1^{er}, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- de l'original ou d'une copie de la facture relatives aux investissements ou prestations réalisés et mentionnant l'adresse où les travaux ont été effectués; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit", accompagnée de la signature du vendeur et de l'entrepreneur ainsi que, le cas échéant, de son cachet;
- d'une note de calcul permettant de vérifier le respect des critères techniques

§ 2. En ce qui concerne les primes visées à l'article 15, §§ 2 et 3 : le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- d'une copie de l'audit énergétique préalablement réalisé;
- d'une note de calcul démontrant que l'isolant utilisé permet d'atteindre le coefficient global de transmission imposé auxdites parois;
- de l'original ou d'une copie de la facture pour les matériaux et les prestations sur laquelle sont mentionnées l'adresse de l'habitation où ont été effectués les travaux; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature du vendeur ou de l'entrepreneur.

§ 3. En ce qui concerne les primes visées à l'article 15, § 4, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- de l'original ou d'une copie de la facture pour les matériaux et les prestations sur laquelle sont mentionnées l'adresse de l'habitation où ont été effectués les travaux; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature du vendeur ou de l'entrepreneur.

Art. 27. § 1^{er}. En ce qui concerne les primes visées à l'article 16, § 1^{er}, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- de l'original ou d'une copie de la facture relatives aux investissements ou prestations réalisés et mentionnant l'adresse où les travaux ont été effectués; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit", accompagnée de la signature du vendeur et de l'entrepreneur ainsi que, le cas échéant, de son cachet;
- d'une note de calcul technique permettant de vérifier le respect des critères techniques.

§ 2. En ce qui concerne les primes visées à l'article 16, §§ 2 et 3 : le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- d'une copie de l'audit énergétique préalablement réalisé;
- d'une note de calcul démontrant que l'isolant utilisé permet d'atteindre le coefficient global de transmission imposé auxdites parois;
- de l'original ou d'une copie de la facture pour les matériaux et les prestations sur laquelle sont mentionnées l'adresse du bâtiment où ont été effectués les travaux; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature du vendeur ou de l'entrepreneur.

§ 3. En ce qui concerne les primes visées à l'article 16, § 4, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- de l'original ou d'une copie de la facture pour les matériaux et les prestations sur laquelle sont mentionnées l'adresse de l'habitation où ont été effectués les travaux; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature du vendeur ou de l'entrepreneur.

Art. 28. § 1^{er}. En ce qui concerne les primes visées à l'article 18, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- d'une copie de la facture (ou de la note d'honoraires) pour les prestations réalisées; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature de l'auteur de l'audit;
- du rapport d'audit comprenant les éléments décrits à l'article 18.
- le cas échéant, le dossier de thermographie et le rapport mentionné au § 2 de l'article 18.

§ 2. En ce qui concerne la prime visée à l'article 19, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- d'une copie de la notification de l'octroi de la subvention obtenue dans le cadre du programme UREBA.

Art. 29. En ce qui concerne les primes visées à l'article 20, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;
- d'une attestation établie par l'architecte indiquant la valeur du niveau d'isolation thermique globale K ou du niveau des besoins en énergie Be; cette attestation est accompagnée du formulaire de calcul du coefficient renseigné et d'un document décrivant les parois de l'habitation;
- de l'original ou d'une copie de la facture relatives aux investissements ou prestations réalisés et mentionnant l'adresse où les travaux ont été réalisés, cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit", accompagnée de la signature du vendeur et de l'entrepreneur ainsi que, le cas échéant, de son cachet;
- d'un rapport des mesures réalisées, in situ, par l'installateur, des débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation et précisant le système avec lequel les débits ont été mesurés.

Art. 30. En ce qui concerne les primes visées à l'article 21, le dossier introduit par le demandeur à son fournisseur de gaz est constitué :

- du formulaire disponible auprès du fournisseur ou de l'administration, dûment complété;
- de l'original ou d'une copie de la facture relatives aux investissements ou prestations réalisés et mentionnant l'adresse où les travaux ont été réalisés; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit", accompagnée de la signature du vendeur et de l'entrepreneur ainsi que, le cas échéant, de son cachet; les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;
- s'il s'agit d'installations industrielles, d'une déclaration sur l'honneur attestant que l'installation a été réalisée dans les règles de l'art;
- pour toutes les autres installations, d'une copie du P.V. de réception de l'installation par l'organisme de contrôle accrédité pour le contrôle des installations gaz naturel ou d'une copie de l'attestation de conformité de l'installation rédigée par l'installateur habilité accompagnée d'une copie de son certificat d'habilitation, selon le cas.

CHAPITRE III. — *Plafonds*

Art. 31. § 1^{er}. Le montant maximal des primes versées dans le cadre du titre III, excepté pour la mesure visée à l'article 13, § 10, ne peut dépasser :

- 12.500 € par an et par unité technique d'exploitation;

- 15.000 € par an et par unité technique d'exploitation en cas d'installation d'une cogénération de qualité visée à l'article 13, § 8, et d'un système de gestion des installations électriques visé à l'article 14, § 5.

§ 2. Lorsqu'un demandeur visé à l'article 12 est chargé de la gestion d'un immeuble à appartements, le montant des primes versées dans le cadre du présent titre est calculé pour l'immeuble dans son ensemble.

Art. 32. Le présent arrêté est soumis aux règles de minimis visées à l'article 2 du règlement (CE) n° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis. Le bénéficiaire informe l'administration de toute intervention publique soumise aux règles de minimis reçue au cours des trois années précédentes.

Titre IV. — *Modalités générales*CHAPITRE I^{er}. — *Validité des primes*

Art. 33. Les primes sont accordées pour toute action éligible réalisée entre le 1^{er} mars 2005 et le 31 décembre 2007. La date prise en compte pour le respect de ce critère est la date de la facture attestant de la réalisation de l'action en question ou le cas échéant, la date de réception provisoire

Art. 34. En cas de consommation trop rapide du budget et à l'approche de l'épuisement de celui-ci, l'administration publie un avis dans le *Moniteur belge*, dans les médias couvrant le territoire de la Région wallonne et sur le site internet Energie de la Région wallonne. Cet avis mentionne la période endéans laquelle les factures ou les réceptions provisoires visées à l'article 33 restent éligibles au bénéfice de la prime concernée. Cette période ne peut être inférieure à deux semaines à dater de la publication au *Moniteur belge*.

Art. 35. Pour être éligibles au bénéfice d'une prime, les appareils, installations ou matériaux visés par le présent arrêté doivent être placés dans tout type de bâtiments ou sur une unité technique d'exploitation établi en Région wallonne et les prestations visées par le présent arrêté doivent se rapporter à tout type de bâtiments ou dans une unité technique d'exploitation établi en Région wallonne.

CHAPITRE II. — *Suivi administratif*

Art. 36. Chaque fournisseur est tenu de communiquer à l'administration, pour le 10 de chaque mois, un fichier électronique transmis par courriel avec demande d'accusé de réception. Ce fichier comportera, triée par mesure, la liste des primes liquidées le mois précédent ainsi que leurs données détaillées.

Art. 37. § 1^{er}. Pour les primes visées au Titre II, le demandeur a un délai de trois mois, prenant cours à la date de la facture ou à la date de la réception provisoire de l'habitation, pour introduire son dossier auprès de son fournisseur ou de l'administration selon le cas.

Pour les primes visées au Titre III, le demandeur a un délai de six mois, prenant cours à la date de la facture, pour introduire son dossier auprès de son fournisseur ou de l'administration selon le cas.

§ 2. Dans les dix jours ouvrables à dater de la réception de la demande, le fournisseur ou l'administration, selon le cas, envoie au demandeur un accusé de réception.

Dans les cent jours ouvrables à dater de la réception de la demande, le fournisseur ou l'administration, selon le cas, envoie au demandeur un courrier relatif au suivi de sa demande. Lorsque le fournisseur ou l'administration sollicite des compléments d'information, le demandeur dispose d'un délai de trente jours ouvrables pour les notifier.

Dans les cinquante jours ouvrables à dater de la notification de l'acceptation de la demande, le montant de la prime est mis en liquidation.

Titre V. — *Dispositions finales*

Art. 38. L'annexe I^{re} définissant les critères techniques d'octroi de la prime visée aux articles 5, § 1^{er} et 13, § 7, fait partie intégrante du présent arrêté.

Art. 39. L'article 17 de l'arrêté ministériel du 10 décembre 2003 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie est modifié comme suit : "les primes sont accordées pour toute action éligible réalisée entre le 1^{er} janvier 2004 et le 28 février 2005. La date prise en compte pour le respect de ce critère est la date de la facture attestant de la réalisation de l'action en question".

Art. 40. A dater de son entrée en vigueur, le présent arrêté abroge l'arrêté ministériel du 10 décembre 2003 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Art. 41. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2005.

Namur, le 11 avril 2005.

A. ANTOINE

ANNEXE

POMPE A CHALEUR POUR LA PRODUCTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE (PAC ECS)

1.a. Captation d'énergie

La captation d'énergie sera réalisée exclusivement par un évaporateur enfoui dans le sol, sous la forme d'un faisceau de tuyauteries horizontal.

Le faisceau de tubes sera réalisé en cuivre recuit de qualité frigorifique protégé contre la corrosion par un polymère. Le faisceau de tuyauteries sera enfoui à une profondeur minimale de 60 cm et le pas entre tuyauteries sera d'au moins 50 cm. Le fluide caloporteur circulera directement dans les tuyauteries en cuivre. La longueur des tuyauteries sera d'au moins 0,1 m par watt de puissance compresseur dans les conditions reprises au point 1.d.

La surface couverte par l'évaporateur sera d'au minimum 15 m².

1.b. Rejet d'énergie

Le rejet d'énergie sera réalisé dans un échangeur thermique en contact directement ou indirectement avec l'eau chaude sanitaire.

Le ballon de stockage sera d'une capacité de stockage de minimum 300 litres pour une utilisation normale par 4 habitants. Cette capacité sera augmentée de 75 litres par habitant supplémentaire. Il sera placé verticalement et le rapport hauteur/diamètre sera d'au moins 2 pour assurer une stratification correcte. Le ballon sera traité contre la corrosion et sera garanti pour une durée minimale de cinq ans. Il sera muni d'une résistance électrique pour le traitement anti-salmonelle périodique ainsi que du groupe de sécurité classique.

Le stockage d'eau chaude sanitaire sera réalisé à une température maximale de 60 °C.

1.c. Type de pompe à chaleur

Pour l'eau chaude sanitaire, seule la pompe à chaleur du type SOL-fl/EAU avec un échangeur sol horizontal, sera considérée pour l'octroi d'une prime dans le cadre du fonds énergie de la Région wallonne.

La pompe à chaleur, compresseur et échangeurs, sera dimensionnée pour effectuer une charge complète du ballon de 20 à 60 °C durant une période de 9 heures afin d'optimiser l'usage en heures creuses tarifaires.

Un compteur horaire de fonctionnement et un compteur électrique seront installés sur la pompe à chaleur.

1.d. LES PERFORMANCES MINIMALES

L'installation PAC ECS doit présenter un COP minimum de 2,5 pour les conditions suivantes :

température d'évaporation de -7 °C

température d'eau chaude entrée du condenseur de 45 °C.

Le COP sera déterminé suivant la norme NBN EN 255 (éd. 1997)

POMPE A CHALEUR POUR LE CHAUFFAGE D'UNE HABITATION

Les pompes à chaleur réversibles permettant la climatisation des bâtiments ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime. Le dimensionnement de l'installation pompe à chaleur doit prendre en charge la totalité des déperditions thermiques de l'habitation.

2.a. Captation d'énergie

La captation dynamique dans l'air atmosphérique ou la captation dans l'eau (rivière, lac, étang, puits, nappe phréatique,...) n'est pas éligible au bénéfice de la prime.

Captation statique dans l'air atmosphérique

L'échangeur extérieur non corrodable présentera une surface d'échange de minimum 1 m²/kW de déperdition de l'habitation pour la température minimale extérieure de l'endroit d'utilisation.

La pompe à chaleur ne devra pas être équipée d'un dispositif de dégivrage, mais l'échangeur extérieur sera orienté entre le Sud et l'Ouest sans entrave à l'ensoleillement.

Captation par le fluide caloporteur dans le sol

La captation d'énergie sera réalisée par un évaporateur constitué d'un faisceau de tuyauteries en cuivre recuit de qualité frigorifique protégé extérieurement par un polymère. Le réseau sera réalisé en deux circuits parallèles au minimum.

L'évaporateur sera enfoui à une profondeur minimale de 60 cm et le pas entre tuyauteries sera de 50 cm au minimum. La longueur minimale des tuyauteries sera de 65 mètres par kW de déperdition thermique à charge de la pompe à chaleur.

Captation par eau glycolée dans le sol

La captation d'énergie sera réalisée par un échangeur constitué d'un faisceau de tuyauteries en polyéthylène réticulé ou autre polymère ne permettant pas l'introduction d'oxygène dans les tuyauteries.

Le faisceau présentera plusieurs circuits parallèles pour minimiser les pertes de charge hydrauliques en respectant un delta T optimal pour l'évaporateur (4 à 6 °C).

Le taux de glycol sera de 25 % en poids, de manière à éviter tout risque de gel à l'intérieur des tuyauteries.

L'échangeur sera enfoui à une profondeur minimale de 60 cm et le pas des tuyauteries sera de 50 cm au minimum. La longueur minimale des tuyauteries sera de 80 mètres par kW de déperdition thermique à charge de la pompe à chaleur.

2.b. REJET D'ENERGIE

Le rejet d'énergie sera effectué directement dans le sol par plancher rayonnant basse température. Le fluide chauffant peut être le fluide caloporteur ou de l'eau. On peut utiliser des ventilo-convecteurs basse température avec de l'eau comme fluide chauffant dans les locaux autres que les pièces de séjour. Un appoint électrique est autorisé uniquement dans les salles de bains et douches.

Rejet sur l'air ambiant : pas de prime octroyée**Rejet sur un circuit eau chaude**

Le chauffage des locaux ne pourra en aucun cas être réalisé par des radiateurs ou des convecteurs. Seuls le chauffage par plancher rayonnant et l'usage de ventilo-convecteurs à eau chaude basse température pour les locaux hors séjour sont autorisés. Un appoint électrique est autorisé uniquement dans les salles de bains et douches.

La pompe à chaleur sera équipée d'un thermoplongeur d'appoint dans le cas d'une captation sur l'air atmosphérique. Celui-ci devra être placé en aval du condenseur.

Les tuyauteries noyées dans la chape de sol seront en polyéthylène réticulé ou tout matériau empêchant l'osmose de l'oxygène. Le pas des tuyauteries sera déterminé avec soin en fonction des déperditions thermiques de chaque local.

La température de l'eau chaude sera régulée par un intégrateur relié à une sonde extérieure. La température d'entrée d'eau chaude dans le réseau de tuyauteries ne pourra dépasser 40 °C à la sortie du condenseur pour la température extérieure minimale.

La totalité des déperditions thermiques sera prise en charge par l'installation d'une pompe à chaleur.

Dans le cas où il est fait usage de ventilo-convecteurs à eau chaude, ceux-ci seront largement dimensionnés pour fonctionner au même régime de température que le plancher rayonnant.

Rejet par fluide caloporteur

Le chauffage des locaux sera assuré par un réseau de tuyauteries constituant le condenseur de la pompe à chaleur. Ces tuyauteries seront en cuivre recuit de qualité frigorifique protégées extérieurement par une couche de polymère. Le condenseur comprendra plusieurs circuits en parallèle, chaque circuit constituant une zone homogène de chauffage. Un appoint électrique est autorisé uniquement dans les salles de bains et douches.

2.c. PERFORMANCES MINIMALES DES POMPES A CHALEUR

Le COP sera déterminé suivant la norme NBN EN 255 (éd. 1997)

Pompe à chaleur SOLfi - SOLfi

COP min = 3,5 pour une température d'évaporation —7 °C
une température de condensation 40°C

Pompe à chaleur SOLeau gl -SOLfi

COP min = 3,5 pour une température d'évaporation —7 °C
une température de condensation 40°C

Dans le cas d'une utilisation d'un compresseur deux vitesses ou à modulation de vitesse, cette valeur peut être atteinte en mi-vitesse.

Pompe à chaleur SOLeau gl - SOLeau

COP min = 3,5 pour une température d'évaporation —7 °C
une température d'eau chaude en sortie de condenseur 35 °C

Dans le cas d'une utilisation d'un compresseur deux vitesses ou à modulation de vitesse, cette valeur peut être atteinte en mi-vitesse.

Pompe à chaleur AIRstat - SOLeau

COP min = 3,5 pour une température d'évaporation —10 °C
une température d'eau chaude en sortie de condenseur 35 °C

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Namur, le 11 avril 2005.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 1268

[2005/201380]

11. APRIL 2005 — Ministerialerlass über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere des Artikels 37;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Erfüllung gemeinnütziger Verpflichtungen im Elektrizitätsmarkt, insbesondere des Artikels 7, Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, insbesondere des Artikels 7, Absatz 2;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 10. Dezember 2003 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung von Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 24. Februar 2005 zur Genehmigung des Aktionsprogramms in Sachen Energiefonds;

Aufgrund des am 24. Februar 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 25. Februar 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund dessen, dass der Ministerialerlass am 1. März 2005 rückwirkend in Kraft tritt und den vorigen Ministerialerlass vom 10. Dezember 2003 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung von Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung außer Kraft setzt;

Aufgrund dessen, dass das rückwirkende Inkrafttreten der Bestimmungen die zwingende Dringlichkeit begründet; das Bestreben danach, das Datum der Verabschiedung des Aktionsplanes 2005-2007 durch die Regierung mit der Durchführung dieser Maßnahmen möglichst übereinstimmen zu lassen, macht diese Rückwirkung notwendig; das Zusammenbringen dieser beiden Daten soll vermeiden, dass die Bezugsberechtigten dieser Prämien mit einer Zeitverschiebung zwischen der durch die Presse über die gewährten Regelungen verbreiteten Information und der tatsächlichen bestehenden Regelung konfrontiert werden;

Aufgrund dessen, dass eine solche Zeitverschiebung im Hinblick auf das Bestreben nach Transparenz und administrativer Vereinfachung schädlich wäre;

Aufgrund dessen, dass die Dringlichkeit ebenfalls gerechtfertigt ist, um jegliche Unterbrechung bei der Erteilung der Prämien an die Privatpersonen zwischen den Jahren 2004 und 2005 zu vermeiden;

Aufgrund des am 16. März 2005 in Anwendung von Artikel 84, § 1,
2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat
abgegebenen Gutachtens des Staatsrates,

Beschließt:

Titel I — Definitionen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Verwaltung": die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region;

2° "Antragsteller": jede natürliche Person mit einem dinglichen Recht an der betreffenden Wohnung (Eigentümer, Miteigentümer, Nießbraucher, Eigentümer einer mit Nießbrauch belasteten Sache...) oder deren Mieter sowie jede juristische Person mit einem Betriebssitz, Gesellschaftssitz, einer Hauptniederlassung oder einem Direktions- oder Verwaltungssitz in der Wallonischen Region sowie jeder in der Wallonischen Region niedergelassene Selbstständige oder Hausverwalter, die einen Prämienantrag einreichen;

3° "Wohnung": ein in der Wallonischen Region gelegenes Gebäude oder Gebäudeteil wie insbesondere ein Einfamilienhaus, eine Wohnhauswohnung, ein Apartment, ein Erholungsheim oder eine betreute Wohnung, das, der oder die dazu bestimmt ist, durch eine oder mehrere Personen bewohnt zu werden;

4° "Einfamilienhaus": Gebäude, das zu Wohnzwecken bestimmt ist und das eine Wohneinheit für einen einzigen Haushalt bildet, mit Ausnahme der Gemeinschaftswohnungen und der Wohnhauswohnungen;

5° "vorhandene Wohnung": Wohnung, deren Baugenehmigung vor dem 1. Dezember 1996 erteilt wurde;

6° Renovierung: in einer vorhandenen Wohnung ausgeführte Arbeiten.

7° "neue Wohnung": Wohnung, deren Errichtung auf unbebautem Boden sowie auf oder in einem Gebäude vorgenommen wird, das vorher nicht dazu bestimmt war, ganz oder teilweise bewohnt zu werden;

8° "ätechnische Betriebseinheit": Gesamtheit der technischen Grundbauteile, die eine unteilbare Baugruppe bildet, die das Leisten eines Dienstes oder die Herstellung eines Produktes möglich macht

9° "AMURE-Programm": durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor eingeführtes Programm;

10° "UREBA-Programm": durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden eingeführtes Programm.

Titel II — Den natürlichen Personen gewährte Prämien

KAPITEL I — Förderfähige Aktionen

Abschnitt 1 — Isolierungsarbeiten

Art. 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Antragsteller bei Renovierung eine Prämie erhalten, deren Höhe und Gewährungsbedingungen wie folgt festgesetzt werden:

§ 1.

Eine Prämie von 5 € pro m² isolierte Fläche wird für die Wärmeisolierung des Daches oder des Dachgeschosses gewährt, die durch einen registrierten Unternehmer mittels eines Dämmstoffes mit einem thermischen Widerstandskoeffizienten R von mindestens 3 m² K/W ausgeführt wird. Dieser thermische Widerstandskoeffizient R ergibt sich aus der Division der Dämmstoffdicke d (m) durch die Wärmeleitfähigkeit des Materials (W/mK). Der Dämmstoff kann in mehreren Schichten angebracht werden. In diesem Fall muss die Summe der Widerstände der verschiedenen Schichten 3m²K/W überschreiten.

Führt der Antragsteller die Arbeiten selbst aus, ist die Prämie auf 2 € pro m² isolierte Fläche begrenzt.

Der Höchstbetrag der Prämie darf 600 € pro Wohnung und pro Jahr nicht übersteigen.

§ 2. Eine Prämie von 10 € pro m² isolierte Fläche wird für die Wärmeisolierung von Mauern in Kontakt mit der Außenumgebung oder einem nicht beheizten Raum oder ohne Frostschutz gewährt, die durch einen registrierten Unternehmer mittels eines Dämmstoffes ausgeführt wird, mit dem ein Gesamtwärmedurchgangskoeffizient der Wand U unter 0,6 W/m²K erreicht werden kann.

Der Höchstbetrag der Prämie darf 1.000 € pro Wohnung und pro Jahr nicht übersteigen.

§ 3. Eine Prämie von 10 € pro m² isolierte Fläche wird für die Wärmeisolierung von Böden gewährt, die durch einen registrierten Unternehmer mittels eines Dämmstoffes ausgeführt wird, mit dem ein Gesamtwärmedurchgangskoeffizient des Bodens U unter 0,6 W/m²K erreicht werden kann.

Der Höchstbetrag der Prämie darf 850 € pro Wohnung und pro Jahr nicht übersteigen.

§ 4. Eine Prämie von 25 € pro m² Verglasung wird für die Ersetzung einer Einfachverglasung durch eine Hochleistungsdoppelverglasung gewährt, mit der ein Gesamtwärmedurchgangskoeffizient U des Fensters von höchstens 2,0 W/m²K erreicht werden kann. Wird ebenfalls der Fensterrahmen ersetzt, so wird die Prämie auf der Grundlage der äußeren Abmessungen des Rahmens berechnet.

Die Arbeiten müssen durch einen registrierten Unternehmer ausgeführt werden.

Der Höchstbetrag der Prämie darf 1.000 € pro Wohnung und pro Jahr nicht übersteigen.

§ 5. Die in §§ 2 und 3 genannten Prämien werden erst nach Durchführung einer Energiebilanz gemäß dem in Artikel 6 beschriebenen Verfahren gewährt. Die Energiebilanz muss die Sachdienlichkeit der Isolierung der in §§ 2 und 3 erwähnten Wände bestätigen und, gegebenenfalls, den Wert des Wärmebeständigkeitskoeffizienten R des anzubringenden Materials festlegen, damit die Wand dem in §§ 2 und 3 vorgesehenen Umax Gesamtwärmedurchgangskoeffizienten der Wand genügt. Dieser Koeffizient R muss mindestens $1 \text{ m}^2\text{K}/\text{W}$ betragen.

Art. 3 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Antragsteller eine Prämie von 1.500 € für den Bau eines neuen Einfamilienhauses erhalten, das den folgenden Kriterien genügt:

- das Gesamtwärmeisolierungsniveau K der Wohnung liegt bei höchstens 45 oder der Heizenergiebedarf Niveau Be beträgt unter 375 MJ pro m^2 beheizter Boden pro Jahr;

- die Wohnung ist nicht mit einem strombetriebenen Heizsystem ausgestattet. Eine Wärmepumpe, die den für die Gewährung der in Artikel 5, § 1 erwähnten Prämie bestimmten Bedingungen genügt oder die in einer neuen Wohnung integriert ist, für die die Bescheinigung "construire avec l'énergie" erteilt worden ist, wird nicht als strombetriebenes Heizsystem betrachtet;

- die Wohnung ist nicht mit einem elektrischen Luftkonditionierungssystem ausgestattet;

- die Belüftung der Wohnung genügt der geltenden Regelung.

Die Niveaus K und Be werden nach den in den Artikeln 406 bis 413 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe beschriebenen Methoden berechnet, p. .

Abschnitt 2 — Heizsysteme

Art. 4 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Antragsteller eine Prämie erhalten, deren Höhe und Gewährungsbedingungen wie folgt festgesetzt werden:

§ 1. Eine Prämie von 300 € wird für die Installation eines Einfach- oder Doppel-Niedertemperaturerdgaskessels mit CE-Kennzeichnung gemäß dem Königlichen Erlass vom 18. März 1997 über die Wirkungsgradanforderungen für neue Warmwasserkessel, die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen betrieben werden, oder für die Installation eines dichten Luftgenerators, der die CE-Kennzeichnung Belgien besitzt und mit Erdgas betrieben wird, Kategorien 12 E+, 12 E(S)B oder 12 ERB, gewährt.

§ 2. Eine Prämie von 600 € wird für die Installation eines Einfach- oder Doppel-Kondensationserdgaskessels mit CE-Kennzeichnung gemäß dem Königlichen Erlass vom 18. März 1997 über die Wirkungsgradanforderungen für neue Warmwasserkessel, die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen betrieben werden, oder für die Installation eines dichten Kondensationsluftgenerators, der die CE-Kennzeichnung Belgien besitzt und mit Erdgas betrieben wird, Kategorien 12 E+, 12 E(S)B oder 12 ERB, gewährt.

§ 3. Eine Prämie wird für die Installation eines Erdgasdurchlauferhitzers ohne Zündflamme, mit modulierender Flamme und mit Doppelfluss gewährt. Der Durchlauferhitzer muss der Kategorie 12 E+ angehören und die CE-Kennzeichnung Belgien tragen.

Die Prämie beträgt 75 € für die Anlagen, deren Nennleistung höchstens 10 Liter pro Minute beträgt, und 125 € für die Anlagen, deren Nennleistung mehr als 10 Liter pro Minute beträgt.

§ 4. Die in §§ 1 bis 3 erwähnten Anlagen müssen von einem registrierten Unternehmer installiert werden.

Die Anlagen werden entweder von einem zugelassenen Erdgasunternehmer installiert oder von einer für die Kontrolle der erdgasbetriebenen Innenanlagen zugelassenen Einrichtung abgenommen.

Art. 5 - § 1. Eine Prämie in Höhe von 75% der Investierung, die höchstens 1.500 € beträgt, wird für die Installierung einer den in der Anlage I erwähnten Kriterien genügenden Wärmepumpe gewährt, die zum Heizen einer neuen Wohnung eingesetzt wird, die den Belüftungskriterien gemäß der geltenden Gesetzgebung genügt und deren gesamtes Wärmedämmungsniveau K höchstens 45 beträgt, oder wenn der Bedarf an Heizenergie, Niveau Be, kleiner als 375 MJ pro m^2 beheizter Fußboden ist.

Eine Prämie in Höhe von 75% der Investierung, die höchstens 750 € beträgt, wird für die Installierung einer den in der Anlage I erwähnten Kriterien genügenden Wärmepumpe gewährt, die zum Heizen des Brauchwassers einer Wohnung eingesetzt wird.

Die umkehrbaren Wärmepumpen, die die Klimatisierung der Gebäude möglich machen, werden für die Bezugsberechtigung der Prämie nicht berücksichtigt.

Die Niveaus K und Be werden nach den in den Artikeln 406 bis 413 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe beschriebenen Methoden berechnet.

§ 2. Eine Prämie in Höhe von 75% der Investierung, die höchstens 1.500 € beträgt, wird für die Installation eines Biomasse-Kessels gemäß der Europäischen Norm EN 12809 mit automatischer Beschickung gewährt, dessen Wirkungsgrad nach den Wirkungsgradanforderungen in der Norm EN 3035 mindestens 80% beträgt. Kann der Kessel mit zwei verschiedenen Brennstoffen betrieben werden, so ist nur Erdgas erlaubt.

Im Sinne des vorliegenden Artikels versteht man unter Biomasse die erneuerbaren Rohstoffe pflanzlicher Art.

§ 3. Eine Prämie in Höhe von 75% der Investierung, die höchstens 2.500 € beträgt, wird für die Installation einer hochwertigen Mikro-Kraft-Wärme-Kopplung gewährt, die im Verhältnis zu den Kohlendioxidemissionen von getrennten Produktionen derselben Mengen Hitze und Elektrizität durch moderne Referenzanlagen, deren jährliche Betriebserträge von der "Commission wallonne pour l'Énergie" (CWAPE) (Wallonische Kommission für Energie) jährlich festgelegt und veröffentlicht werden, eine Kohlendioxidsparungsrate von mindestens 10% erzielt. Die berücksichtigte Wärme ist die Nutzwärme, d.h. die Wärme, die tatsächlich für den Wärmebedarf außerhalb des Kraft-Wärme-Kopplungsprozesses genutzt wird.

§ 4. Eine Prämie wird für alle Wärmeregulararbeiten gewährt, d.h. für die Installation von einem System, das dem Brauchwarmwasser den Vorrang gibt, von Thermostatventilen, eines Raumuhrenthermostats und/oder einer Außensonde, die durch einen registrierten Unternehmer in einer vorhandenen Wohnung ausgeführt werden.

Die Höhe dieser Prämie beträgt 30 % der Rechnung einschließlich MwSt. und ist auf einen Höchstbetrag von 300 € pro Wohnung und pro Jahr begrenzt.

§ 5. Die in §§ 1 bis 4 genannten Installationen und Arbeiten müssen durch einen registrierten Unternehmer ausgeführt werden.

Abschnitt 3 — Energiebilanzen und Thermografie

Art. 6 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Antragsteller eine Prämie erhalten, deren Höhe und Gewährungsbedingungen wie folgt festgesetzt werden:

§ 1 - Die Durchführung einer Gesamtenergiebilanz der vorhandenen Wohnung, sofern im Bericht über die Energiebilanz mindestens folgende Angaben enthalten sind:

- die Leistung der Außenhaut des Gebäudes, d.h. das K-Niveau oder das Be-Niveau;
- Einzelheiten zur thermischen Leistung der Wände;
- die Leistung des Heizsystems;
- in Zahlen ausgedrückte Verbesserungen an der Außenhaut des Gebäudes oder an den Systemen.

Die Bilanz muss von einem Architekten oder einem Ingenieur-Architekten durchgeführt werden.

Die Höhe der Prämie beträgt 50% des Rechnungsbetrags einschließlich MwSt. (oder der Honorarrechnung) und ist auf einen Höchstbetrag von 300 € pro Bilanz begrenzt.

§ 2. Die Anfertigung eines Wärmebilds der Wohnung, sofern es von einem Bericht begleitet ist, in dem die möglichen Verbesserungen an der Außenhaut des Gebäudes erwähnt sind, und sofern dieses Wärmebild der in § 1 erwähnten Energiebilanz beigelegt wird.

Die Höhe der Prämie beträgt 50% des Rechnungsbetrags in Bezug auf die Thermografie einschließlich MwSt. (oder der Honorarrechnung) und ist auf einen Höchstbetrag von 200 € begrenzt.

Abschnitt 4 — Belüftungssystem mit Wärmerückgewinnung

Art. 7 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Antragsteller eine Prämie in Höhe von 75% der Investierung, die höchstens 1.500 € beträgt, für die Installierung eines den folgenden Kriterien genügenden Belüftungssystems mit Wärmerückgewinnung in einer Wohnung erhalten:

- das gesamte Wärmedämmungsniveau K beträgt höchstens 45 oder der Bedarf an Heizenergie, Niveau Be, ist kleiner als 375 MJ pro m² beheizter Fußboden;
- die Wohnung ist nicht mit einem strombetriebenen Heizsystem ausgestattet. Eine Wärmepumpe, die den für die Gewährung der in Artikel 5, § 1 erwähnten Prämie bestimmten Bedingungen genügt oder die in einer neuen Wohnung integriert ist, für die die Bescheinigung "construire avec l'énergie" erteilt worden ist, wird nicht als strombetriebenes Heizsystem betrachtet;
- die Wohnung ist nicht mit einem elektrischen Luftkonditionierungssystem ausgestattet;
- die Belüftung der Wohnung wird vom Typ "System zur kontrollierten mechanischen Belüftung D" mit Wärmerückgewinnung mittels eines Gegenstrom-Wärmetauschers sein;
- das ganze installierte Belüftungssystem muss den Anforderungen der Norm NBN D 50 001 genügen;
- der Wärmetauscher muss einen Wirkungsgrad von mindestens 85% gemäß der Norm NBN EN 308 haben;
- der Installateur muss die Luftdurchsätze am Einlass und am Auslass der verschiedenen Belüftungsöffnungen an Ort und Stelle messen, um die angepasste Regelung der Anlage zu gewährleisten.

Die Niveaus K und Be werden nach den in den Artikeln 406 bis 413 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe beschriebenen Methoden berechnet.

Die Installierung muss durch einen registrierten Unternehmer ausgeführt werden.

KAPITEL II — Auszahlungsverfahren und -modalitäten

Art. 8 - § 1. Bei den in Artikel 2, § 1 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte aus:

- dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die Materialien und/oder die Leistungen, auf der die Anschrift der Wohnung, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist; diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Unternehmers oder des Verkäufers aufweisen;
- einem Foto der Anlagen vor den Arbeiten und einem Foto nach der Isolierung.

§ 2. Bei den in Artikel 2, §§ 2 und 3 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte aus:

- dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- einer Kopie der vorher durchgeführten Energiebilanz;
- einem Berechnungsblatt zum Nachweis, dass mit dem verwendeten Dämmstoff der für die besagten Wände erforderliche Gesamtwärmedurchgangskoeffizient erreicht werden kann;
- dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die Materialien und die Leistungen, auf der die Anschrift der Wohnung, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist; diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Unternehmers oder des Verkäufers aufweisen;

§ 3. Bei den in Artikel 2, § 4 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte aus:

- dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- einer Kopie der vorher durchgeführten Energiebilanz;
- dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die Materialien und die Leistungen, auf der die Anschrift der Wohnung, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist; diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Unternehmers aufweisen;
- einem Foto der Anlagen vor und nach den Arbeiten.

§ 4. Bei den in Artikel 3 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte aus:

- dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- einer durch den Architekten ausgestellten Bescheinigung, in der das vorläufige Abnahmedatum der Wohnung und der Wert des Gesamtwärmeisolierungsniveaus K oder des Energiebedarfsniveaus Be angegeben sind;
- dem Formular in Bezug auf die Berechnung des angegebenen Koeffizienten;
- einem die Wände der Wohnung beschreibenden Dokument;
- einer Note des Architekten, in der das installierte Belüftungssystem beschrieben wird.

Art. 9 - § 1. Bei den in Artikel 4, §§ 1 bis 3 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei dem Gasversorger eingereichte Antragsakte aus:

- dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung oder beim genannten Gasversorger zur Verfügung steht;
- dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die Investitionen und die Leistungen, auf der die Anschrift der Wohnung, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist; diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Verkäufers oder des Unternehmers aufweisen;
- einem der folgenden Dokumente: entweder einer Kopie der durch den zugelassenen Installateur verfassten Konformitätsbescheinigung mit einer Kopie seiner Zulassungsbescheinigung oder einer Kopie des Protokolls zur Abnahme der Anlage durch die für die Kontrolle der Erdgasanlagen akkreditierte Kontrolleinrichtung.

§ 2. Bei den in Artikel 5, §§ 1 bis 4 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte aus:

- dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die Investitionen und die durchgeführten Leistungen, auf der die Anschrift der Wohnung, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist; diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Verkäufers oder des Unternehmers aufweisen;
- für die in Artikel 5, § 1, Absatz 1 erwähnte Prämie einer Note des Architekten, in der das installierte Belüftungssystem beschrieben wird, und einer durch den Architekten ausgestellten Bescheinigung, in der der Wert des Gesamtwärmeisolierungsniveaus K oder des Energiebedarfsniveaus Be angegeben sind; diese Bescheinigung ist von dem Formular zur Berechnung des angegebenen Koeffizienten und von einem die Wände der Wohnung beschreibenden Dokument begleitet;
- für die in Artikel 5, § 3 erwähnte Prämie einem technischen Berechnungsblatt, das es möglich macht, die erhoffte Energieeinsparung in kWh und den Satz der Kohlendioxydeinsparung zu schätzen, sowie der Zustellung des Beschlusses der CWAPE zur Annahme des vorherigen Antrags auf Gewährung von grünen Bescheinigungen.

Art. 10 - Bei den in Artikel 6 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte aus:

- dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- dem Original oder einer Kopie der Rechnung (oder der Honorarrechnung) für die durchgeführten Leistungen, auf der die Anschrift der Wohnung, wo die Energiebilanz durchgeführt worden ist, angegeben ist; diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Verfassers der Energiebilanz aufweisen;
- dem Energiebilanzbericht, der die in Artikel 6 beschriebenen Elemente enthält;
- gegebenenfalls dem Thermografiebericht und dem in § 2 des Artikels 6 erwähnten Bericht.

Art. 11 - Bei den in Artikel 7 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte aus:

- dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- einer durch den Architekten ausgestellten Bescheinigung, in der der Wert des Gesamtwärmeisolierungsniveaus K oder des Energiebedarfsniveaus Be angegeben sind; diese Bescheinigung ist von dem Formular zur Berechnung des angegebenen Koeffizienten und von einem die Wände der Wohnung beschreibenden Dokument begleitet;
- dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die Investitionen und die durchgeführten Leistungen, auf der die Anschrift der Wohnung, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist; diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Verkäufers oder des Unternehmers aufweisen;
- einem Bericht bezüglich der an Ort und Stelle durch den Installateur vorgenommenen Messungen der Luftdurchsätze am Einlass und am Auslass der verschiedenen Belüftungsöffnungen, in dem das System angegeben wird, mit dem die Luftdurchsätze gemessen worden sind.

Titel III — Den juristischen Personen, Selbstständigen und Hausverwaltern gewährte Prämien

Art. 12 - § 1. Im Rahmen des vorliegenden Titels werden die Prämien, mit Ausnahme der in Artikel 19 erwähnten Prämie, den Selbstständigen, Hausverwaltern, was auch immer deren Rechtsform ist, und den juristischen Personen, mit Ausnahme derjenigen, die für die im UREBA-Programm erwähnten Arbeiten berücksichtigt werden können, gewährt. Die in Artikel 16 erwähnten Prämien werden ausschließlich den Selbstständigen gewährt.

§ 2. Bei den aufgrund der Artikel 13 bis 21 gewährten Prämien gilt der Betrag der Rechnungen ohne Mehrwertsteuer, wenn der Bezugsberechtigte der Prämie MwSt-abzugsberechtigt ist.

KAPITEL I — Förderfähige Aktionen

Abschnitt 1 — Für industrielle Verbrennungsanlagen, Heizanlagen, Wärmekraftkoppelungsanlagen und Regulierungsanlagen bestimmte Maßnahmen

Art. 13 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Antragsteller eine Prämie erhalten, deren Höhe und Gewährungsbedingungen wie folgt festgesetzt werden:

§ 1. Eine Prämie wird für die Installation jedes Wärmerückgewinnungssystems aus Rauch in Industrie- und Handwerksöfen, in Erdgastrocknungsgeräten und in Heizkesseln oder Dampferzeugern gewährt. Die Rückgewinnung muss durch die Installation einer der folgenden Techniken erzielt werden:

- spezifische unabhängige Rückgewinner, die am Ofenausgang im Rauchkreislauf angebracht sind;
- Autorekuperatorbrenner, die mit einem eigenen Rückgewinner für die Vorwärmung der Verbrennungsluft ausgerüstet sind;
- Regeneratorbrennerpaare, von denen der erste Brenner in der Ofenbeheizungsphase, der zweite Brenner in der Wärmerückgewinnungs- und Wärmeansammlungsphase angebracht ist.

Die Höhe der Prämie beträgt 50 € pro zurückgewonnenes kW, mit einer Obergrenze von 50% des Rechnungsbetrags und maximal 12.500 € pro Installation.

Bei Prämien über 2.000 € muss die Zahl der zurückgewonnenen kW kontrolliert und die Installation an Ort und Stelle durch ein gemäß der Norm NBN-EN ISO 17025 für die Kontrollen gemäß den geltenden europäischen Normen für die betroffenen Gasgeräte zugelassenes unabhängiges Laboratorium überprüft werden.

§ 2. Eine Prämie wird für die Installation eines breiten Modulationssystems des Erdgasbrenners, das eine effizientere Regelung erlaubt, gewährt.

In Frage kommen:

- die Anbringung von modernen Erdgasbrennern mit einem Modulationsbereich zwischen mindestens 25% und 100% in Industrieöfen oder Kesseln;
- die Anbringung einer Sauerstoffsonde oder jeder anderen elektronischen Sonde, mit der sich die Verbrennungsqualität des Erdgasbrenners messen lässt;
- die sequenzielle Steuerung von Hochgeschwindigkeitserdgasbrennern in Hochtemperaturöfen.

Die Höhe der Prämie beträgt 3,75 € pro kW. Die Prämie ist auf 50% des Rechnungsbetrags und maximal 12.500 € pro Installation begrenzt.

Die Modulationsrate muss durch ein gemäß NBN-EN ISO 17025 für die Kontrollen gemäß den geltenden europäischen Normen für die betroffenen Gasgeräte zugelassenes unabhängiges Laboratorium überprüft werden.

§ 3. Eine Prämie wird für die Installation eines Direktbefeuerungserdgassystems für die Heizprodukte gewährt. Das Direktbefeuerungskonzept setzt die vollkommene Harmonie der Brenner, Öfen und Heizprodukte voraus, die erreicht wird, wenn die Temperatur dieser Produkte als überall zufriedenstellend gilt.

Die im ersten Absatz erwähnten Installationen sind u.a.:

- Erdgasbrenner mit direkter Flamme und Heizrohren;
- Erdgasbrenner, die für Trockner, zum Beheizen von Bädern für die Wärmebehandlung von Metallen, zur Nachverbrennung und für „Make-up-Air-Techniken“ bestimmt sind.

Die Höhe der Prämie beträgt 12,5 € pro kW. Die Prämie ist auf 50% des Rechnungsbetrags und maximal 12.500 € pro Installation begrenzt.

Bei Prämien über 2.000 € muss das Vorhandensein einer direkten Flamme an Ort und Stelle durch ein gemäß NBN-EN ISO 17025 für die Kontrollen gemäß den geltenden europäischen Normen für die betroffenen Gasgeräte zugelassenes unabhängiges Laboratorium überprüft werden.

§ 4. Eine Prämie wird für die Installation von Heizlüftern und Kondensationsheissluftherzeugern und für die Installation von Abstrahlgeräten zur Erdgasbeheizung von Gebäuden jeder Art einschließlich der großen Räume gewährt.

Die Höhe der Prämie wird wie folgt festgesetzt:

- Dichte Heizlüfter: 12,5 € pro kW
- Kondensationsheizlüfter: 25 € pro kW
- Kondensationsheissluftherzeuger: 25 € pro kW
- Abstrahlgerät mit Wirkungsgrad std: 10 € pro kW
- Abstrahlgerät mit Wirkungsgrad +20% std: 15 € pro kW
- Abstrahlgerät mit Wirkungsgrad +40% std: 20 € pro kW

Die Höhe der Prämie ist auf 2.500 € pro Gerät und maximal 12.500 € pro technische Betriebseinheit begrenzt.

Der Wirkungsgrad der Geräte muss durch ein gemäß NBN-EN ISO 17025 für die Kontrollen gemäß den geltenden europäischen Normen für die betroffenen Gasgeräte zugelassenes unabhängiges Laboratorium bescheinigt werden.

§ 5. Die in §§ 1 bis 4 erwähnten Geräte müssen mit Erdgas betrieben werden (Kategorien I2E+, I2E(S)B oder I2E(R)B, wenn anwendbar) und die CE-Kennzeichnung Belgien aufweisen, wenn diese anwendbar ist.

§ 6. Eine Prämie wird für die Installation eines erdgasbetriebenen Niedertemperatur-Heizkessels mit einer Leistung von höchstens 150 kW oder eines Kondensationsgaskessels mit CE-Kennzeichnung gewährt. Der Kessel muss dem Königlichen Erlass vom 18. März 1997 über die Wirkungsgradanforderungen für neue Warmwasserkessel, die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen betrieben werden, oder dem Königlichen Erlass vom 11. März 1988 über die Anforderungen im Bereich der rationellen Energienutzung, die Wärmeerzeuger erfüllen müssen, entsprechen.

Bei Niedertemperatur-Kesseln beträgt die Höhe der Prämie 300 € erhöht um 10 € pro kW-Zahl zwischen 50 und 150 kW

Bei Kondensationskesseln wird der Betrag der Prämie wie folgt berechnet:

- bei einer Leistung von höchstens 150 kW 600 € erhöht um 25 € pro kW-Zahl, die 50 übersteigt.
- bei einer Leistung von mehr als 150 kW und höchstens 500 kW beträgt die Höhe der Prämie 3.200 € erhöht um 12,5 € pro kW-Zahl, die 150 übersteigt.
- bei einer Leistung von mehr als 500 kW beträgt die Höhe der Prämie 7.700 € erhöht um 6 € pro kW-Zahl, die 500 übersteigt.

Der Höchstbetrag der Prämie beläuft sich auf 12.500 €.

§ 7. Eine Prämie in Höhe von 75% der Investierung, die höchstens 1.500 € beträgt, wird für die Installierung einer Wärmepumpe zum Heizen einer neuen Wohnung gewährt. Die Wärmepumpe wird den in der Anlage I erwähnten Kriterien genügen und die neue Wohnung den Belüftungskriterien gemäß der geltenden Gesetzgebung genügen; deren gesamtes Wärmedämmungsniveau K wird höchstens 45 betragen oder der Bedarf an Heizenergie, Niveau Be, wird kleiner als 375 MJ pro m² beheizter Fußboden sein.

Die umkehrbaren Wärmepumpen, die die Klimatisierung der Gebäude möglich machen, werden für die Bezugsberechtigung der Prämie nicht berücksichtigt.

Die Niveaus K und Be werden nach den in den Artikeln 406 bis 413 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe beschriebenen Methoden berechnet.

Eine Prämie in Höhe von 75% der Investierung, die höchstens 750 € beträgt, wird für die Installierung einer den in der Anlage I erwähnten Kriterien genügenden Wärmepumpe gewährt, die zum Heizen des Brauchwassers einer Wohnung eingesetzt wird. Die Wärmepumpe wird den in der Anlage I erwähnten Kriterien genügen.

§ 8. Eine Prämie wird für die Installation einer hochwertigen Mikro-Kraft-Wärme-Kopplung oder Kraft-Wärme-Kopplung gewährt, die im Verhältnis zu den Kohlendioxidemissionen von getrennten Produktionen derselben Mengen Hitze und Elektrizität durch moderne Referenzanlagen, deren jährliche Betriebserträge von der CWAPE jährlich festgelegt und veröffentlicht werden, eine Kohlendioxideinsparungsrate von mindestens 10% erzielt. Die berücksichtigte Wärme ist die Nutzwärme, d.h. die Wärme, die tatsächlich für den Wärmebedarf außerhalb des Kraft-Wärme-Kopplungsprozesses genutzt wird.

Die Höhe der Prämie beträgt 20% des Betrags der Rechnung und beläuft sich auf höchstens 15.000 € pro Installation.

§ 9. Eine Prämie wird für alle Wärmeregulararbeiten gewährt, d.h. für die Installation von einem System, das dem Brauchwarmwasser den Vorrang gibt, von Thermostatventilen, eines Raumuhrenthermostats und/oder einer Außensonde, die durch einen registrierten Unternehmer in Gebäuden jeder Art, deren Städtebaugenehmigung vor dem 1. Dezember 1996 gewährt worden ist, ausgeführt werden.

Die Höhe dieser Prämie beträgt 30% des Betrags der Rechnung und beläuft sich auf höchstens 5.000 € pro Gebäude.

§ 10. Eine Prämie wird für die Ersetzung der Elektroheizung von Sozialwohnungen durch eine Erdgasheizung oder eine mit erneuerbaren Energiequellen oder durch Kraft/Wärme-Kopplung betriebene Heizung gewährt.

Die Prämie wird gewährt, wenn die folgenden Voraussetzungen erfüllt sind:

- Durchführung einer Energiebilanz durch einen im Rahmen der AMURE oder UREBA-Programme zugelassenen Energiebilanzsachverständigen; im Bericht über die Energiebilanz müssen genaue Vorschläge zur Verbesserung der Energieeffizienz enthalten sein;

- die gemäß dem vorliegenden Erlass und anderen gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Bestimmungen gewährten Prämien dürfen insgesamt die Gesamtkosten der Arbeiten nicht übersteigen;

- die für den Anschluss der betroffenen Sozialwohnungen notwendige Netzerweiterung ist keine wirtschaftlich gerechtfertigte Erweiterung, wie sie in oder kraft Artikel 32, 3°, b des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts definiert ist.

Die Höhe der Prämie beträgt:

- 30% des Betrags der Energiebilanzrechnung;

- 75% der Installation erhöht um 50% der auf 150 Meter begrenzten Erweiterungskosten und der Anschlusskosten mit Ausnahme der Standardeinzelanschlusskosten oder der Kosten, deren Übernahme dem Netzbetreiber kraft Verpflichtungen öffentlichen Dienstes obliegt. Die Prämienhöhung zur Übernahme von 50% der auf 150 Meter begrenzten Erweiterungskosten kann gegebenenfalls dem Netzbetreiber, der die Arbeiten ausführt, ausgezahlt werden.

Die Prämie ist auf 20.000 € pro Installation für ein Mehrfamilienhaus und auf 8.000 € pro Installation für ein Einfamilienhaus begrenzt.

Diese Prämie kann nicht zugleich mit den in den §§ 6 bis 9 des vorliegenden Artikels erwähnten Prämien bezogen werden. Die durch die Artikel 5, § 2 und 13, § 6, 8 und 9 auferlegten technischen Bedingungen müssen jedoch eingehalten werden.

Im Sinne des vorliegenden Paragraphen versteht man unter Installation jede zum Beheizen oder zur Wärmeregulierung des Gebäudes notwendige Ausrüstung und Leitung, einschließlich der Anbringung.

Der Erhalt der in Absatz 3, Strich 2 erwähnten Prämie ist an die vorherige Zustimmung der Verwaltung gebunden.

§ 11. Die durch den mit der Energie beauftragten Minister vertretene Region und die zugelassenen unabhängigen Labore werden einen öffentlichen Auftrag für die an Ort und Stelle im Rahmen des Artikels 13, § 1, letzter Absatz und § 3, letzter Absatz durchgeführten Messungen und/oder Kontrollen vertraglich abschließen.

Abschnitt 2 — Für elektrische Anlagen bestimmte Maßnahmen

Art. 14 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Antragsteller eine Prämie erhalten, deren Höhe und Gewährungsbedingungen wie folgt festgesetzt werden.

§ 1. Eine Prämie wird für die vollständige oder teilweise Ersetzung eines Beleuchtungssystems gewährt, die eine kombinierte Aufbesserung der energetischen und photometrischen Leistungen des Beleuchtungssystems möglich macht, wobei die installierte Leistung nach den Arbeiten folgende Werte nicht überschreiten darf:

- 3 W/m² pro 100 Lux in Sporthallen und Hallenbädern;
- 2,5 W/m² pro 100 Lux in Büro- und Schulräumen;
- 3 W/m² pro 100 Lux in Krankenhausräumen;
- zwischen 3 W/m² pro 100 Lux in niedrigen und breiten Gängen (mind. 30 m x 2 m x 2,8 m) und 8,5 W/m² pro 100 Lux in hohen und schmalen Gängen (mind. 30 m x 1 m x 3,5 m);
- 2,5 W/m² pro 100 Lux in anderen Räumen.

Das installierte Material muss eine ENEC-Zulassung aufweisen.

Im Falle von Leuchten mit Fluoreszenz- oder Entladungslampen werden diese Leuchten nur mit elektronischen Vorschaltgeräten ausgerüstet.

Die Höhe der Prämie beträgt:

- 10% des Betrags der Rechnung bei einer Verringerung der installierten Leistung, die zwischen 10 und 30% beträgt;
- 20% des Betrags der Rechnung bei einer Verringerung der installierten Leistung, die zwischen 30 und 50% beträgt;
- 30% des Betrags der Rechnung bei einer Verringerung der installierten Leistung, die mehr als 50% beträgt.

Die Höhe der Prämie ist auf 10.000 € pro technische Betriebseinheit begrenzt.

§ 2. Eine Prämie wird für die Installation:

1° eines Geschwindigkeitsreglers durch Frequenzregelung an einem Kompressor, einem Ventilationssystem und einer Pumpe

2° eines Kompressors, einer Pumpe und eines Ventilationssystems, die mit einem Geschwindigkeitsregler durch Frequenzregelung versehen sind,

gewährt.

Die erzielte Energieeinsparung muss mindestens 10% betragen.

Der Frequenzregler oder der Kompressor, die Pumpe und das mit einem integrierten Frequenzregler versehene Ventilationssystem müssen eine CE-Kennzeichnung gemäß dem Königlichen Erlass vom 18. Mai 1994 über die elektromagnetische Verträglichkeit und dem Königlichen Erlass vom 23. März 1977 zur Festlegung der Sicherheitsgarantien, die bestimmte elektrische Maschinen, Geräte und Netzleitungen aufweisen müssen, insbesondere abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 6. Juli 1987, aufweisen.

Für die in Absatz 1, 1° erwähnten Anlagen beträgt die Höhe der Prämie 100 € pro kW Nennleistung des Motors und ist auf maximal 50% des Rechnungsbetrags und auf 5.000 € pro technische Betriebseinheit begrenzt.

Für die in Absatz 1, 2° erwähnten Anlagen beträgt die Höhe der Prämie 100 € pro kW Nennleistung des Motors und ist auf maximal 50% des mit dem Frequenzregler verbundenen Aufpreises und auf 5.000 € pro technische Betriebseinheit begrenzt.

§ 3. Eine Prämie wird für die Installation einer Kälteregulierungs- und Abtauzyklusoptimierungsvorrichtung gewährt, sofern eine Energieeinsparung von mindestens 20% erreicht wird. Es handelt sich um eine Kontrollvorrichtung für die Zyklisierung von Kompressoren und zur Optimierung der Abtauzyklen.

Die Höhe der Prämie beträgt 1.250 € pro mit dieser Vorrichtung ausgerüsteten Kältesatz mit mindestens 15 kW (elektrisch).

§ 4. Eine Prämie wird für die Analyse der elektrischen Verbräuche einer technischen Betriebseinheit gewährt, die mindestens 20 000 kWh (elektrisch) pro Jahr verbraucht. Die Analyse der elektrischen Verbräuche enthält die Aufzeichnung der Elektrizitätslieferung innerhalb von zwei Wochen, die Herausgabe des Berichts über die von einem zugelassenen Begutachter im Rahmen der AMURE und UREBA-Programme vorgenommene Energiebilanz und die Angabe der wichtigsten Energieeinsparungsmöglichkeiten (technische Maßnahmen und Investitionen), deren Kosten und die auf dem energetischen und finanziellen Gebiet erzeugten Einsparungen.

Die Höhe der Prämie beträgt 50% des Betrags der mit der Analyse verbundenen Rechnung und ist auf 1.000 € begrenzt.

§ 5. Eine Prämie wird für die Installation eines Systems zur Verwaltung der elektrischen Beleuchtungsanlagen und von Gerätschaft mit einer Leistung unter 20 kW pro Gerät durch einen registrierten Unternehmer, die es möglich machen, die elektrischen Ausrüstungen von jeder Gebäudeart automatisch auszuschalten oder zu regulieren.

Die Höhe der Prämie beträgt 30% des Betrags der Rechnung und beläuft sich auf höchstens 15.000 € pro technische Betriebseinheit.

Abschnitt 3 — Für die Isolierung bestimmte Maßnahmen

Art. 15 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Antragsteller bei Renovierung eine Prämie erhalten, deren Höhe und Gewährungsbedingungen wie folgt festgesetzt werden:

§ 1. Eine Prämie wird für die Wärmeisolierung des Daches oder des Dachgeschosses gewährt, die durch einen registrierten Unternehmer mittels eines Dämmstoffes mit einem thermischen Widerstandskoeffizienten R von mindestens 3 m² K/W ausgeführt wird. Dieser thermische Widerstandskoeffizient R ergibt sich aus der Division der Dämmstoffdicke d (m) durch die Wärmeleitfähigkeit des Materials (W/mK). Der Dämmstoff kann in mehreren Schichten angebracht werden. In diesem Fall muss die Summe der Widerstände der verschiedenen Schichten 3m²K/W überschreiten.

Die Höhe der Prämie beträgt 30% der Rechnung und ist auf 5.000 € pro Gebäude begrenzt.

§ 2. Eine Prämie wird für die Wärmeisolierung von Mauern in Kontakt mit der Außenumgebung oder einem nicht beheizten Raum oder ohne Frostschutz gewährt, die durch einen registrierten Unternehmer mittels eines Dämmstoffs ausgeführt wird, mit dem ein Gesamtwärmedurchgangskoeffizient der Wand U unter $0,6 \text{ W/m}^2\text{K}$ erreicht werden kann.

Die Höhe der Prämie beträgt 30% der Rechnung und ist auf 5.000 € pro Gebäude begrenzt.

§ 3. Eine Prämie wird für die Wärmeisolierung von Böden gewährt, die durch einen registrierten Unternehmer mittels eines Dämmstoffs ausgeführt wird, mit dem ein Gesamtwärmedurchgangskoeffizient des Bodens U unter $0,6 \text{ W/m}^2\text{K}$ erreicht werden kann.

Die Höhe der Prämie beträgt 30% der Rechnung und ist auf 5.000 € pro Gebäude begrenzt.

§ 4. Eine Prämie wird für die Ersetzung einer Einfachverglasung durch eine Hochleistungsdoppelverglasung gewährt, mit der ein Gesamtwärmedurchgangskoeffizient U des Fensters von höchstens $2,0 \text{ W/m}^2\text{K}$ erreicht werden kann. Wird ebenfalls der Fensterrahmen ersetzt, so wird die Prämie auf der Grundlage der äußeren Abmessungen des Rahmens berechnet.

Die Arbeiten müssen durch einen registrierten Unternehmer ausgeführt werden. Die Höhe der Prämie beträgt 30 % der Rechnung und ist auf 5.000 € pro Gebäude begrenzt.

§ 5. Die in §§ 2 und 3 genannten Prämien werden erst nach Durchführung einer Energiebilanz gemäß dem in Artikel 17 beschriebenen Verfahren gewährt. Die Energiebilanz muss die Sachdienlichkeit der Isolierung der in §§ 2 und 3 erwähnten Wände bestätigen und, gegebenenfalls, den Wert des Wärmebeständigkeitskoeffizienten R des anzubringenden Materials festlegen, damit die Wand dem in §§ 2 und 3 vorgesehenen U_{max} Gesamtwärmedurchgangskoeffizienten der Wand genügt. Dieser Koeffizient R muss mindestens $1 \text{ m}^2\text{K/W}$ betragen.

Art. 16 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der das Statut eines Selbstständigen besitzende Antragsteller für Isolierungsarbeiten im Gebäude, in dem er seinen Beruf ausübt und, bei einer gemischten privaten und beruflichen Verwendung, dessen Teil, der Gegenstand der Isolierungsarbeiten ist und für die berufliche Tätigkeit reserviert ist, 70% der gesamten Oberfläche, die Gegenstand der Arbeiten ist, beträgt, eine Prämie erhalten, deren Betrag und Gewährungsbedingungen wie folgt festgesetzt sind, wenn die Städtebaugenehmigung vor dem 1. Dezember 1996 gewährt worden ist:

§ 1. Eine Prämie wird für die Wärmeisolierung des Daches oder des Dachgeschosses gewährt, die durch einen registrierten Unternehmer durchgeführt wird. Die Wärmeisolierung dieser Wände muss es möglich machen, einen Gesamtwärmedurchgangskoeffizienten der Wand U unter $0,3 \text{ W/m}^2\text{K}$ zu erreichen.

Die Höhe der Prämie beträgt 20% der Rechnung und ist auf 5.000 € pro Gebäude begrenzt.

§ 2. Eine Prämie wird für die Wärmeisolierung der Mauern und der undurchsichtigen Wände gewährt, die durch einen registrierten Unternehmer durchgeführt wird. Die Wärmeisolierung muss es möglich machen, Gesamtwärmedurchgangskoeffizienten der Wand zu erreichen, die höchstens folgende Werte betragen:

- $0,5 \text{ W/m}^2\text{K}$ für die Mauern und undurchsichtigen Wände zwischen dem geschützten Volumen und der Außenluft oder zwischen dem geschützten Volumen und einem nicht beheizten, vor dem Frost geschützten Raum
- $0,7 \text{ W/m}^2\text{K}$ für die Mauern und undurchsichtigen Wände zwischen dem geschützten Volumen und einem nicht beheizten, vor dem Frost geschützten Raum

- $0,7 \text{ W/m}^2\text{K}$ für die Mauern und undurchsichtigen Wände zwischen dem geschützten Volumen und dem Boden

Die Höhe der Prämie beträgt 20% der Rechnung und ist auf 5.000 € pro Gebäude begrenzt.

§ 3. Eine Prämie wird für die Wärmeisolierung von Böden gewährt, die durch einen registrierten Unternehmer ausgeführt wird. Die Wärmeisolierung muss es möglich machen, Gesamtwärmedurchgangskoeffizienten der Wand zu erreichen, die höchstens folgende Werte betragen:

- $0,5 \text{ W/m}^2\text{K}$ für die Böden zwischen dem geschützten Volumen und der Außenluft oder zwischen dem geschützten Volumen und einem nicht beheizten, vor dem Frost geschützten Raum;
- $0,6 \text{ W/m}^2\text{K}$ für die Böden zwischen dem geschützten Volumen und einem nicht beheizten, vor dem Frost geschützten Raum;

- $0,10 \text{ W/m}^2\text{K}$ für die Böden zwischen dem geschützten Volumen und dem Boden

Die Höhe der Prämie beträgt 20% der Rechnung und ist auf 5.000 € pro Gebäude begrenzt.

§ 4. Eine Prämie wird für die Ersetzung einer Einfachverglasung durch eine Hochleistungsdoppelverglasung gewährt, mit der ein Gesamtwärmedurchgangskoeffizient U des Fensters von höchstens $2,0 \text{ W/m}^2\text{K}$ erreicht werden kann. Wird ebenfalls der Fensterrahmen ersetzt, so wird die Prämie auf der Grundlage der äußeren Abmessungen des Rahmens berechnet.

Die Arbeiten müssen durch einen registrierten Unternehmer ausgeführt werden. Die Höhe der Prämie beträgt 20% der Rechnung und ist auf 5.000 € pro Gebäude begrenzt.

§ 5. Die in §§ 2 und 3 genannten Prämien werden erst nach Durchführung einer Energiebilanz gemäß dem in Artikel 17 beschriebenen Verfahren gewährt. Die Energiebilanz muss die Sachdienlichkeit der Isolierung der in §§ 2 und 3 erwähnten Wände bestätigen und, gegebenenfalls, den Wert des Wärmebeständigkeitskoeffizienten R des anzubringenden Materials festlegen, damit die Wand dem in §§ 2 und 3 vorgesehenen U_{max} Gesamtwärmedurchgangskoeffizienten der Wand genügt. Dieser Koeffizient R muss mindestens $1 \text{ m}^2\text{K/W}$ betragen.

Abschnitt 4 — Energiebilanzen und Thermografie

Art. 17 - Der vorliegende Abschnitt ist nicht auf die juristischen Personen anwendbar, die für das AMURE-Programm berücksichtigt werden können.

Art. 18 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Antragsteller eine Prämie erhalten, deren Höhe und Gewährungsbedingungen wie folgt festgesetzt werden:

§ 1 - Die Durchführung einer Gesamtenergiebilanz von bestehenden Gebäuden jeder Art, sofern im Bericht über die Energiebilanz mindestens folgende Angaben enthalten sind:

- die Leistung der Außenhaut des Gebäudes, d.h. das K-Niveau oder das Be-Niveau;
- Einzelheiten zur thermischen Leistung der Wände;
- die Leistung des Heizsystems;
- in Zahlen ausgedrückte Verbesserungen an der Außenhaut des Gebäudes oder an den Systemen.

Die Bilanz muss von einem im Rahmen der AMURE oder UREBA-Programme zugelassenen Begutachter durchgeführt werden.

Die Höhe der Prämie beträgt 50% des Rechnungsbetrags (oder der Honorarrechnung) und ist auf einen Höchstbetrag von 1.000 € pro Gebäude begrenzt.

§ 2. Die Anfertigung eines Wärmebilds von bestehenden Gebäuden jeder Art, sofern es von einem Bericht begleitet ist, in dem die möglichen Verbesserungen an der Außenhaut des Gebäudes erwähnt sind, und sofern dieses Wärmebild der in § 1 erwähnten Energiebilanz beigelegt wird.

Die Höhe der Prämie beträgt 50% des Rechnungsbetrags in Bezug auf die Thermografie (oder der Honorarrechnung) und ist auf einen Höchstbetrag von 700 € pro Gebäude begrenzt.

Art. 19 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel können die schulischen Einrichtungen des Vorschulwesens, Primarschulwesens, Sekundarschulwesens, des pädagogischen und technischen Schulwesens, des Kunstunterrichts und des Sonderschulwesens, denen ein Zuschuss für die Durchführung einer Energiebilanz im Rahmen des UREBA-Programms gewährt worden ist, eine Prämie erhalten, deren Betrag auf 30% der förderfähigen Energiebilanz festgesetzt ist, so wie in Artikel 3, 2b des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 bestimmt, mit einem Höchstbetrag von 1.000 € pro Gebäude.

Abschnitt 5 — Belüftungssystem mit Wärmerückgewinnung

Art. 20 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Antragsteller eine Prämie in Höhe von 75% der Investierung, die höchstens 1.500 € beträgt, für die Installierung eines den folgenden Kriterien genügenden Belüftungssystems mit Wärmerückgewinnung in einer Wohnung erhalten:

- das gesamte Wärmedämmungsniveau K beträgt höchstens 45 oder der Bedarf an Heizenergie, Niveau Be, ist kleiner als 375 MJ pro m² beheizter Fußboden;

- die Wohnung ist nicht mit einem strombetriebenen Heizsystem ausgestattet. Eine Wärmepumpe, die den für die Gewährung der in Artikel 5, § 1 erwähnten Prämie bestimmten Bedingungen genügt oder die in einer neuen Wohnung integriert ist, für die die Bescheinigung „aconstruire avec l'énergie“ erteilt worden ist, wird nicht als strombetriebenes Heizsystem betrachtet;

- die Wohnung ist nicht mit einem elektrischen Luftkonditionierungssystem ausgestattet;

- die Belüftung der Wohnung wird vom Typ "System zur kontrollierten mechanischen Belüftung D" mit Wärmerückgewinnung mittels eines Gegenstrom-Wärmetauschers sein;

- das ganze installierte Belüftungssystem muss den Anforderungen der Norm NBN D 50 001 genügen;

- der Wärmetauscher muss einen Wirkungsgrad von mindestens 85% gemäß der Norm NBN EN 308 haben;

- der Installateur muss die Luftdurchsätze am Einlass und am Auslass der verschiedenen Belüftungsöffnungen an Ort und Stelle messen, um die angepasste Regelung der Anlage zu gewährleisten.

Die Niveaus K und Be werden nach den in den Artikeln 406 bis 413 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe beschriebenen Methoden berechnet.

Die Installierung muss durch einen registrierten Unternehmer ausgeführt werden.

Abschnitt 6 — Brauchwarmwassererzeuger

Art. 21 - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Antragsteller eine Prämie für die Installierung eines erdgasbetriebenen Kondensation-Brauchwarmwassererzeugers (Kategorien I2E+, I2E(S)B oder I2E(R)B, wenn anwendbar) mit CE-Kennzeichnung Belgien erhalten.

Die Höhe der Prämie beträgt 25 € pro kW und ist auf 12.500 € pro Installation begrenzt.

§ 2. Eine Prämie wird für die Installation eines Erdgasdurchlauferhitzers ohne Zündflamme, mit modulierender Flamme und mit Doppelfluss gewährt. Der Durchlauferhitzer muss der Kategorie 12 E+ angehören und die CE-Kennzeichnung Belgien tragen.

Die Prämie beträgt 75 € für die Anlagen, deren Nennleistung höchstens 10 Liter pro Minute beträgt, und 125 € für die Anlagen, deren Nennleistung mehr als 10 Liter pro Minute beträgt.

KAPITEL II — Auszahlungsverfahren und -modalitäten

Art. 22 - Bei den in Artikel 13, §§ 1 bis 4 und § 6 und in Artikel 14, §§ 1 bis 3 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei dem Strom- bzw. Gasversorger eingereichte Antragsakte:

- aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung oder beim genannten Versorger zur Verfügung steht;

- aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die Investitionen oder Leistungen, auf der die Anschrift, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist; dieser Rechnung muss eine Kopie des Zahlungsbelegs beigelegt werden oder sie muss den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Verkäufers und des Unternehmers, gegebenenfalls mit deren Stempel, aufweisen; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder, in Ermangelung davon, auf einer dieser beigelegten Note des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;

- für die in Artikel 13, §§ 1 bis 4 und in Artikel 14, §§ 2 und 3 erwähnten Prämien aus einem technischen Berechnungsblatt, das es möglich macht, die erhoffte Energieeinsparung in kWh und für die in Artikel 14, § 1 erwähnte Prämie die photometrische Aufbesserung der Beleuchtung und die Verringerung der installierten Leistung zu schätzen; die installierte Leistung pro m² pro 100 lux wird ebenso bestimmt;

- für die in Artikel 13, §§ 1 und 3 erwähnten Prämien aus dem Bericht des zugelassenen unabhängigen Labors bei einer 2.000 € überschreitenden Prämie;

- für die Erdgas verwendenden Industrieanlagen aus einer ehrenwörtlichen Erklärung, durch die bescheinigt wird, dass die Anlage fachgemäß installiert worden ist;

- für alle anderen erdgasbetriebenen Anlagen aus einer Kopie des Protokolls zur Abnahme der Anlage durch die für die Kontrolle der Erdgasanlagen akkreditierte Kontrolleinrichtung oder einer Kopie der durch den zugelassenen Installateur verfassten Konformitätsbescheinigung mit einer Kopie seiner Zulassungsbescheinigung, dies je nach Fall.

Art. 23 - Bei den in Artikel 13, §§ 7 bis 9 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte:

- aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die Investitionen oder Leistungen, auf der die Anschrift, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist; dieser Rechnung muss eine Kopie des Zahlungsbelegs beigefügt werden oder sie oder den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Verkäufers und des Unternehmers, gegebenenfalls mit deren Stempel, aufweisen; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder, in Ermangelung davon, auf einer ihr beigefügten Note des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;
- für die in § 7, Absatz 1 erwähnte Anlage aus einer Note des Architekten, in der das installierte Belüftungssystem beschrieben wird, und einer durch den Architekten ausgestellten Bescheinigung, in der der Wert des Gesamtwärmeisolationsniveaus K oder des Energiebedarfsniveaus Be angegeben sind; dieser Bescheinigung werden das Formular zur Berechnung des angegebenen Koeffizienten und ein die Wände der Wohnung beschreibendes Dokument beigefügt;
- für die in § 8, Absatz 1 erwähnte Anlage aus einem technischen Berechnungsblatt, das es möglich macht, die erhoffte Energieeinsparung in kWh und den Satz der Kohlendioxydeinsparung zu schätzen, sowie der Zustimmung des Beschlusses der CWAPE zur Annahme des vorherigen Antrags auf Gewährung von grünen Bescheinigungen;
- für die in § 8, Absatz 1 erwähnte Anlage, falls sie mit Erdgas betrieben wird, aus einer Kopie des Protokolls zur Abnahme der Anlage durch die für die Kontrolle der Erdgasanlagen akkreditierte Kontrolleinrichtung oder einer Kopie der durch den zugelassenen Installateur verfassten Konformitätsbescheinigung mit einer Kopie seiner Zulassungsbescheinigung, dies je nach Fall; wenn es sich um eine Erdgas verwendende Industrieanlage handelt, aus einer ehrenwörtlichen Erklärung, durch die bescheinigt wird, dass die Anlage fachgemäß installiert worden ist;
- für die in § 9 erwähnte Anlage aus einem technischen Berechnungsblatt, das es möglich macht, die erhoffte Energieeinsparung in kWh zu schätzen.

Art. 24 - Bei den in Artikel 13, § 10 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung im Hinblick auf die Auszahlung eingereichte Antragsakte:

- aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zu Verfügung steht;
- aus einer Kopie des Energiebilanzberichts;
- aus einer Kopie der Energiebilanzrechnung (oder der Kostenrechnung); dieser Rechnung muss eine Kopie des Zahlungsbelegs beigefügt werden oder sie muss den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Unternehmers aufweisen;
- aus einer Kopie der Notifizierung der Gewährung des im Rahmen des AMURE-Programms erhaltenen Zuschusses;
- aus einer Kopie des vorherigen Zustimmungsdokumentes der Verwaltung, so wie in Artikel 13, § 10 vorgesehen;
- aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die Investitionen oder Leistungen, auf der die Anschrift, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist; dieser Rechnung muss eine Kopie des Zahlungsbelegs beigefügt werden oder sie muss den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Verkäufers und des Unternehmers, gegebenenfalls mit deren Stempel, aufweisen; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder, in Ermangelung davon, auf einer ihr beigefügten Note des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;
- wenn es sich um eine Erdgas verwendende Anlage handelt, aus einer Kopie des Protokolls zur Abnahme der Anlage durch die für die Kontrolle der Erdgasanlagen akkreditierte Kontrolleinrichtung oder einer Kopie der durch den zugelassenen Installateur verfassten Konformitätsbescheinigung mit einer Kopie seiner Zulassungsbescheinigung, dies je nach Fall;
- notfalls aus einer Kopie der Rechnung in Bezug auf die Erweiterung und den Anschluß an das Gasversorgungsnetz, die nicht unter die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes fallen, mit einem Berechnungsblatt, in dem Folgendes angegeben ist:
 - * die Einzelheiten in Bezug auf die Kosten, die zu Lasten der Aufgabe als öffentliche Dienststelle fallen;
 - * die Einzelheit in Bezug auf die Mehrkosten.

Art. 25 - § 1. Bei den in Artikel 14, § 4 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte:

- aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die erbrachten Leistungen; dieser Rechnung muss eine Kopie des Zahlungsbelegs beigefügt werden oder sie muss den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Dienstleiters, gegebenenfalls mit dessen Stempel, aufweisen;
- aus einer Kopie der Energiebilanz.

§ 2. Bei den in Artikel 14, § 5 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte:

- aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die Investitionen oder Leistungen, auf der die Anschrift, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist; dieser Rechnung muss eine Kopie des Zahlungsbelegs beigefügt werden oder sie muss den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Verkäufers und des Unternehmers, gegebenenfalls mit deren Stempel, aufweisen; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder, in Ermangelung davon, auf einer ihr beigefügten Note des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;
- aus einem technischen Berechnungsblatt, das es möglich macht, die erhoffte Energieeinsparung in kWh zu schätzen.

Art. 26 - § 1. Bei den in Artikel 15, § 1 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte:

- aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die Investitionen oder Leistungen, auf der die Anschrift, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist; dieser Rechnung muss eine Kopie des Zahlungsbelegs beigefügt werden oder sie muss den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Verkäufers und des Unternehmers, gegebenenfalls mit deren Stempel, aufweisen;
- aus einem Berechnungsblatt, das es möglich macht, die Einhaltung der technischen Kriterien zu überprüfen.

§ 2. Bei den in Artikel 15, §§ 2 und 3 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte:

- aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- aus einer Kopie der vorher durchgeführten Energiebilanz;
- aus einem Berechnungsblatt zum Nachweis, dass mit dem verwendeten Dämmstoff der für die besagten Wände erforderliche Gesamtwärmedurchgangskoeffizient erreicht werden kann;
- dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die Materialien und die Leistungen, auf der die Anschrift der Wohnung, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist; dieser Rechnung muss eine Kopie des Zahlungsbelegs beigefügt werden oder sie muss den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Unternehmers oder des Verkäufers aufweisen;

§ 3. Bei den in Artikel 15, § 4 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte:

- aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die Materialien und die Leistungen, auf der die Anschrift der Wohnung, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist; dieser Rechnung muss eine Kopie des Zahlungsbelegs beigefügt werden oder sie muss den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Unternehmers oder des Verkäufers aufweisen.

Art. 27 - § 1. Bei den in Artikel 16, § 1 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte:

- aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die Investitionen oder Leistungen, auf der die Anschrift, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist; dieser Rechnung muss eine Kopie des Zahlungsbelegs beigefügt werden oder sie muss den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Verkäufers und des Unternehmers, gegebenenfalls mit deren Stempel, aufweisen;
- aus einem Berechnungsblatt, das es möglich macht, die Einhaltung der technischen Kriterien zu überprüfen.

§ 2. Bei den in Artikel 16, §§ 2 und 3 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte :

- aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- aus einer Kopie der vorher durchgeführten Energiebilanz;
- aus einem Berechnungsblatt zum Nachweis, dass mit dem verwendeten Dämmstoff der für die besagten Wände erforderliche Gesamtwärmedurchgangskoeffizient erreicht werden kann;
- aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die Materialien und die Leistungen, auf der die Anschrift der Wohnung, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist; dieser Rechnung muss eine Kopie des Zahlungsbelegs beigefügt werden oder sie muss den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Unternehmers oder des Verkäufers aufweisen;

§ 3. Bei den in Artikel 16, § 4 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte:

- aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die Materialien und die Leistungen, auf der die Anschrift der Wohnung, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist; dieser Rechnung muss eine Kopie des Zahlungsbelegs beigefügt werden oder sie muss den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Unternehmers oder des Verkäufers aufweisen.

Art. 28 - § 1. Bei den in Artikel 18 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte:

- aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- aus einer Kopie der Rechnung (oder der Honorarrechnung) für die erbrachten Leistungen; dieser Rechnung muss eine Kopie des Zahlungsbelegs beigefügt werden oder sie muss den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Verfassers der Energiebilanz aufweisen;
- aus dem die in Artikel 18 beschriebenen Elemente enthaltenden Energiebilanzbericht;
- gegebenenfalls aus der Thermografiebericht und dem in § 2 des Artikels 18 erwähnten Bericht.

§ 2. Bei den in Artikel 18 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte :

- aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- aus einer Kopie der Notifizierung der Gewährung des im Rahmen des UREBA-Programms erhaltenen Zuschusses.

Art. 29 - Bei den in Artikel 20 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte :

- aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;
- aus einer durch den Architekten ausgestellten Bescheinigung, in der der Wert des Gesamtwärmeisolierungs-niveaus K oder des Energiebedarfsniveaus Be angegeben sind; dieser Bescheinigung werden das Formular zur Berechnung des angegebenen Koeffizienten und ein die Wände der Wohnung beschreibendes Dokument beigefügt;
- aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die Investitionen oder Leistungen, auf der die Anschrift, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist; dieser Rechnung muss eine Kopie des Zahlungsbelegs beigefügt werden oder sie muss den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Verkäufers und des Unternehmers, gegebenenfalls mit deren Stempel, aufweisen;
- aus einem Bericht bezüglich der an Ort und Stelle durch den Installateur vorgenommenen Messungen der Luftdurchsätze am Einlass und am Auslass der verschiedenen Belüftungsöffnungen, in dem das System angegeben wird, mit dem die Luftdurchsätze gemessen worden sind.

Art. 30 - Bei den in Artikel 21 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte:

- aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung oder beim Versorger zur Verfügung steht;
- aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die Investitionen oder Leistungen, auf der die Anschrift, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist; dieser Rechnung muss eine Kopie des Zahlungsbelegs beigefügt werden oder sie muss den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Verkäufers und des Unternehmers, gegebenenfalls mit deren Stempel, aufweisen; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder, in Ermangelung davon, auf einer diese begleitenden Note des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;
- wenn es sich um Industrieanlagen handelt, aus einer ehrenwörtlichen Erklärung, durch die bescheinigt wird, dass die Anlage fachgemäß installiert worden ist;
- für alle anderen Anlagen aus einer Kopie des Protokolls zur Abnahme der Anlage durch die für die Kontrolle der Erdgasanlagen akkreditierte Kontrolleinrichtung oder einer Kopie der durch den zugelassenen Installateur verfassten Konformitätsbescheinigung mit einer Kopie seiner Zulassungsbescheinigung, dies je nach Fall.

KAPITEL III — Obergrenzen

Art. 31 - § 1. Der Höchstbetrag der im Rahmen von Titel III gezahlten Prämien mit Ausnahme der in Artikel 13, § 10 genannten Maßnahme darf folgende Beträge nicht überschreiten:

- 12.500 € pro Jahr und pro technische Betriebseinheit;
- 15.000 € pro Jahr und pro technische Betriebseinheit im Falle der Installation einer in Artikel 13, § 8 erwähnten hochwertigen Kraft-Wärme-Kopplung und eines in Artikel 14, § 5 erwähnten Systems zur Verwaltung der elektrischen Anlagen.

§ 2. Wenn ein in Artikel 12 erwähnter Antragsteller mit der Verwaltung eines Mehrfamilienhauses beauftragt ist, wird der Betrag der im Rahmen des vorliegenden Titels ausgezahlten Prämien für das ganze Mehrfamilienhaus berechnet.

Art. 32 - Der vorliegende Erlass unterliegt den Regeln über die "De-minimis"-Beihilfen, wie sie in Artikel 2 der Verordnung (EG) Nr. 69/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf "De-minimis"-Beihilfen festgelegt sind. Der Bezugsberechtigte informiert die Verwaltung über jede den De-minimis-Regeln unterliegende öffentliche Beihilfe, die er in den drei vorausgehenden Jahren erhalten hat.

Titel IV — Allgemeine Modalitäten

KAPITEL I. — Gültigkeit der Prämien

Art. 33 - Die Prämien werden für jede förderfähige Aktion gewährt, die zwischen dem 1. März 2005 und dem 31. Dezember 2007 durchgeführt wird. Das bei der Beurteilung der Einhaltung dieses Kriteriums berücksichtigte Datum ist das Datum der Rechnung, die die Durchführung der betreffenden Aktion bescheinigt, oder, gegebenenfalls, das Datum der vorläufigen Abnahme.

Art. 34 - Werden die Haushaltsmittel zu schnell in Anspruch genommen, veröffentlicht die Verwaltung bei bevorstehender Mittelerschöpfung eine Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt*, in den Medien, die das Gebiet der Wallonischen Region abdecken, und auf der Internetseite Energie der Wallonischen Region. In dieser Bekanntmachung wird der Zeitraum angegeben, innerhalb dessen die in Artikel 33 genannten Rechnungen noch im Rahmen der betroffenen Prämiengewährung förderfähig sind. Dieser Zeitraum darf nicht weniger als zwei Wochen nach dem Datum der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* betragen.

Art. 35 - Um für die Gewährung einer Prämie förderfähig zu sein, müssen die Geräte, Installationen oder Materialien, die unter diesen Erlass fallen, in einer Wohnung oder in einer technischen Betriebseinheit, die in der Wallonischen Region liegt, aufgestellt oder angebracht werden und die Leistungen, die unter diesen Erlass fallen, sich auf Gebäude jeder Art oder auf eine technische Betriebseinheit beziehen, die in der Wallonischen Region liegen.

KAPITEL II — Begleitung durch die Verwaltung

Art. 36 - Jeder Lieferant muss der Verwaltung am 10. jedes Monats eine durch elektronische Post mit Lesebestätigungsanforderung übermittelte elektronische Datei zur Verfügung stellen. Diese Datei enthält, nach Maßnahmen geordnet, die Liste der im Vormonat ausgezahlten Prämien sowie detaillierte Angaben hierzu.

Art. 37 - § 1 Für die in Titel II erwähnten Prämien verfügt der Antragsteller über eine Frist von drei Monaten ab dem Datum der Rechnung oder der vorläufigen Abnahme der Wohnung, um seine Antragsakte je nach Fall beim Lieferanten oder bei der Verwaltung einzureichen.

Für die in Titel III erwähnten Prämien verfügt der Antragsteller über eine Frist von sechs Monaten ab dem Datum der Rechnung, um seine Antragsakte je nach Fall beim Lieferanten oder bei der Verwaltung einzureichen.

§ 2. Innerhalb von 10 Werktagen nach dem Eingang des Antrags übermittelt je nach Fall der Lieferant oder die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung.

Innerhalb von 100 Werktagen nach dem Eingang des Antrags schickt je nach Fall der Lieferant oder die Verwaltung dem Antragsteller einen die Weiterbehandlung seines Antrags betreffenden Brief.

Möchte der Lieferant oder die Verwaltung weitere Auskünfte erhalten, so verfügt der Antragsteller über 30 Werktage, um sie zuzustellen.

Innerhalb von 50 Werktagen ab der Notifizierung der Annahme des Antrags wird die Auszahlung der Prämie vorgenommen.

Titel V — Schlussbestimmungen

Art. 38 - Die Anlage I, in der die technischen Kriterien zur Gewährung der in den Artikeln 5, § 1 und 13, § 7 erwähnten Prämie festgelegt werden, ist fester Bestandteil des vorliegenden Erlasses.

Art. 39 - Der Artikel 17 des Ministerialerlasses vom 10. Dezember 2003 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung von Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung wird wie folgt abgeändert: "die Prämien werden für jede förderfähige Maßnahme, die zwischen dem 1. Januar 2004 und dem 28. Februar 2005 durchgeführt wird, gewährt. Das für die Einhaltung dieses Kriteriums berücksichtigte Datum ist das Datum der Rechnung, durch die die Durchführung der betroffenen Maßnahme bescheinigt wird."

Art. 40 - Ab seinem Inkrafttreten setzt der vorliegende Erlass den Ministerialerlass vom 10. Dezember 2003 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung von Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung außer Kraft.

Art. 41 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. März 2005 in Kraft.

Namur, den 11. April 2005

A. ANTOINE

ANLAGE

WÄRMEPUMPE FÜR DIE BRAUCHWASSERBEREITUNG (WP/BWB)

1.a. Energiegewinnung

Die Energiegewinnung erfolgt ausschließlich anhand eines Verdampfers, der aus einem im Boden verlegten, horizontalen Rohrsystem besteht.

Das Rohrbündel ist aus spannungsfrei geglähtem, für Kälteanlagen geeignetem Kupfer, das durch eine Polymerummantelung gegen Korrosion geschützt ist. Das Rohrbündel wird mindestens 60 cm tief verlegt, und der Abstand zwischen den Rohren beträgt mindestens 50 cm. Die Wärmeträgerflüssigkeit fließt direkt in den Kupferrohren. Die Länge der Rohre beträgt mindestens 0,1 m pro Watt Kompressorleistung unter den in Punkt 1.d angeführten Bedingungen.

Die vom Verdampfer gedeckte Fläche beträgt mindestens 15 m².

1.b. Energieabgabe

Die Energieabgabe erfolgt in einem Wärmetauscher, der einen mittelbaren oder unmittelbaren Kontakt mit dem Brauchwarmwasser ermöglicht.

Der Warmwasserspeicher hat eine minimale Speicherkapazität von 300 l für einen Normalgebrauch durch 4 Einwohner. Pro zusätzlichen Einwohner wird diese Kapazität je um 75 l erhöht. Der Wasserspeicher wird senkrecht aufgestellt und das Verhältnis Höhe/Durchmesser beträgt mindestens 2, um eine korrekte Wasserschichtung zu ermöglichen. Der Warmwasserspeicher wird gegen Rost geschützt und die Garantiedauer beträgt mindestens 5 Jahre. Er ist zwecks einer regelmäßigen Behandlung gegen Salmonellen mit einem elektrischen Heizstab ausgerüstet und verfügt ebenfalls über ein übliches Sicherheitsaggregat.

Die maximale Speichertemperatur des Warmwassers beträgt 60°C.

1.c. Art der Wärmepumpe

Im Hinblick auf die Erzeugung von Brauchwarmwasser kommen nur Wärmepumpen der Art BODEN FL./WASSER mit horizontalem Boden-Wärmetauscher für die Gewährung einer Prämie im Rahmen des Energiefonds der Wallonischen Region in Betracht.

Die Wärmepumpe, der Kompressor und die Wärmetauscher sind derart zu dimensionieren, dass der Warmwasserspeicher in 9 Stunden von 20°C bis 60°C voll aufgeladen werden kann, damit die Benutzung des Systems während der Billigtarifzeiten optimiert werden kann.

Die Wärmepumpe ist mit einem Betriebsstundenzähler und mit einem elektrischen Zähler ausgestattet.

1.d. MINDESTLEISTUNGSDATEN

Die WP/BWB-Anlage hat einen minimalen Leistungskoeffizienten von 2,5 unter den folgenden Bedingungen:

Verdampfungstemperatur -7°C

Warmwassertemperatur am Eingang des Kondensators: 45°C.

Der Leistungskoeffizient wird nach der Norm NBN EN 255 (Ausgabe 1997) festgelegt.

1. Wärmepumpe für die Heizung einer Wohnung

Umkehrbare Wärmepumpen, die eine Kühlung der Gebäude ermöglichen, sind nicht prämierechtigt. Die Dimensionierung der Wärmepumpeanlage muss der Gesamtheit der Wärmeverluste in der Wohnung Rechnung tragen.

2.a. Energiegewinnung

Die dynamische Energiegewinnung in der atmosphärischen Luft oder die Energiegewinnung im Wasser (Fluss, See, Teich, Brunnen, Grundwasser,...) ist nicht prämierechtigt.

Statische Energiegewinnung in der atmosphärischen Luft

Der korrosionsbeständige externe Wärmetauscher weist eine Austauschfläche von mindestens 1 m²/kW Wärmeverlust der Wohnung für die minimale Außentemperatur am Benutzungsort auf.

Die Wärmepumpe muss nicht mit einer Enteisungsvorrichtung ausgerüstet werden, aber der externe Wärmetauscher muss zwischen Süden und Westen orientiert sein, wobei für die Sonneneinstrahlung keine Hindernisse bestehen dürfen.

Wärmegegewinnung im Boden durch die Wärmeträgerflüssigkeit

Die Energiegewinnung erfolgt anhand eines Verdampfers, bestehend aus einem Netz von Rohren aus spannungsfrei geglühtem, für Kälteanlagen geeignetem Kupfer, das nach außen durch eine Polymerummantelung geschützt ist. Dieses Netz beträgt mindestens zwei Parallelkreisläufe.

Der Verdampfer wird mindestens 60 cm tief verlegt, und der Abstand zwischen den Rohren beträgt mindestens 50 cm. Die Mindestlänge der Rohre ist 65 m pro kW Wärmeverlust, für den die Wärmepumpe aufkommen muss.

Energiegewinnung im Boden durch ein Glykol-Wasser-Gemisch

Die Energiegewinnung erfolgt anhand eines Wärmetauschers, der aus einem System von Rohren aus vernetztem Polyäthylen besteht oder aus einem sonstigen Polymer, durch das kein Sauerstoff in die Leitungen geraten kann.

Das Rohrsystem weist mehrere Parallelkreisläufe auf, wodurch die Hydraulikverluste minimiert werden, wobei für den Verdampfer ein optimaler Delta-T-Wert beachtet wird (4° bis 6°C).

Die Glykolrate beträgt 25% des Gewichts, um jegliche Friergefahr innerhalb der Rohre zu vermeiden.

Der Wärmetauscher wird mindestens 60 cm tief verlegt, und der Abstand zwischen den Rohren beträgt mindestens 50 cm. Die Mindestlänge der Rohre ist 80 m pro kW Wärmeverlust, für den die Wärmepumpe aufkommen muss.

2.b. Energieabgabe

Die Energieabgabe findet direkt im Boden statt, und zwar durch eine Niedertemperatur-Bodenheizung. Die Heizflüssigkeit kann die Wärmeträgerflüssigkeit oder aber Wasser sein. In den Räumen, die keine Wohnräume sind, können Niedertemperatur-Fan Coil-Geräte mit Wasser als Heizflüssigkeit benutzt werden. Eine elektrische Zusatzheizung ist nur in den Badezimmern und Duschen erlaubt.

Energieabgabe in die Umgebungsluft: es wird keine Prämie gewährt**Energieabgabe in einen Warmwasserkreislauf**

Auf keinen Fall dürfen die Räume durch Radiatoren oder Konvektoren geheizt werden. Nur die Bodenheizung oder die Benutzung von Niedertemperatur-Warmwasser-Fan Coil-Geräte für die Räume, die keine Wohnräume sind, werden erlaubt. Eine elektrische Zusatzheizung ist nur in den Badezimmern und Duschen erlaubt.

Die Wärmepumpe wird mit einem Zusatz-Tauchsieder ausgestattet, falls die Wärmegegewinnung in der atmosphärischen Luft stattfindet. Dieser muss sich nach dem Kondensator befinden.

Die im Estrich verlegten Rohre sind aus vernetztem Polyäthylen oder aus einem sonstigen Polymer, das die Sauerstoffosmose verhindert. Der Abstand zwischen den Rohren wird aufgrund der Wärmeverluste in jedem Raum sorgfältig festgelegt.

Die Warmwassertemperatur wird anhand eines mit einer Außensonde verbundenen Integrators geregelt. Die Temperatur des in das Rohrnetz eingeführten Warmwassers darf am Ausgang des Kondensators für die Mindestaußentemperatur 40°C nicht übertreffen.

Die Wärmepumpeanlage kommt für die Gesamtheit der Wärmeverluste auf.

Falls Warmwasser-Fan Coil-Geräte benutzt werden, ist deren Dimensionierung zureichend, um innerhalb des gleichen Temperaturbereichs als die Bodenheizung funktionieren zu können.

Energieabgabe durch die Wärmeträgerflüssigkeit

Die Räume werden durch ein Rohrsystem geheizt, das den Kondensator der Wärmepumpe bildet. Diese Rohre sind aus spannungsfrei geglühtem, für Kälteanlagen geeignetem Kupfer, das durch eine Polymerummantelung nach außen geschützt ist. Der Kondensator umfasst mehrere Parallelkreisläufe, wobei jeder Kreislauf einen homogenen Heizbereich bildet. Eine elektrische Zusatzheizung ist nur in den Badezimmern und Duschen erlaubt.

2.c. MINDESTLEISTUNGEN DER WÄRMEPUMPEN

Der Leistungskoeffizient (COP) wird nach der Norm NBN EN 255 (Ausgabe 1997) festgelegt.

Wärmepumpe BODEN Fl. - BODEN Fl.

COP min = 3,5 für eine Verdampfungstemperatur -7°C
eine Kondensationstemperatur 40°C

Wärmepumpe BODEN Gl.-Wasser - BODEN Fl.

COP min = 3,5 für eine Verdampfungstemperatur -7°C
eine Kondensationstemperatur 40°C

Im Rahmen der Benutzung eines Kompressors mit 2 Geschwindigkeiten oder mit einer Geschwindigkeitsmodulation kann dieser Wert mit der halben Geschwindigkeit erreicht werden.

Wärmepumpe BODEN Gl.-Wasser - BODEN Wasser

COP min = 3,5 für eine Verdampfungstemperatur -7°C
eine Warmwassertemperatur am Ausgang des Kondensators 35°C

Im Rahmen der Benutzung eines Kompressors mit 2 Geschwindigkeiten oder mit einer Geschwindigkeitsmodulation kann dieser Wert mit der halben Geschwindigkeit erreicht werden.

Wärmepumpe LUFT stat. - BODEN Wasser

COP min = 3,5 für eine Verdampfungstemperatur -10°C
eine Warmwassertemperatur am Ausgang des Kondensators 35°C

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 11. April 2005 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 11. April 2005.

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 1268

[2005/201380]

11 APRIL 2005. — Ministerieel besluit betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op artikel 37;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 7, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 7, tweede lid;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 december 2003 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 24 februari 2005 waarbij het actieprogramma betreffende het Energiefonds is goedgekeurd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 februari 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 25 februari 2005;

Gelet op het feit dat het ontwerp van ministerieel besluit op 1 maart 2005 in werking treedt met terugwerkende kracht en het vorige ministerieel besluit van 10 december 2003 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik opheft;

Gelet op het feit dat de inwerkingtreding van de bepaling met terugwerkende kracht de dringende noodzakelijkheid rechtvaardigt; deze terugwerkende kracht wordt ingegeven door de bezorgdheid om de datum van goedkeuring van het actieplan 2005-2007 door de Regering zo goed mogelijk te laten overeenstemmen met de tenuitvoerlegging van deze maatregelen; beide datums worden op elkaar afgestemd om te beletten dat er voor de begunstigden van deze premies een kloof zou ontstaan tussen de informatie gegeven door de pers over de toegekende premies en de werkelijk van toepassing zijnde premie;

Gelet op het feit dat een dergelijke kloof schadelijk zou zijn voor de doorzichtigheid en de administratieve vereenvoudiging;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid ook gemotiveerd is door de bezorgdheid om elke onderbreking in de toekenning van de premies aan particulieren te voorkomen tussen 2004 en 2005;

Gelet op het advies 38.214/4 van de Raad van State, uitgebracht op 16 maart 2005, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Titel I. — Begripsomschrijving

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "administratie": het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° "aanvrager": elke natuurlijke persoon die een reëel recht heeft op de bedoelde woning (eigenaar, mede-eigenaar, vruchtgebruiker, naakte eigenaar,...) of die er huurder van is, alsook elke rechtspersoon met een bedrijfszetel, maatschappelijke zetel, hoofdvestiging, directie- of administratieve zetel in het Waalse Gewest, alsook elke in het Waalse Gewest gevestigde zelfstandige of huismeester die een aanvraag om premie(s) indient;

3° "woning": gebouw of gedeelte van een gebouw gelegen in het Waalse Gewest, met name een eengezinswoning, een appartement, een studio, een rusthuis of een serviceflat die vanwege hun aard normaal bestemd zijn om door één of meer personen bewoond te worden;

4° "eengezinswoning": gebouw bestemd voor huisvesting dat een verblijfseenheid voor één enkel gezin vormt, uitgezonderd de collectieve woningen en de appartementen;

5° "bestaande woning": woning waarvoor de bouwvergunning vóór 1 december 1996 is toegekend;

6° "renovatie": werken uitgevoerd in een bestaande woning;

7° "nieuwe woning": woning waarvan de nieuwe grondneming op een zuivere grond is gevestigd, alsook op of in een gebouw dat voordien niet geheel of gedeeltelijk bewoond was;

8° "technische exploitatie-eenheid": geheel van technische componenten die een onscheidbare groep vormen en die de verlening van een dienst of de verwezenlijking van een product toelaten;

9° "programma AMURE": programma ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector;

10° "programma UREBA": programma ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen.

Titel II. — Premies toegekend aan natuurlijke personen.

HOOFDSTUK I. — *In aanmerking komende acties.**Afdeling 1. — Isolatiewerkzaamheden*

Art. 2. Binnen de grenzen van de budgettaire kredieten kan de aanvrager in geval van renovatie een premie verkrijgen waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden als volgt zijn vastgelegd :

§ 1. een premie van 5 € per m² geïsoleerde oppervlakte wordt toegekend voor de thermische isolatie van het dak of het dakgebinte uitgevoerd door een geregistreerd aannemer met een isolatiemateriaal dat een thermische weerstandscoefficiënt R heeft van meer dan of gelijk aan 3 m² K/W. Deze thermische weerstandscoefficiënt R wordt verkregen door de dikte van het isolatiemateriaal, d (m), te delen door de thermische geleidbaarheid van het materiaal, (W/mK). Het isolatiemateriaal kan in verscheidene lagen worden aangebracht. In dit geval is de optelsom van de weerstand van de verschillende lagen hoger dan 3 m² K/W.

Als de aanvrager de werken zelf uitvoert, wordt de premie beperkt tot 2 € per m² geïsoleerde oppervlakte.

Het maximumbedrag van de premie is beperkt tot 600 € per woning en per jaar.

§ 2. Een premie van 10 € per m² geïsoleerde oppervlakte wordt toegekend voor de thermische isolatie van de muren die in contact staan met de buitenlucht of een niet verwarmde of niet tegen vorst beschermde ruimte, uitgevoerd door een geregistreerd aannemer met een isolatiemateriaal waarmee een totale transmissiecoëfficiënt U van de wand bereikt kan worden van minder dan 0,6 W/m²K.

Het maximumbedrag van de premie is beperkt tot 1 000 € per woning en per jaar.

§ 3. Een premie van 10 € per m² geïsoleerde oppervlakte wordt toegekend voor de thermische isolatie van vloeren, uitgevoerd door een geregistreerd aannemer met een isolatiemateriaal waarmee een totale transmissiecoëfficiënt U van de vloer bereikt kan worden van minder dan 0,6 W/m²K.

Het maximumbedrag van de premie is beperkt tot 850 € per woning en per jaar.

§ 4. Een premie van 20 € per m² ruitoppervlakte wordt toegekend voor de vervanging van enkele ruiten door dubbele ruiten met hoog rendement waarmee een totale transmissiecoëfficiënt U, voor ramen, bereikt kan worden van 2,0 W/m²K of minder. Bij vervanging van de raamlijsten wordt de premie berekend op basis van de buitenafmetingen van de raamlijst.

De werkzaamheden worden uitgevoerd door een geregistreerd aannemer. Het maximumbedrag van de premie is beperkt tot 1.000 € per woning en per jaar.

§ 5. De premies bedoeld in de paragrafen 2 en 3 worden slechts toegekend na uitvoering van een energieaudit conform de procedure vermeld in artikel 6. De energieaudit moet het nut van de wandisolatie bedoeld in de paragrafen 2 en 3 bevestigen en, desgevallend, de waarde van de thermische weerstandscoefficiënt R van het materiaal dat er moet voor zorgen dat de wand overeenstemt met de totale transmissiecoëfficiënt U_{max} bedoeld in de paragrafen 2 en 3. Deze coëfficiënt R is hoger dan of gelijk aan 1 m² K/W.

Art. 3. Binnen de grenzen van de budgettaire kredieten kan de aanvrager een premie van 1.500 € verkrijgen voor de bouw van een nieuwe eengezinswoning die aan volgende criteria voldoet :

- het totale niveau van thermische isolatie K van de woning is lager dan of gelijk aan 45 of de behoeften aan verwarmingsenergie, niveau Be, zijn lager dan 375 MJ per m² verwarmde vloer per jaar;

- de woning is uitgerust met een ander verwarmingssysteem dan elektriciteit. Een warmtepomp die voldoet aan de technische voorwaarden bepaald voor de toekenning van de premie bedoeld in artikel 5, § 1, of die deel uitmaakt van een nieuwe woning die het attest "construire avec l'énergie" (bouwen met energie) verkregen heeft, wordt niet beschouwd als een elektrisch verwarmingssysteem;

- de woning is niet uitgerust met een elektrisch airconditioningsysteem;

- de verluchting van de woning gebeurt overeenkomstig de vigerende regelgeving.

De niveaus K en Be worden berekend volgens de methodes opgenomen in de artikelen 406 tot 413 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Afdeling 2. — Verwarmingsystemen

Art. 4. Binnen de grenzen van de budgettaire kredieten kan de aanvrager een premie verkrijgen waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden vastgelegd zijn als volgt :

§ 1. Een premie van 300 € wordt toegekend bij de installatie van een single of combi aardgasverwarmingssketel bij lage temperatuur, met EG-label en conform het koninklijk besluit van 18 maart 1997 betreffende de rendementsvereisten voor nieuwe warmwaterketels die werken met vloeibare brandstof of gas of bij een luchtdichtgenerator met EG-label België en die met aardgas werkt. De toestellen moeten behoren tot de categorieën 12E+, 12 E(S)B of 12 ERB.

§ 2. Een premie van 600 € wordt toegekend bij de installatie van een single of combi aardgasverwarmingssketel met condensatie en EG-label en conform het koninklijk besluit van 18 maart 1997 betreffende de rendementsvereisten voor nieuwe warmwaterketels die werken met vloeibare brandstof of gas of bij de installatie van een condensatie luchtgenerator met EG-label België en die met aardgas werkt. De toestellen moeten behoren tot de categorieën 12E+, 12 E(S)B of 12 ERB.

§ 3. Een premie wordt toegekend bij de installatie van een toestel voor ogenblikkelijk heet water op gas zonder waakvlam, met modulerende vlam en met dubbele flux. Het toestel moet behoren tot de categorie 12E+ met EG label België.

De premie bedraagt 75 € voor de installaties waarvan het nominaal debiet maximum 10 liter per minuut bedraagt en van 125 € voor de installaties waarvan het nominaal debiet hoger ligt dan 10 liter per minuut.

§ 4. De installaties bedoeld in § 1 tot § 3 moeten worden uitgevoerd door een geregistreerd aannemer.

De installaties worden hetzij uitgevoerd door een gehabiteerde aardgas-aannemer, hetzij gecontroleerd door een instelling die erkend is voor de controle op binneninstallaties voor aardgas.

Art. 5. § 1. Een premie van 75 % van de investering met een maximum van 1.500 € wordt toegekend bij de installatie van een warmtepomp die voldoet aan de criteria bedoeld in bijlage I, voor de verwarming van een nieuwe woning die voldoet aan de verluchtingscriteria overeenkomstig de vigerende wetgeving en waarvan het totale niveau van thermische isolatie K lager is dan of gelijk aan 45 of wanneer de behoeften aan verwarmingsenergie, niveau Be, lager zijn dan 375 MJ per m² verwarmde vloer per jaar.

Een premie van 75 % van de investering met een maximum van 750 € wordt toegekend bij installatie van een warmtepomp die voldoet aan de criteria bedoeld in bijlage I voor de verwarming van het sanitaire water van een woning.

De reversibele warmtepompen voor de klimaatregeling van de gebouwen komen niet in aanmerking voor de premie

De niveaus K en Be worden berekend volgens de methodes opgenomen in de artikelen 406 tot 413 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Erfgoed.

§ 2. Een premie van 75 % van de investering met een maximum van 1.500 € wordt toegekend bij installatie van een biomassa verwarmingsketel die voldoet aan de Europese norm EN 12809, met automatische lading, waarvan het rendement gelijk is aan of hoger dan 80 % conform de rendementsvereisten opgenomen in de norm EN 3035.

Indien het gaat om een ketel met bi-verbranding, wordt uitsluitend aardgas toegelaten.

In de zin van dit artikel verstaat men onder biomassa, de plantaardige recycleerbare grondstoffen.

§ 3. Een premie van 75 % van de investeringen met een maximum van 2.500 € wordt toegekend bij de installatie van een kwalitatieve micro-warmtekrachtkoppelinginstallatie die een besparing oplevert van minstens 10 % kool-dioxide ten opzichte van de kooldioxide-uitstoot afkomstig van de afzonderlijke producties van dezelfde hoeveelheden warmte en elektriciteit in moderne referentie-installaties waarvan de jaarlijkse bedrijfsrendementen jaarlijks door de CWAPE worden vastgelegd en gepubliceerd. De in aanmerking genomen warmte is de nuttige warmte, namelijk de warmte die effectief gebruikt wordt voor warmtebehoeften buiten het proces van warmtekrachtkoppeling.

§ 4. Een premie wordt toegekend voor alle werkzaamheden van warmteregeling in een bestaande woning, namelijk de installatie van een systeem dat voorrang geeft aan het sanitair warmwater, van thermostatische kleppen, van een omgevingsthermostaat met klok en/of van een buitensonde, uitgevoerd door een geregistreerde aannemer in een bestaande woning.

Het bedrag van deze premie bedraagt 30 % van de factuur, BTW inbegrepen, en is beperkt tot 300 € per woning en per jaar.

§ 5. De installaties en werkzaamheden bedoeld in § 1 tot § 4 moeten worden uitgevoerd door een geregistreerd aannemer.

Afdeling 3. — Energieaudits en thermografie

Art. 6. Binnen de grenzen van de budgettaire kredieten kan de aanvrager een premie verkrijgen waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden als volgt zijn vastgelegd :

§ 1. De uitvoering van een volledige energieaudit van de woning voorzover het auditverslag minstens het volgende vermeldt :

- de prestatie van de isolatie van het gebouw, namelijk niveau K of niveau Be;
- een gedetailleerd overzicht van de thermische prestaties van de verschillende wanden;
- de prestatie van het verwarmingsstelsel;
- becijferde verbeteringen betreffende de isolatie van het gebouw of de systemen.

De audit moet worden uitgevoerd door een architect of een ingenieur architect.

Het bedrag van de premie is gelijk aan 50 % van het factuurbedrag, BTW inbegrepen (of van de ereloonnota), en is beperkt tot 300 € per audit.

§ 2. De uitvoering van een thermografie van de woning, voorzover deze vergezeld gaat van een verslag dat de mogelijke verbeteringen aan de isolatie van het gebouw vermeldt en bij de in § 1 bedoelde audit gevoegd wordt.

Het bedrag van de premie is gelijk aan 50 % van het factuurbedrag betreffende de thermografie, BTW inbegrepen (of van de ereloonnota), en is beperkt tot 200 €.

Afdeling 4. — Verluchtingssysteem met warmterecuperator

Art. 7. Binnen de grenzen van de budgettaire kredieten kan de aanvrager een premie van 75 % van de investering (maximum 1.500 €) verkrijgen, bij de installatie in een woning van een verluchtingssysteem met warmterecuperator die aan volgende criteria voldoet :

- het totale niveau van thermische isolatie K van de woning is lager dan of gelijk aan 45 of de behoeften aan verwarmingsenergie, niveau Be, zijn lager dan 375 MJ per m² verwarmde vloer per jaar;

- de woning is uitgerust met een ander verwarmingsstelsel dan elektriciteit, een warmtepomp die voldoet aan de technische voorwaarden bepaald voor de toekenning van de premie bedoeld in artikel 5, § 1 of die deel uitmaakt van een nieuwe woning die het attest "construire avec l'énergie" (bouwen met energie) verkregen heeft, wordt niet beschouwd als een elektrisch verwarmingsstelsel;

- de woning is niet uitgerust met een elektrisch airconditioningsstelsel;

- de verluchting behoort tot het type "mechanisch verluchtingssysteem controle D" met warmterecuperator door middel van een warmtewisselaar met tegenstroom;

- het hele verluchtingssysteem moet voldoen aan de eisen van de norm NBN D 50 001;

de thermische wisselaar moet een minimum rendement van 85 % vertonen volgens de norm NBN EN 308;

- de installateur moet het vermogen aan de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen in situ meten om de installatie juist te regelen.

De niveaus K en Be worden berekend volgens de methodes opgenomen in de artikelen 406 tot 413 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

De installatie moet worden uitgevoerd door een geregistreerd aannemer.

HOOFDSTUK II. — *Procedures en voorwaarden voor de uitkering van de premies.*

Art. 8. § 1. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 2, § 1, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- het origineel of een fotokopie van de factuur voor de materialen en/of de prestaties waarop zijn vermeld het adres van de woning waar de werkzaamheden zijn uitgevoerd; Dit factuur moet vergezeld gaan van het betalingsbewijs of de vermelding "voldaan" bevatten samen met de handtekening van de aannemer of de verkoper;
- een foto van de installaties vóór de werkzaamheden en een foto na de isolatie.

§ 2. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 2, paragrafen 2 en 3, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- een fotokopie van de voorafgaandelijk uitgevoerde energieaudit;
- een berekeningsnota waaruit blijkt dat de voor bedoelde wanden opgelegde globale transmissiecoëfficiënt d.m.v. het gebruikte isolatiemateriaal gehaald kan worden;
- het origineel of een fotokopie van de factuur voor de materialen en/of de prestaties met het adres van de woning waar de werkzaamheden zijn uitgevoerd; deze factuur moet vergezeld gaan van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan" alsook van de handtekening van de verkoper of aannemer.

§ 3. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 2, § 4, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- het origineel of een fotokopie van de factuur voor de materialen en/of de prestaties met het adres van de woning waar de werkzaamheden zijn uitgevoerd; deze factuur moet vergezeld gaan van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan" alsook van de handtekening van de aannemer;
- een foto van de installaties vóór en na de werkzaamheden.

§ 4. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 2, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- een attest opgesteld door de architect dat de voorlopige opleveringsdatum van de woning vermeldt, alsook de totale waarde van het niveau van de thermische isolatie K of het niveau van de energiebehoeften Be;
- het formulier met de berekening van de vermelde coëfficiënt;
- een document met een beschrijving van de wanden van de woning;
- een nota van de architect met een beschrijving van het geplaatste verluchtingssysteem.

Art. 9. § 1. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 4, § 1 tot § 3, dient het door de aanvrager bij de gasleverancier ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie of de bovenvermelde leverancier;
- het origineel of een fotokopie van de factuur voor de investeringen en de prestaties met melding van het adres van de woning waar de werkzaamheden zijn uitgevoerd; deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan" alsook van de handtekening van de verkoper of de aannemer.
- één van de volgende documenten : hetzij een kopie van het gelijkvormigheidsattest opgesteld door de gehabiteerde installateur, samen met een kopie van zijn habilitatiegetuigschrift, hetzij een kopie van het proces-verbaal van oplevering van de installatie door de controle-instelling die erkend is voor de controle op binneninstallaties voor aardgas.

§ 2. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 5, § 1 tot § 4, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- het origineel of een fotokopie van de factuur voor de investeringen en de prestaties met melding van het adres van de woning waar de werkzaamheden zijn uitgevoerd; deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan" alsook van de handtekening van de verkoper of de aannemer;
- voor de premie bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, een nota van de architect met de beschrijving van het geplaatste verluchtingssysteem en een attest opgesteld door de architect dat de totale waarde van het niveau van de thermische isolatie K of het niveau van de energiebehoeften Be vermeldt; het formulier met de berekening van de vermelde coëfficiënt en een document met de beschrijving van de wanden van de woning worden bij dit attest gevoegd;
- voor de premie bedoeld in artikel 5, § 3, een technische berekeningsnota die het mogelijk maakt de verwachte energiebesparing in kWh en de besparing van de kooldioxide te evalueren, alsook de kennisgeving van de aanvaardingsbeslissing van de CWAPE betreffende de voorafgaandelijke aanvraag tot toekenning van groene certificaten.

Art. 10. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 6, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- het origineel of een fotokopie van de factuur (of van de ereloonnota) voor de uitgevoerde prestaties met melding van het adres van de woning waar de audit uitgevoerd werd; deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan" alsook van de handtekening van de auteur van de audit;
- het auditverslag met de elementen omschreven in artikel 6;
- desgevallend, het thermografiedossier en het verslag bedoeld in artikel 6, § 2.

Art. 11. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 7, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- een attest opgesteld door de architect waarin de totale waarde van het niveau van de thermische isolatie K of het niveau van de energiebehoefte Be vermeld wordt; het formulier met de berekening van de vermelde coëfficiënt en een document met de beschrijving van de wanden van de woning worden bij dit attest gevoegd;
- het origineel of een fotokopie van de factuur voor de investeringen en de prestaties met melding van het adres van de woning waar de werkzaamheden zijn uitgevoerd; deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan", alsook van de handtekening van de verkoper of de aannemer;
- een verslag van de metingen, in situ uitgevoerd door de installateur, van het vermogen aan de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen en waarin het systeem waarmee het vermogen werd gemeten, wordt bepaald.

Titel III. — Premies toegekend aan rechtspersonen, zelfstandigen en beheerders van gebouwen

Art. 12. § 1. In het kader van deze titel worden de premies, met uitzondering van diegene bedoeld in artikel 19, toegekend aan de zelfstandigen, de beheerders van gebouwen, ongeacht hun juridische vorm, en aan de rechtspersonen, met uitzondering van diegenen die in aanmerking komen voor bedoelde werkzaamheden in het programma UREBA. De premies bedoeld in artikel 16 worden uitsluitend aan zelfstandigen toegekend.

§ 2. Wat de premies betreft die worden toegekend krachtens de artikelen 13 tot 21 wordt de belasting op de toegevoegde waarde niet meegerekend in het bedrag van de facturen als de begunstigde van de premie eraan onderworpen is.

HOOFDSTUK I. — In aanmerking komende maatregelen

Afdeling 1. — Maatregelen bestemd voor industriële verbrandingsinstallaties, verwarmings- en regelingsinstallaties en gecombineerde producties

Art. 13. Binnen de grenzen van de budgettaire kredieten kan de aanvrager een premie verkrijgen waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden als volgt zijn vastgelegd :

§ 1. Een premie wordt toegekend voor de installatie van elk systeem voor de warmterecuperatie van rookgassen in industriële en ambachtelijke ovens en in droogtoestellen op aardgas of in verwarmingsketels en stoomgeneratoren. De recuperatie moet worden verkregen door de installatie van één van de volgende technieken :

- onafhankelijke specifieke recuperatoren geplaatst aan de uitgang van de oven op het circuit van de rookgassen;
- zelfrecupererende branders uitgerust met hun eigen recuperator voor de voorverwarming van de verbrandingslucht;
- paren van regeneratieve branders, de eerste in de verwarmingsfase van de oven, de andere in de recuperatiefase, met warmteaccumulatie.

Het bedrag van de premie is gelijk aan 50 € per gerecupereerde kW, beperkt tot 50 % van het factuurbedrag met een maximum van 12.500 € per installatie.

Voor de premies boven 2.000 € moet het aantal gerecupereerde kW en de installatie in situ worden nagekeken door een onafhankelijk laboratorium erkend volgens de norm NBN EN ISO 17025 voor de controles overeenkomstig de Europese normen die van toepassing zijn op bedoelde gastoestellen.

§ 2. Een premie wordt toegekend voor de installatie van een systeem voor brede modulering van de aardgasbrander dat een efficiëntere regeling mogelijk maakt.

Bedoeld worden :

- de plaatsing van moderne modulerende aardgasbranders in een vork van ten minste 25 à 100 % op industriële ovens of ketels;
- de plaatsing van een zuurstofsonde en van elke andere elektronische sonde die in staat is de kwaliteit van de verbranding van de aardgasbrander te meten;
- de sequentiële besturing van hogesnelheidsaardgasbranders van hogetemperatuurovens.

De premie bedraagt 3,75 € per kW. Ze is beperkt tot 50 % van het factuurbedrag, met een maximum van 12.500 € per installatie.

De modulatie diepte moet worden vastgesteld door een onafhankelijk laboratorium erkend volgens de norm NBN EN ISO 17025 voor de controles overeenkomstig de Europese normen die van toepassing zijn op bedoelde gastoestellen.

§ 3. Een premie wordt toegekend voor de installatie van een systeem van direct vuur met aardgas op de te verwarmen producten. Het concept van direct vuur impliceert een perfecte harmonie van de branders, de ovens en de te verwarmen producten, die verkregen wordt wanneer de temperatuur van deze producten als overal bevredigend wordt beschouwd.

De installaties bedoeld in het eerste lid bestaan namelijk uit :

- aardgasbranders met directe vlam en stralingsbuizen;
- aardgasbranders bestemd voor droogkamers, voor de verwarming van baden voor de thermische behandeling van metalen, voor naverbranding en voor de technieken van make up air.

De premie bedraagt 12,5 € per kW, beperkt tot 50 % van het factuurbedrag met een maximum van 12.500 € per installatie.

Voor de premies boven 2.000 € moet de aanwezigheid van een directe vlam in situ worden nagekeken door een onafhankelijk laboratorium erkend volgens de norm NBN EN ISO 17025 voor de controles overeenkomstig de Europese normen die van toepassing zijn op bedoelde gastoestellen.

§ 4. Een premie wordt toegekend voor de installatie van aërothermen en warmeluchtgeneratoren met condensatie en voor de installatie van stralingstoestellen voor de verwarming met gas van elk soort gebouw, grote ruimtes inbegrepen.

Het bedrag van de premie wordt vastgelegd als volgt :

- Waterdichte aërothermen : 12,5 € per kW
- Aërothermen met condensatie : 25 € per kW
- Warmeluchtgeneratoren met condensatie : 25 € per kW
- Stralingstoestel met rendement std : 10 € per kW
- Stralingstoestel met rendement + 20 % std : 15 € per kW
- Stralingstoestel met rendement + 40 % std : 20 € per kW

Het bedrag van de premie is beperkt tot 2.500 € per toestel, met een maximum van 12.500 € per technische exploitatie-eenheid.

De rendementsvoet van de toestellen moet worden bevestigd door een volgens de norm NBN EN ISO 17025 erkend onafhankelijk laboratorium voor de controles overeenkomstig de Europese normen die van toepassing zijn op bedoelde gastoestellen.

§ 5. De toestellen bedoeld in § 1 tot § 4 moeten met aardgas fungeren (categorieën 12E+, 12E(S) B of 12E(R)B indien van toepassing) en beschikken over het EG-label België indien het van toepassing is.

§ 6. Een premie wordt toegekend voor de installatie van een aardgasverwarmingsketel bij lage temperatuur waarvan het vermogen gelijk is aan of lager dan 150 kW of met condensatie en EG-label België. Deze verwarmingsketel moet conform het koninklijk besluit zijn van 18 maart 1997 betreffende de rendementsvereisten voor nieuwe warmwaterketels die werken met vloeibare brandstoffen of gas, of conform het koninklijk besluit van 11 maart 1988 betreffende de vereisten inzake rationeel energiegebruik waaraan de warmtegeneratoren moeten voldoen.

Voor de aardgasverwarmingsketels bij lage temperatuur, bedraagt de premie 300 € vermeerderd met 10 € per aantal kW tussen 50 en 150 kW

Voor de verwarmingsketels met condensatie wordt het bedrag van de premie berekend als volgt :

- als het vermogen gelijk is aan of lager dan 150 kW, bedraagt de premie 600 € vermeerderd met 25 € per aantal kW boven 50 kW.
- als het vermogen hoger is dan 150 kW en lager dan of gelijk aan 500 kW, bedraagt de premie 3.200 € vermeerderd met 12,5 € per aantal kW boven 150 kW;
- als het vermogen hoger is dan 500 kW, bedraagt de premie 7.700 € vermeerderd met 6 € per aantal kW boven 500 kW.

Het maximumbedrag van de premie is 12.500 €.

§ 7. Een premie van 75 % van de investering met een maximum van 1.500 € wordt toegekend bij installatie van een warmtepomp voor de verwarming van een nieuwe woning.

Deze warmtepomp voldoet aan de criteria bedoeld in bijlage I, en de nieuwe woning voldoet aan de verluchttingscriteria overeenkomstig de vigerende wetgeving, haar totale niveau van thermische isolatie K is lager dan of gelijk aan 45 of de behoeften aan verwarmingsenergie, niveau Be, zijn lager dan 375 MJ per m² verwarmde vloer per jaar.

De reversibele warmtepompen voor de klimaatregeling van de gebouwen komen niet in aanmerking voor de premie.

De niveaus K en Be worden berekend volgens de methodes opgenomen in de artikels 406 tot 413 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Erfgoed.

Een premie van 75 % van de investering met een maximum van 750 € wordt toegekend bij installatie van een warmtepomp voor de verwarming van het sanitaire water van een woning. De warmtepomp voldoet aan de criteria bedoeld in bijlage I.

§ 8. Een premie wordt toegekend voor de installatie van een kwalitatieve micro-warmtekrachtkoppeling of warmtekrachtkoppeling installatie die een besparing oplevert van minstens 10 % kooldioxide ten opzichte van de kooldioxide-uitstoot afkomstig van de afzonderlijke producties van dezelfde hoeveelheden warmte en elektriciteit in moderne referentie-installaties waarvan de jaarlijkse bedrijfsrendementen elk jaar worden vastgelegd en gepubliceerd door de CWAPE. De in aanmerking genomen warmte is de nuttige warmte, namelijk de warmte die effectief gebruikt wordt voor warmtebehoeften buiten het proces van warmtekrachtkoppeling.

Het bedrag van de premie is gelijk aan 20 % van het factuurbedrag met een maximum van 15.000 € per installatie.

§ 9. Een premie wordt toegekend voor alle werkzaamheden van warmteregeling in een bestaande woning, namelijk de installatie van een systeem dat voorrang geeft aan het sanitair warmwater, van thermostatische kleppen, van een omgevingsthermostaat met klok en/of van een buitensonde uitgevoerd door een geregistreerde aannemer in een elk soort gebouw waarvoor de stedenbouwkundige vergunning vóór 1 december 1996 verleend werd.

Deze premie bedraagt 30 % van de factuur en is beperkt tot 5.000 € per gebouw.

§ 10. Een premie wordt toegekend voor de vervanging van de elektrische verwarming van sociale woningen door aardgasverwarming, hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling.

De premie wordt toegekend bij naleving van de volgende voorwaarden :

- uitvoering van een energieaudit door een auditor erkend in het kader van de AMURE of UREBA programma's; het auditverslag moet voorstellen bevatten ter verbetering van de energieprestaties;
- het totaal van de premies toegekend krachtens dit besluit en andere wettelijke of reglementaire bepalingen mag niet hoger zijn dan het totaalbedrag van de werkzaamheden;
- de vereiste uitbreiding van het net om de sociale woningen aan te sluiten is geen economisch gerechtvaardigde uitbreiding zoals bepaald door of krachtens artikel 32, 3^o, b, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt.

Het bedrag van de premie is gelijk aan :

- 30 % van het bedrag van de auditfactuur;

- 75 % van de installatie, vermeerderd met 50 % van de uitbreidingskosten beperkt tot 150 meter en de kostprijs van de aansluiting, met uitzondering van de kosten voor de individuele standaardaansluiting of de kosten die ten laste vallen van de netbeheerder krachtens de verplichtingen van openbare dienstverlening. De vermeerdering van de premie betreffende de tenlasteneming van 50 % van de uitbreidingskosten beperkt tot 150 meter kan eventueel worden gestort aan de netbeheerder die de werkzaamheden uitvoert.

- De premie is beperkt tot 20.000 € per installatie voor een appartementsgebouw en tot 8.000 € per installatie voor een eengezinswoning.

- Deze premie mag niet gecumuleerd worden met de premies bedoeld in de paragrafen 6 tot 9 van dit artikel. Niettemin moeten de technische voorwaarden opgelegd krachtens de artikelen 5, § 2, en 13, § 6, 8 en 9 worden nageleefd.

In de zin van deze paragraaf verstaat men onder installatie elke uitrusting of leiding die noodzakelijk is voor de verwarming of warmteregeling van het gebouw, plaatsing inbegrepen.

- Het verkrijgen van de premie bedoeld in het derde lid, tweede streepje, vereist het voorafgaande akkoord van de administratie.

§ 11. Een opdrachtovereenkomst wordt afgesloten tussen het Gewest, vertegenwoordigd door de Minister bevoegd voor Energie en de erkende onafhankelijke laboratoria voor de metingen en/of controles in situ uitgevoerd in het kader van artikel 13, § 1, laatste lid, en § 3, laatste lid.

Afdeling 2 — Maatregelen voor elektrische installaties

Art. 14. Binnen de grenzen van de budgettaire kredieten kan de aanvrager een premie verkrijgen waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden als volgt zijn vastgelegd.

§ 1. Een premie wordt toegekend voor de hele of gedeeltelijke vervanging van een verlichtingssysteem dat een gecombineerde verbetering van de fotometrische en energieprestaties van het verlichtingssysteem mogelijk maakt waarvan het geïnstalleerde vermogen na de werkzaamheden niet meer bedraagt dan :

- 3 W/m² per 100 lux in sporthallen en zwembaden;

- 2,5 W/m² per 100 lux in kantoren en schoollokalen;

- 3 W/m² per 100 lux in lokalen voor ziekenhuisgebruik;

- tussen 3 W/m² per 100 lux in een lage en brede gang (min. 30 m x 2 m x 2,8 m) en 8,5 W/m² per 100 lux in een hoge en smalle gang (min. 30 m x 1 m x 3,5 m);

- 2,5 W/m² per 100 lux in andere lokalen.

Het geïnstalleerde materiaal moet voorzien zijn van de ENEC-certificatie.

In geval van verlichtingstoestellen uitgerust met fluorescerende lampen of ontladingslampen, worden deze uitsluitend uitgerust met elektronische ballasts.

Het bedrag van de premie is gelijk aan :

- 10 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerd vermogen tussen 10 en 30 %;

- 20 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerd vermogen tussen 30 en 50 %;

- 30 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerd vermogen boven 50 %;

Het bedrag van de premie is beperkt tot 10.000 € per technische exploitatie-eenheid.

§ 2. Een premie wordt toegekend voor de installatie van :

1° een snelheidsvariator met frequentievariatie op een compressor, een ventilatiesysteem en een pomp.

2° een compressor, pomp en ventilatiesysteem uitgerust met een snelheidsvariator met frequentievariatie.

De gerealiseerde energiebesparing moet ten minste 10 % bedragen.

De snelheidsvariator of de compressor, de pomp en het ventilatiesysteem uitgerust met een geïntegreerde frequentievariator moeten het EG-label dragen en voldoen aan het koninklijk besluit van 18 mei 1994 betreffende de elektromagnetische compatibiliteit en aan het koninklijk besluit van 23 maart 1977 dat de veiligheids garanties bepaalt waaraan sommige elektrische machines, toestellen en leidingen moeten voldoen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1987.

Voor de installaties bedoeld in het eerste lid, 1°, bedraagt de premie 100 € per kW nominaal vermogen van de motor en is ze beperkt tot 50 % van de factuur en 5.000 € per technische exploitatie-eenheid.

Voor de installaties bedoeld in het eerste lid, 2°, bedraagt de premie 100 € per kW nominaal vermogen van de motor en is ze beperkt tot 50 % van het prijs-supplement dat te wijten is aan de frequentievariator en 5.000 € per technische exploitatie-eenheid.

§ 3. Een premie wordt toegekend voor de installatie van een inrichting voor kouderegelung en voor optimalisatie van de ontdooiingscycli, op voorwaarde dat een energiebesparing gerealiseerd wordt van minstens 20 %. Het gaat om een inrichting die de cycli van de compressoren controleert en die de ontdooiingscycli optimaliseert.

De premie bedraagt 1.250 € per koudegroep van minstens 15 kW die met deze inrichting is uitgerust.

§ 4. Een premie wordt toegekend voor de analyse van het elektriciteitsverbruik van een technische exploitatie-eenheid die minstens 20 000 kWh per jaar verbruikt. De analyse van het elektriciteitsverbruik bestaat uit de registratie van de elektriciteitsleveringen gedurende twee weken, het opstellen van het auditverslag door een auditor erkend in het kader van de programma's AMURE en UREBA en de aanduiding van de voornaamste mogelijkheden voor energiebesparing (technische maatregelen en investeringen), hun kost en de besparingen op energetisch en financieel vlak.

Het bedrag van de premie is gelijk aan 50 % van het bedrag van de factuur betreffende de analyse en is beperkt tot 1.000 €.

§ 5. Een premie wordt toegekend bij installatie door een geregistreerd aannemer van een beheerssysteem van de elektrische verlichtings en apparatuurinstallaties lager dan 20 kWh per apparaat en die het automatisch regelen of uitschakelen van de elektrische uitrusting van elk gebouw mogelijk maakt.

He bedrag van de premie is gelijk aan 30 % van het bedrag van de factuur, met een maximum van 15.000 € per technische exploitatie-eenheid.

Afdeling 3 — Isolatiemaatregelen

Art. 15. Binnen de grenzen van de budgettaire kredieten kan de aanvrager in geval van renovatie een premie verkrijgen waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden als volgt zijn vastgelegd :

§ 1. Een premie wordt toegekend voor de thermische isolatie van het dak of het dakgebinte uitgevoerd door een geregistreerd aannemer met een isolatiemateriaal dat een thermische weerstandscoefficiënt R heeft van meer dan of gelijk aan $3 \text{ m}^2 \text{ K/W}$. Deze thermische weerstandscoefficiënt R wordt verkregen door de dikte van het isolatiemateriaal, d (m), te delen door de thermische geleidbaarheid van het materiaal, (W/mK). Het isolatiemateriaal kan in verscheidene lagen worden aangebracht. In dit geval moet de optelsom van de weerstand van de verschillende lagen hoger zijn dan $3 \text{ m}^2 \text{ K/W}$.

Het bedrag van de premie is gelijk aan 30 % van de factuur en is beperkt tot 5.000 € per gebouw.

§ 2. Een premie wordt toegekend voor de thermische isolatie van de muren die in contact staan met de buitenlucht of een niet verwarmde of niet tegen vorst beschermde ruimte, uitgevoerd door een geregistreerd aannemer met een isolatiemateriaal waarmee een totale transmissiecoëfficiënt U van de wand bereikt kan worden van minder dan $0,6 \text{ W/m}^2\text{K}$.

Het bedrag van de premie is gelijk aan 30 % van de factuur en is beperkt tot 5.000 € per gebouw.

§ 3. Een premie wordt toegekend voor de thermische isolatie van vloeren, uitgevoerd door een geregistreerd aannemer met een isolatiemateriaal waarmee een totale transmissiecoëfficiënt U van de vloer bereikt kan worden van minder dan $0,6 \text{ W/m}^2\text{K}$.

Het bedrag van de premie is gelijk aan 30 % van de factuur en is beperkt tot 5.000 € per gebouw.

§ 4. Een premie wordt toegekend voor de vervanging van enkele ruiten door dubbele ruiten met hoog rendement waarmee een totale transmissiecoëfficiënt U, voor raamlijsten en ruiten samen, bereikt kan worden van minder dan of gelijk aan $2,0 \text{ W/m}^2\text{K}$. Bij vervanging van de raamlijsten wordt de premie berekend op basis van de buitenafmetingen van de raamlijst.

De werkzaamheden moeten worden uitgevoerd door een geregistreerd aannemer. Het bedrag van de premie is gelijk aan 30 % van de factuur en is beperkt tot 5.000 € per gebouw.

§ 5. De premies bedoeld in de paragrafen 2 en 3 zullen slechts worden toegekend na uitvoering van een energieaudit conform de procedure vermeld in artikel 17. De energieaudit moet het nut van de wandisolatie bedoeld in de paragrafen 2 en 3 bevestigen en, desgevallend, de waarde van de thermische weerstandscoefficiënt R van het materiaal dat er moet voor zorgen dat de wand overeenstemt met de totale transmissiecoëfficiënt U_{max} bedoeld in de paragrafen 2 en 3. Deze coëfficiënt R is hoger dan of gelijk aan $1 \text{ m}^2 \text{ K/W}$.

Art. 16. Binnen de grenzen van de budgettaire kredieten kan de aanvrager met een statuut van zelfstandige in geval van isolatiewerkzaamheden in het gebouw waar hij zijn beroep uitoefent en waarvan, in geval van gemengd gebruik, het deel waar de isolatiewerkzaamheden plaatsvinden en dat voorbehouden is aan de beroepsactiviteiten 70 % van de globale oppervlakte van de werken overschrijdt, een premie verkrijgen waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden als volgt zijn vastgelegd voor zover de bouwvergunning is toegekend vóór 1 december 1996 :

§ 1. Een premie wordt toegekend voor de thermische isolatie van het dak of het dakgebinte uitgevoerd door een geregistreerd aannemer. Met de thermische isolatie van deze wanden kan een totale transmissiecoëfficiënt van de wand bereikt worden dat lager is dan of gelijk aan $0,3 \text{ W/m}^2\text{K}$.

Het bedrag van de premie is gelijk aan 20 % van de factuur en is beperkt tot 5.000 € per gebouw.

§ 2. Een premie wordt toegekend voor de thermische isolatie van de ondoorzichtige muren en wanden, uitgevoerd door een geregistreerd aannemer. Met de thermische isolatie kan een totale transmissiecoëfficiënt van de wand bereikt worden dat lager is dan of gelijk aan :

- $0,5 \text{ W/m}^2\text{K}$ voor de ondoorzichtige muren en wanden tussen het beschermd volume en de buitenlucht of tussen het beschermd volume en een niet verwarmde tegen vorst beschermde ruimte.

- $0,7 \text{ W/m}^2\text{K}$ voor de ondoorzichtige muren en wanden tussen het beschermd volume en een niet-verwarmde tegen vorst beschermde ruimte.

- $0,7 \text{ W/m}^2\text{K}$ voor de ondoorzichtige muren en wanden tussen het beschermd volume en de bodem.

Het bedrag van de premie is gelijk aan 20 % van de factuur en is beperkt tot 5.000 € per gebouw.

§ 3. Een premie wordt toegekend voor de thermische isolatie van vloeren, uitgevoerd door een geregistreerd aannemer. Met de thermische isolatie kan een totale transmissiecoëfficiënt van de wand bereikt worden dat lager is dan of gelijk aan :

- $0,5 \text{ W/m}^2\text{K}$ voor de vloeren tussen het beschermd volume en de buitenlucht of tussen het beschermd volume en een niet verwarmde tegen vorst beschermde ruimte.

- $0,6 \text{ W/m}^2\text{K}$ voor de vloeren tussen het beschermd volume en een niet-verwarmde tegen vorst beschermde ruimte.

- $1,0 \text{ W/m}^2\text{K}$ voor de vloeren tussen het beschermd volume en de bodem.

Het bedrag van de premie is gelijk aan 20 % van de factuur en is beperkt tot 5 000 € per gebouw.

§ 4. Een premie wordt toegekend voor de vervanging van enkele ruiten door dubbele ruiten met hoog rendement waarmee een totale transmissiecoëfficiënt U , voor raamljsten en ruiten samen, bereikt kan worden van minder dan of gelijk aan $2,0 \text{ W/m}^2\text{K}$. Bij vervanging van de raamljsten wordt de premie berekend op basis van de buitenafmetingen van de raamljst.

De werkzaamheden moeten worden uitgevoerd door een geregistreerd aannemer. Het bedrag van de premie is gelijk aan 30 % van de factuur en is beperkt tot 5.000 € per gebouw.

§ 5. De premies bedoeld in de paragrafen 2 en 3 zullen slechts worden toegekend na uitvoering van een energieaudit conform de procedure vermeld in artikel 18. De energieaudit moet het nut van de wandisolatie bedoeld in de paragrafen 2 en 3 bevestigen en, desgevallend, de waarde van de thermische weerstandcoëfficiënt R van het materiaal dat er moet voor zorgen dat de wand overeenstemt met de totale transmissiecoëfficiënt U_{max} bedoeld in de paragrafen 2 en 3. Deze coëfficiënt R is hoger dan of gelijk aan $1 \text{ m}^2\text{K/W}$.

Afdeling 4 — Thermische en energieaudits

Art. 17. Deze afdeling is niet van toepassing op de rechtspersonen die in aanmerking komen voor het programma AMURE.

Art. 18. Binnen de grenzen van de budgettaire kredieten kan de aanvrager een premie verkrijgen waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden als volgt zijn vastgelegd :

§ 1. De uitvoering van een volledige energieaudit van elk soort bestaand gebouw voorzover het auditverslag tenminste vermeldt :

- de prestatie van de isolatie van het gebouw, namelijk niveau K of niveau Be;
- een gedetailleerd overzicht van de thermische prestaties van de verschillende wanden;
- de prestatie van het verwarmingssysteem;
- becijferde verbeteringen betreffende de isolatie van het gebouw of de systemen.

De audit moet worden uitgevoerd door een auditor erkend in het kader van de programma's AMURE of UREBA.

Het bedrag van de premie is gelijk aan 50 % van het factuurbedrag (of van de ereloonnota) en is beperkt tot 1.000 € per gebouw.

§ 2. De uitvoering van een thermografie van elk soort bestaand gebouw voorzover ze vergezeld gaat van een verslag dat de mogelijke verbeteringen aan de isolatie van het gebouw vermeldt en dat deze thermografie wordt gevoegd bij de audit bedoeld in § 1.

Het bedrag van de premie is gelijk aan 50 % van het factuurbedrag (of van de ereloonnota) betreffende de thermografie en is beperkt tot 700 € per gebouw.

Art. 19. Binnen de grenzen van de budgettaire kredieten kunnen de schoolinrichtingen van het kleuter-, lager, gemiddeld, normaal-, technisch, artistiek en bijzonder onderwijs die een subsidie hebben gekregen voor het uitvoeren van een audit in het kader van het programma UREBA, een premie krijgen waarvan het bedrag wordt vastgelegd op 30 % van de in aanmerking komende kost van de audit zoals bepaald in artikel 3, § 2, *b*, van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003, beperkt tot 1.000 € per gebouw.

Afdeling 5 — Verluchtingssysteem met warmterecuperator

Art. 20. Binnen de grenzen van de budgettaire kredieten kan de aanvrager een premie van 75 % van de investering (maximum 1.500 €) verkrijgen bij de installatie, in een woning, van een verluchtingssysteem met warmterecuperator die aan volgende criteria voldoet :

- het totale niveau van thermische isolatie K van de woning is lager dan of gelijk aan 45 of de behoeften aan verwarmingsenergie, niveau Be, zijn lager dan 375 MJ per m^2 verwarmde vloer per jaar;
- de woning is uitgerust met een ander verwarmingssysteem dan elektriciteit, een warmtepomp die voldoet aan de technische voorwaarden bepaald voor de toekenning van de premie bedoeld in artikel 13, § 7, of die deel uitmaakt van een nieuwe woning die het attest "construire avec l'énergie" (bouwen met energie) verkregen heeft, wordt niet beschouwd als een elektrisch verwarmingssysteem;
- de woning is niet uitgerust met een elektrisch airconditioningsysteem;
- de verluchting behoort tot het type "mechanisch verluchtingsstelsel controle D" met warmterecuperator door middel van een warmtewisselaar met tegenstroom;
- het hele verluchtingssysteem moet voldoen aan de eisen van de norm NBN D 50 001;
- de thermische wisselaar moet een minimum rendement van 85 % vertonen overeenkomstig de norm NBN EN 308;
- de installateur moet in situ het vermogen aan de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen meten om de installatie juist te regelen.

De niveaus K en Be worden berekend volgens de methodes opgenomen in de artikelen 406 tot 413 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Erfgoed.

De installatie moet worden uitgevoerd door een geregistreerd aannemer.

Afdeling 6 — Sanitair warmwatergeneratoren

Art. 21. § 1. Binnen de grenzen van de budgettaire kredieten kan de aanvrager een premie verkrijgen bij installatie van een condensatie warmwatergenerator met EG-label België en die met aardgas werkt (categorieën 12E+, 12 E(S)B of 12 ERB).

Het bedrag van de premie is gelijk aan 25 € per kW met een maximum van 12.500 € per installatie.

§ 2. Een premie wordt toegekend bij installatie van een toestel voor ogenblikkelijk heet water op gas zonder waakvlam, met modulerende vlam en met dubbele flux. Het toestel moet behoren tot de categorie 12E+ met EG label België

De premie bedraagt 75 € voor de installaties waarvan het nominaal debiet maximum 10 liter per minuut bedraagt en van 125 € voor de installaties waarvan het nominaal debiet hoger ligt dan 10 liter per minuut.

HOOFDSTUK II. — *Procedures en voorwaarden voor de uitkering van de premies*

Art. 22. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 13, §§ 1 tot 6, en in artikel 14, §§ 1 tot 3, dient het dossier dat de aanvrager bij zijn elektriciteits- of gasleverancier indient te bestaan

uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de leverancier of de administratie;
- het origineel of een fotokopie van de factuur voor de investeringen en de prestaties, met het adres van de woning waar de werkzaamheden zijn uitgevoerd; deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan", van de handtekening en, desgevallend, van de stempel van de verkoper of de aannemer; de technische kenmerken van de toestellen worden op de factuur vermeld of, bij gebreke daarvan, op een nota van de verkoper die bij de factuur gaat, zodat kan worden nagegaan of de technische criteria in acht genomen worden;
- voor de premies bedoeld in artikel 13, §§ 1 tot 4, en in artikel 14, §§ 2 en 3, een technische berekeningsnota die het mogelijk maakt de verwachte energiebesparing in kWh te evalueren; voor de premie bedoeld in artikel 14, § 1, worden de fotometrische verbetering van de verlichting en de vermindering van het geïnstalleerd vermogen alsook het geïnstalleerd vermogen per m²/100 lux bepaald;
- voor de premies bedoeld in artikel 13, § 1 en § 3, in geval van premie hoger dan 2.000 € het verslag van het erkende onafhankelijke laboratorium;
- voor de industriële installaties die aardgas gebruiken, een verklaring op erewoord om te bevestigen dat de installatie vakkundig werd uitgevoerd;
- voor de overige installaties met aardgas, een kopie van het proces-verbaal van oplevering van de installatie door de controle-instelling erkend voor de controle op installaties voor aardgas of een kopie van het gelijkvormigheidsattest van de installatie opgesteld door de gehabiteerde installateur, samen met een kopie van zijn habilitatiegetuigschrift, al naargelang het geval.

Art. 23. § 1. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 13, §§ 7 tot 9, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- het origineel of een fotokopie van de factuur voor de investeringen en de prestaties, met het adres van de woning waar de werkzaamheden zijn uitgevoerd; deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan", van de handtekening en, desgevallend, van de stempel van de verkoper of de aannemer; de technische kenmerken van de toestellen worden op de factuur vermeld of, bij gebreke daarvan, op een nota van de verkoper die bij de factuur gaat, zodat kan worden nagegaan of de technische criteria in acht genomen worden;
- voor de installatie bedoeld in § 7, eerste lid, een nota van de architect met een beschrijving van het geplaatste verlichtingssysteem en een attest opgesteld door de architect met de totale waarde van het niveau van de thermische isolatie K of het niveau van de energiebehoeften Be; dit attest gaat vergezeld van het formulier met de berekening van de vermelde coëfficiënt en een document met de beschrijving van de wanden van de woning;
- voor de installatie bedoeld in § 8, een technische berekeningsnota die het mogelijk maakt de verwachte energiebesparing in kWh en de besparing van de kooldioxide te evalueren, alsook de kennisgeving van de aanvaardingsbeslissing van de CWAPE betreffende de voorafgaandelijke aanvraag tot toekenning van groene certificaten;
- voor de installatie bedoeld in § 8, indien ze aardgas gebruikt, een kopie van het proces-verbaal van oplevering van de installatie door de controle-instelling die erkend is voor de controle op installaties voor aardgas of een kopie van het gelijkvormigheidsattest van de installatie opgesteld door de gehabiteerde installateur, samen met een kopie van zijn habilitatiegetuigschrift, al naargelang het geval; voor de industriële installatie die aardgas gebruiken, een verklaring op erewoord om te bevestigen dat de installatie vakkundig werd uitgevoerd;
- voor de installatie bedoeld in § 9, een technische berekeningsnota die het mogelijk maakt de verwachte energiebesparing in kWh te evalueren.

Art. 24. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 13, § 10, dient het door de aanvrager voor vereffening bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- een kopie van het auditverslag;
- een kopie van de auditfactuur (of onkostennota); deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan" en van de handtekening van de auditor;
- een kopie van de kennisgeving van de toekenning van de subsidie verkregen in het kader van het programma AMURE;
- een kopie van het voorafgaandelijk akkoord van de administratie zoals voorzien in artikel 13, § 10;
- het origineel of een fotokopie van de factuur voor de investeringen en de prestaties met het adres van de woning waar de werkzaamheden zijn uitgevoerd; deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan", van de handtekening en, desgevallend, de stempel van de verkoper of de aannemer; de technische kenmerken van de toestellen worden op de factuur vermeld of, bij gebreke daarvan, op een nota van de verkoper die bij de factuur gaat, zodat kan worden nagegaan of de technische criteria in acht genomen worden;
- indien het gaat om een installatie die aardgas gebruikt, een kopie van de notulen van oplevering van de installatie door de controle-instelling die erkend is voor de controle op installaties voor aardgas of een kopie van het gelijkvormigheidsattest van de installatie opgesteld door de gehabiteerde installateur, samen met een kopie van zijn habilitatiegetuigschrift, al naargelang het geval;
- indien nodig, een kopie van de factuur voor de uitbreiding en aansluiting op het gasnet die niet onder de verplichtingen van openbare dienstverlening vallen, vergezeld van een berekeningsnota met :
 - * de details van de kosten i.v.m. de opdracht van openbare dienstverlening,
 - * de details van de extra kosten.

Art. 25. § 1. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 14, § 4, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- het origineel of een fotokopie van de factuur betreffende de uitgevoerde prestaties; deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan", van de handtekening en, desgevallend, de stempel van de dienstverlener;
- een kopie van het auditverslag.

§ 2. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 14, § 5, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- het origineel of een fotokopie van de factuur voor de investeringen en de prestaties met het adres van de woning waar de werkzaamheden zijn uitgevoerd; deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan", van de handtekening en, desgevallend, de stempel van de verkoper of de aannemer; de technische kenmerken van de toestellen worden op de factuur vermeld of, bij gebreke daarvan, op een nota van de verkoper die bij de factuur gaat, zodat kan worden nagegaan of de technische criteria in acht genomen worden;
- een technische berekeningsnota die het mogelijk maakt de verwachte energiebesparing in kWh te evalueren.

Art. 26. § 1. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 15, § 1, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- het origineel of een fotokopie van de factuur voor de investeringen en de prestaties met het adres van de woning waar de werkzaamheden zijn uitgevoerd; deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan", van de handtekening en, desgevallend, de stempel van de verkoper of de aannemer;
- een berekeningsnota die het mogelijk maakt na te gaan of de technische criteria in acht genomen worden.

§ 2. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 15, §§ 2 en 3, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- een fotokopie van de voorafgaandelijk uitgevoerde energieaudit;
- een berekeningsnota waaruit blijkt dat de voor bedoelde wanden opgelegde globale transmissiecoëfficiënt d.m.v. het gebruikte isolatiemateriaal gehaald kan worden;
- het origineel of een fotokopie van de factuur voor de materialen en/of de prestaties met het adres van de woning waar de werkzaamheden zijn uitgevoerd; deze factuur moet vergezeld gaan van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan" en van de handtekening van de verkoper of aannemer.

§ 3. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 15, § 4, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- het origineel of een fotokopie van de factuur voor de materialen en/of de prestaties met het adres van de woning waar de werkzaamheden zijn uitgevoerd; deze factuur moet vergezeld gaan van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan" en van de handtekening van de verkoper of aannemer.

Art. 27. § 1. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 16, § 1, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- het origineel of een fotokopie van de factuur voor de investeringen en de prestaties met het adres van de woning waar de werkzaamheden zijn uitgevoerd; deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan", van de handtekening en, desgevallend, de stempel van de verkoper of de aannemer;
- een berekeningsnota die het mogelijk maakt na te gaan of de technische criteria in acht genomen worden.

§ 2. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 16, §§ 2 en 3, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- een fotokopie van de voorafgaandelijk uitgevoerde energieaudit;
- een berekeningsnota waaruit blijkt dat de voor bedoelde wanden opgelegde globale transmissiecoëfficiënt d.m.v. het gebruikte isolatiemateriaal gehaald kan worden;
- het origineel of een fotokopie van de factuur voor de materialen en/of de prestaties met het adres van het gebouw waar de werkzaamheden zijn uitgevoerd; deze factuur moet vergezeld gaan van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan" en van de handtekening van de verkoper of aannemer.

§ 3. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 16, § 4, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- het origineel of een fotokopie van de factuur voor de materialen en/of de prestaties met het adres van de woning waar de werkzaamheden zijn uitgevoerd; deze factuur moet vergezeld gaan van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan" en van de handtekening van de verkoper of aannemer.

Art. 28. § 1. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 18, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- een fotokopie van de factuur (of van de ereloonnota) voor de uitgevoerde prestaties met het adres van de woning waar de audit uitgevoerd werd; deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan" en van de handtekening van de auteur van de audit;
- het auditverslag met de gegevens bedoeld in artikel 18;
- desgevallend, het thermografiedossier en het verslag bedoeld in artikel 18, § 2.

§ 2. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 19, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- een kopie van de kennisgeving van de toekenning van de subsidie verkregen in het kader van het programma UREBA.

Art. 29. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 20, dient het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de administratie;
- een attest opgesteld door de architect met de totale waarde van het niveau van de thermische isolatie K of het niveau van de energiebehoeften Be; het attest gaat vergezeld van het formulier met de berekening van de vermelde coëfficiënt en van een document waarin de wanden van de woning beschreven worden;
- het origineel of een fotokopie van de factuur voor de investeringen en de prestaties met het adres waar de werkzaamheden zijn uitgevoerd; deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan", van de handtekening en, desgevallend, de stempel van de verkoper of de aannemer;
- een verslag van de in situ door de installateur uitgevoerde metingen van het vermogen aan de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen waarin het systeem waarmee het vermogen werd gemeten, nader bepaald wordt.

Art. 30. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 21, dient het door de aanvrager bij zijn gasleverancier ingediende dossier te bestaan uit :

- het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de leverancier of de administratie;
- het origineel of een fotokopie van de factuur voor de investeringen en de prestaties met het adres van de woning waar de werkzaamheden zijn uitgevoerd; deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan", van de handtekening en, desgevallend, de stempel van de verkoper of de aannemer; de technische kenmerken van de toestellen worden op de factuur vermeld of, bij gebreke daarvan, op een nota van de verkoper die bij de factuur gaat, zodat kan worden nagegaan of de technische criteria in acht genomen kunnen worden;
- als het gaat om industriële installaties die aardgas gebruiken, een verklaring op erewoord om te bevestigen dat de installatie vakkundig werd uitgevoerd;
- voor de overige installaties met aardgas, een kopie van het proces-verbaal van oplevering van de installatie door de controle-instelling erkend voor de controle op installaties voor aardgas of een kopie van het gelijkvormigheidsattest van de installatie opgesteld door de gehabiteerde installateur, samen met een kopie van zijn habilitatiegetuigschrift, al naargelang het geval.

HOOFDSTUK III. — *Maximumbedragen*

Art. 31. § 1. Behalve voor de maatregel bedoeld in artikel 13, § 10, mag het maximumbedrag van de premies uitgekeerd overeenkomstig titel III niet hoger zijn dan :

- 12.500 € per jaar en per technische exploitatie-eenheid;
- 15.000 € per jaar en per technische exploitatie-eenheid in geval van installatie van een kwalitatieve warmtekrachtkoppelinginstallatie bedoeld in artikel 13, § 8, en van een beheerssysteem van de elektrische installaties bedoeld in artikel 14, § 5.

§ 2. Wanneer de aanvrager bedoeld in artikel 12 belast wordt met het beheer van een appartementsgebouw, wordt het overeenkomstig deze titel gestorte bedrag van de premies berekend voor het gebouw in zijn geheel.

Art. 32. Dit besluit valt onder de minimisregels bedoeld in artikel 2 van het Reglement (EG) nr. 69/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van artikelen 87 en 88 van het EG-verdrag inzake de minimissteun. De begunstigde geeft de administratie kennis van elke onder de minimisregels vallende openbare tegemoetkoming waarvoor hij in de loop van de drie vorige jaren in aanmerking is gekomen.

Titel IV. — Algemene modaliteiten

HOOFDSTUK I. — *Geldigheid van de premies*

Art. 33. De premies worden toegekend voor elke in aanmerking komende actie uitgevoerd tussen 1 maart 2005 en 31 december 2005. De in aanmerking genomen datum voor dit criterium is de factuurdatum die de uitvoering van de betreffende actie bevestigt of desgevallend de datum van de voorlopige oplevering.

Art. 34. Indien het beschikbare budget te snel opgebruikt zou worden en dreigt op te raken, zal de administratie een bericht publiceren in het *Belgisch Staatsblad*, in de media die het Waals Gewest bestrijken en op de website Energie van het Waalse Gewest. Dit bericht zal de periode vermelden waarin de facturen bedoeld in artikel 33 nog in aanmerking komen voor bedoelde premie. Deze periode mag niet korter zijn dan twee weken na de datum van publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 35. Om voor een premie in aanmerking te komen, moeten de toestellen, installaties of materialen bedoeld in dit besluit geplaatst worden in elk soort gebouw of op een technische exploitatie-eenheid gevestigd in het Waalse Gewest en moeten de in dit besluit bedoelde prestaties betrekking hebben op een elk soort gebouw of technische exploitatie-eenheid gevestigd in het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK II. — *Administratieve follow-up.*

Art. 36. Elke leverancier dient de administratie tegen de 10e van elke maand een elektronisch bestand te bezorgen, verstuurd per e-mail, met verzoek om ontvangstbevestiging. Dit bestand zal, gesorteerd per maatregel, de lijst van premies bevatten die de maand voordien zijn uitgekeerd, alsook de gedetailleerde gegevens ervan.

Art. 37. § 1. Wat betreft de premies bedoeld in Titel II, heeft de aanvrager een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de factuurdatum of de datum van de voorlopige oplevering van de woning, om zijn dossier in te dienen bij zijn leverancier of bij de administratie volgens het geval.

Wat betreft de premies bedoeld in Titel III, beschikt de aanvrager over een termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de factuurdatum of de datum van voorlopige oplevering, al naar gelang het geval, om zijn dossier bij de administratie in te dienen.

§ 2. De leverancier of de administratie, al naargelang het geval, zal de aanvrager binnen 10 werkdagen na ontvangst van de aanvraag een ontvangstbewijs toesturen.

De leverancier of de administratie, al naar gelang het geval, zal de aanvrager binnen 100 werkdagen na ontvangst van de aanvraag een brief toesturen i.m.v. de opvolging van zijn aanvraag.

Als de leverancier of de administratie om bijkomende informatie verzoekt, beschikt de aanvrager over 30 werkdagen om die mee te delen.

De premie wordt betaald binnen 50 werkdagen na de kennisgeving van de goedkeuring van de aanvraag.

Titel V. — Slotbepalingen

Art. 38. Bijlage I, waarin de technische toekenningscriteria van de premie bedoeld in de artikelen 5, § 1 en 13, § 7 bepaald worden, maakt noodzakelijk deel uit van dit besluit.

Art. 39. Artikel 17 van het ministerieel besluit van 10 december 2003 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik wordt gewijzigd als volgt: "De premies worden toegekend voor elke in aanmerking komende actie uitgevoerd tussen 1 januari 2004 en 28 februari 2005. De in aanmerking genomen datum voor dit criterium is de factuurdatum die de uitvoering van de betreffende actie bevestigt".

Art. 40. Het ministerieel besluit van 10 december 2003 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik wordt bij dit besluit opgeheven op de datum van zijn inwerkingtreding.

Art. 41. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2005.

Namen, 11 april 2005.

A. ANTOINE

BIJLAGE

WARMTEPOMP VOOR DE PRODUCTIE VAN SANITAIR WARMWATER (WP PSW)

1.a. Energiewinning

De energiewinning gebeurt exclusief via een verdampers in de bodem, in de vorm van een horizontale leidingbundel.

De buisbundel bestaat uit koelbestendig uitgedoogd koper dat door een polymeer tegen corrosie beschermd is. De leidingbundel wordt op een minimale diepte van 60 cm begraven en de afstand tussen de leidingen bedraagt minstens 50 cm. Het warmtevoerende medium stroomt rechtstreeks in de koperen leidingen. De lengte van de leidingen bedraagt minstens 0,1 m per watt compressorvermogen onder de voorwaarden vermeld in punt 1.d.

De door de verdampers gedekte oppervlakte bedraagt minstens 15 m².

1.b. Energielozing

De energielozing gebeurt in een warmtewisselaar die rechtstreeks of onrechtstreeks in contact is met het sanitair warmwater.

De warmteopslagballon beschikt over een opslagcapaciteit van minstens 300 liter voor een normaal gebruik per 4 inwoners. Deze capaciteit wordt verhoogd met 75 liter per bijkomende inwoner. De ballon wordt verticaal geplaatst en de verhouding hoogte/omtrek bedraagt minstens 2 om een juiste stratificatie te hebben. De ballon wordt tegen corrosie beschermd en minstens 5 jaar gewaarborgd. Hij wordt ook met een stroombestendigheid uitgerust voor de periodieke anti-salmonella behandeling, alsook met de klassieke veiligheidsgroep.

De opslag van het sanitair warmwater gebeurt op een temperatuur van maximum 60 °C.

1.c. Type warmtepomp

Voor het sanitair warmwater komt uitsluitend de warmtepomp van het type GROND-fl/WATER met een horizontale grondwisselaar in aanmerking voor de toekenning van een premie overeenkomstig het energiefonds van het Waalse Gewest.

De afmetingen van de warmtepomp, compressor en wisselaar, moeten een volledige lading van de ballon van 20 tot 60 °C over een periode van 9 uur toelaten om het gebruik tijdens de stille uren te optimaliseren.

De uurteller en de elektrische teller worden op de warmtepomp aangebracht.

1.d. Minimale perstaties

De WP-PSW installatie heeft een minimale prestatiecoëfficiënt van 2,5 onder de volgende voorwaarden :

verdampingstemperatuur van $-7\text{ }^{\circ}\text{C}$

warmwater temperatuur aan de ingang van de condensator van $45\text{ }^{\circ}\text{C}$.

De prestatiecoëfficiënt wordt bepaald volgens de norm NBN EN 255 (uitgave 1977)

WARMTEPOMP VOOR DE VERWARMING VAN EEN WONING

De reversibele warmtepompen voor de klimaatregeling van de gebouwen komen niet in aanmerking voor de premie. De afmeting van de warmtepomp installatie moet rekening houden met het gehele warmteverlies van de woning.

2.a Energiewinning

De dynamische winning in de atmosferische lucht of de waterwinning (rivier, meer, vijver, waterput, grondwater,...) komt niet in aanmerking voor de premie.

Statische winning in de atmosferische lucht

De roestvrije buitenwisselaar heeft een wisselvlakte van minstens $1\text{ m}^2/\text{kW}$ verlies per woning voor de minimale buitentemperatuur van de gebruikte plaats. De warmtepomp moet niet uitgerust worden met een ontdooiingssysteem, maar de buitenwisselaar wordt zonder belemmering van het zonlicht gericht tussen het zuiden en het westen.

Winning via het warmtevoerend medium in de bodem

De energiewinning gebeurt via een verdampers bestaande uit een leidingbundel in koelbestendig uitgloeid koper beschermd op de buitenkant door een polymeer. Deze bundel bestaat uit minstens twee parallelschakelingen.

De verdampers wordt op een minimale diepte van 60 cm begraven en de afstand tussen de leidingen bedraagt minstens 50 cm. De minimale lengte van de leidingen bedraagt minstens 65 m per kW warmteverlies dat ten laste valt van de warmtepomp.

Winning via glycolwater in de bodem

De energiewinning gebeurt via een verdampers bestaande uit een leidingbundel in vernet polyethyleen of een andere polymeer die geen zuurstof door de leidingen doorlaat.

De bundel heeft meerdere parallelschakelingen om het hydraulisch verlies te minimaliseren en gelijktijdig een optimale delta T voor de verdampers ($4\text{ à }6\text{ }^{\circ}\text{C}$) te hebben.

Het glycolgehalte bedraagt 25 % van het gewicht om elk vriesgevaar in de leidingen te voorkomen.

De verdampers wordt op een minimale diepte van 60 cm begraven en de afstand tussen de leidingen bedraagt minstens 50 cm. De minimale lengte van de leidingen bedraagt minstens 80 m per kW warmteverlies dat ten laste valt van de warmtepomp.

2.b ENERGIELOZING

De energielozing gebeurt rechtstreeks via een laag temperatuur-vloerverwarmingssysteem. Het verwarmingsmedium kan bestaan uit het warmtevoerend medium of water. Er kunnen laag temperatuur ventilo-convectoren met water als verwarmingsmedium gebruikt worden in lokalen die niet als woonkamer dienen. Een extra elektrisch toestel wordt uitsluitend in de bad- of douchekamers toegelaten.

Lozing in de omgevingslucht : er wordt geen premie toegekend

Lozing in een warmwaterschakeling

De verwarming van de lokalen mag geenszins gebeuren via radiatoren of convectoren. Uitsluitend een laag temperatuur-vloerverwarmingssysteem en laag temperatuur warmwater ventilo-convectoren worden toegelaten in lokalen die niet als woonkamer dienen. Een extra elektrisch toestel wordt uitsluitend in de bad- of douchekamers toegelaten.

De warmtepomp wordt voorzien van een extra elektrische dompelaar in het geval van een atmosferische luchtwinning. De dompelaar wordt onder de condensator geplaatst.

De in de vloerdeklaag liggende leidingen bestaan uit vernet polyethyleen of een andere stof die de zuurstofosmose voorkomt. De afstand tussen de leidingen wordt zorgvuldig vastgelegd in functie van het warmteverlies van elk lokaal.

De warmwatertemperatuur wordt geregeld door een met een externe sonde verbonden integrator. De temperatuur van het in het leidingstelsel inkomend warmwater mag bij het uitkomen van de condensator voor de minimale buitentemperatuur $40\text{ }^{\circ}\text{C}$ niet overschrijden.

De totaliteit van het warmteverlies valt ten laste van de warmtepompinstallatie. Bij gebruik van warmwater ventilo-convectoren worden hun afmetingen voorzien om op dezelfde temperatuur als de vloerverwarming te werken.

Lozing door een warmtevoerend medium

De lokalen worden verwarmd door een leidingstelsel dat de condensator van de warmtepomp vormt. Deze leidingen bestaan uit koelbestendig uitgloeid koper dat door een polymeer extern beschermd is tegen corrosie. De condensator bevat meerdere parallelschakelingen en elke schakeling vormt een homogene verwarmingszone. Een extra elektrisch toestel wordt uitsluitend in de bad- of douchekamers toegelaten.

2.c. MINIMALE PRESTATIES VAN DE WARMTEPOMPEN

De prestatiecoëfficiënt (COP) wordt bepaald volgens de norm NBN EN 255 (Uitgave 1997).

Warmtepomp BODEMfl. - BODEMfl

COP min = 3,5 voor een verdampingstemperatuur -7 °C
een condensatietemperatuur 40 °C

Warmtepomp BODEMwater gl. - BODEMfl

COP min = 3,5 voor een verdampingstemperatuur -7 °C
... een condensatietemperatuur 40 °C

Bij gebruik van een compressor met twee snelheden of variabele snelheid kan deze waarde in halve snelheid bereikt worden.

Warmtepomp BODEMwater gl - BODEMwater

COP min = 3,5 voor een verdampingstemperatuur -7 °C
een warmwatertemperatuur aan de uitgang van de condensator 35 °C

Bij gebruik van een compressor met twee snelheden of variabele snelheid kan deze waarde in halve snelheid bereikt worden.

Warmtepomp LUCHTstat - BODEMwater

COP min = 3,5 voor een verdampingstemperatuur -10 °C
een warmwatertemperatuur aan de uitgang van de condensator 35 °C

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 10 december 2003 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik.

Namen, 11 april 2005.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**MINISTERE****DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2005 — 1269

[S - C - 2005/31166]

17 MARS 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale autorisant l'Office régional bruxellois de l'Emploi à conclure des conventions avec les agences d'emploi créées par d'autres pouvoirs publics belges ou européens dans le cadre de la gestion mixte du marché de l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'emploi, article 7, 1^{er}, alinéa;

Vu l'ordonnance du 26 juin 2003 relative à la gestion mixte du marché de l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 3, § 3;

Vu l'arrêté du 15 avril 2004 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 26 juin 2003 relative à la gestion mixte du marché de l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office régional bruxellois de l'emploi, donné le 11 janvier 2005;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 24 février 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 mars 2005;

MINISTERIE**VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 2005 — 1269

[S - C - 2005/31166]

17 MAART 2005. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende toelating voor de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling om overeenkomsten te sluiten met tewerkstellingsagencies opgericht door Belgische en Europese overheden in het kader van het gemengd beheer van de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, artikel 7, eerste lid;

Gelet op de ordonnantie van 26 juni 2003 betreffende het gemengd beheer van de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 3, § 3;

Gelet op het besluit van 15 april 2004 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de uitvoering van de ordonnantie van 26 juni 2003 betreffende het gemengd beheer van de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, gegeven op 11 januari 2005;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 24 februari 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 maart 2005;